



# 10 ans du programme de santé des jeunes de 15 à 25 ans, comment réenchanter l'éducation ?

Actes du colloque

Montpellier 11 et 12 mai 2015

Réenchanter l'éducation des jeunes, tel est le thème du colloque organisé les 11 et 12 mai par la Région dans le cadre de son programme de santé des jeunes.

Depuis 2006, la Région a fait le choix de développer une politique de prévention et de promotion de la santé des jeunes de 15 à 25 ans de par sa responsabilité envers les lycées, la formation professionnelle et l'apprentissage.

Elle a initié une politique de réduction des inégalités sociales de santé en développant une politique en direction de tous les jeunes mais en accentuant son intervention auprès des jeunes sans qualification ou faiblement qualifiés.

L'adolescence est une période de transition et de prise de risque autour de la sexualité, des addictions et du suicide. Ces risques seront d'autant plus importants que le niveau de qualification des jeunes est faible et que ceux-ci sont coupés de leur relation familiale. La Région s'est appuyée sur deux études sur la santé des jeunes du Languedoc-Roussillon, en 2007 et 2012.

---

Il en ressort que la santé des jeunes est fonction du genre, de la qualité des relations familiales et du niveau de qualification.

Les organismes de formation, les écoles régionales de la deuxième chance, les centres de formation des apprentis, les lycées, les missions locales jeunes et les universités ont été associés à ce programme, à sa mise en œuvre, son analyse et son développement.

Une politique d'éducation a été construite avec eux, qui prend le jeune dans sa globalité pour lui permettre de développer son estime de soi et sa capacité à faire des choix éclairés pour sa santé.

La Région s'est également appuyée sur des professionnels et des dispositifs mis en œuvre par l'Etat : en éducation pour la santé avec l'Instance Régionale en Education et Promotion de la Santé et les comités départementaux, en addictologie avec le soutien apporté aux actions de prévention des centres de consultation jeunes consommateurs, en éducation à la vie affective et sexuelle avec des associations dont le planning familial, et en renforçant le dispositif régional des points accueil écoute jeunes, afin d'offrir aux jeunes en difficulté psychologique, une écoute adaptée.

La Région est venue soutenir l'action du réseau d'éducation prioritaire et de la mission de lutte contre le décrochage scolaire du Rectorat.

Pour les professionnels, ce programme a favorisé le changement de leur représentation des jeunes, une meilleure verbalisation de leurs inquiétudes et de leurs ressentis, une plus grande légitimité et une volonté d'approfondir la réflexion et de se confronter aux difficultés. Ce programme rend à l'éducation ses lettres de noblesse.

Ce programme a permis le développement d'une approche positive de l'adolescence et a donné aux jeunes des outils pour construire leur avenir et faire face aux difficultés.

Le Président

Damien ALARY

**10 ans du programme de santé  
des jeunes de 15 à 25 ans ,  
comment réenchanter l'éducation ?**

*Journées régionales des 11 et 12 mai 2015*

Conseil Régional – Espace Capdeville, 407 avenue Samuel Morse  
salle Sud de France,  
34 000 Montpellier

**Lundi 11 mai**

**Ouverture de la journée**

Maryline Martinez, Conseillère Régionale déléguée à la Santé

Pascal Etienne, Directeur Régional de la Jeunesse des Sports et de la Cohésion Sociale

Martine Aoustin, Directrice de l'Agence Régionale de Santé, représentée par Anne-Sophie Dormont

Message de Danièle Jourdain-Menninger, Présidente de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives

**Le programme régional de santé des jeunes en Languedoc-Roussillon**

Maryline Martinez, Conseillère Régionale déléguée à la Santé

Béatrice ROUGY, Directrice de la Santé, Conseil Régional

**Quelle prévention ? Déployer les outils, harmoniser les actions, les mille mélodies de la prévention.**

Jean-Pierre Couteron, Président de la Fédération Addiction.

### Table ronde : Réenchanter l'éducation

Linda Adria, Présidente du Comité Régional de Jeunesse et d'Education Populaire : *réenchanter l'éducation par l'éducation populaire*

Antonia Dandé, Coordinatrice du Réseau Santé Béziers Méditerranée : *réenchanter l'éducation par l'éducation à la santé et la promotion de la santé, quelle expérience en Languedoc-Roussillon ?*

Daniel Favre, Docteur en neurosciences, professeur en sciences de l'éducation Université Montpellier 2 : *réenchanter l'éducation par la bientraitance*

Modérateur : Mariette Desplan, Vice Présidente de l'association Parenthèse

### Table ronde : Formation des professionnels et mise en réseau. Comment travailler ensemble dans le cadre du programme de santé des jeunes ?

Bernard Cessiecq, Directeur du Centre de Formation des Apprentis de Carcassonne, CCI Sud Formation, CFA Languedoc -Roussillon : *expérience d'un CFA*

Jean-Claude Godard, Directeur de l'Ecole Régionale de la Deuxième Chance de Perpignan : *expérience d'une ER2C*

Anne Merlin Calzia, Directrice de la Mission Locale Jeunes Cœur d'Hérault : *expérience d'une MLJ*

Pierre Colombani, Mouvement Français du Planning Familial 34 : *la formation pour le programme de développement affectif et social au lycée Gaston Darboux*

Monique Bounab, Assistante sociale, CSAPA, CAARUD AIDe11 : *la mise en réseau des acteurs de l'Aude*

Modérateur : Dominique Latour, Directeur MLI Agglomération de Nîmes

### Ateliers : présentations et analyses des interventions éducatives autour du développement des compétences psycho-sociales

Atelier1 : Lycée Gaston Darboux : Cercle PRODAS (Programme de développement affectif et social)

Atelier 2 : Lycée Pablo Picasso : Curriculum vitae imaginaire et jeu des qualités

Atelier 3 : ANPAA LR : Création de supports de prévention avec les apprentis

Atelier 4 : PARENTHÈSE : Mener un projet de prévention des conduites à risques dans un établissement d'adolescents

Atelier 5 : COMPAGNIE DES NUITS PARTAGEES : Théâtre forum

Atelier 6 : CODES 11 et CODES 30 : Jeu « relations et préventions » et action menée dans les lycées professionnels sur les compétences psychosociales

Atelier 7 : APARSA : « Autour du jenga : quand ça change »

Atelier 8 : DESIDERATA : Le théâtre interactif comme outil de prévention

Atelier 9 : HOLISME COMMUNICATION : Module santé

## Mardi 12 mai

### Table ronde : La parole au diapason de la relation

Salim Mokaddem, Professeur agrégé de philosophie, Université de Montpellier : *éducation, adolescents, parents et professionnels de l'éducation*

Marc Leray, Président de l'Association Nationale des Points Accueil Ecoute Jeunes : *rôle des PAEJ dans le dispositif national et apport des Régions*

Blandine Sagot, Directrice de l'association « école des parents et des éducateurs 34 » : *construction d'une alliance thérapeutique et éducative avec le jeune et ses parents*

Carole Durand, Directrice de l'association des professionnels de santé au service des adolescents : *éducation à la vie affective et sexuelle, comment libérer la parole ?*

Modérateur : Jean-Marie Ferrari, Sociologue consultant en addictologie

### Table ronde : la démocratie, chef de chœur du lien social

Linda Dorfers, Compagnie des nuits partagées : *expérience du théâtre forum comme outil de construction démocratique avec les lycéens et les apprentis*

Anne Mayard, Principale du collège Las Cazes : *utilisation du programme de développement affectif et social comme outil démocratique dans un collège*

Olivier Gaches, Aléthéia-audiovisuel : *construction de films pour le compte de la Région avec des jeunes sans qualification sur leurs vies et leurs rêves*

Brigitte Graell, Chef de projet mission santé ville de Perpignan : *expérience du groupe régional de santé des jeunes et de l'animation d'un atelier santé ville*

Modérateur : Béatrice ROUGY, Directrice de la Santé, Conseil Régional

### Conclusion : Qu'est-ce qui fera mémoire ?

## Ouverture de la journée

**Maryline Martinez**, Conseillère Régionale déléguée à la Santé

La Région Languedoc-Roussillon mène depuis 10 ans une politique novatrice en matière de santé des jeunes et nous sommes heureux de vous accueillir à l'occasion de ce colloque.

Je tiens à excuser Damien Alary, Président du Conseil Régional qui m'a demandé de le représenter.

Cette politique a été initiée par Georges Frêche dès 2005 et le Conseil Régional en a fixé les objectifs en février 2006 :

- Réduire les inégalités sociales de santé des jeunes de 15 à 25 ans,
- Prendre en compte dans l'éducation, la formation, l'emploi, l'impact en matière de santé
- Développer des actions de prévention et de promotion de santé en considérant la santé non pas comme l'absence de maladie mais comme une ressource de vie quotidienne
- Promouvoir une action coordonnée, cohérente et responsable en matière de santé en s'appuyant sur la recherche nationale ou internationale, les expériences en région, les autres interventions publiques et l'évaluation des résultats des actions et de cette politique.

### **1. Une politique de réduction des inégalités sociales de santé**

Si les inégalités sociales de santé constituent un domaine de recherche et un corpus de connaissances qui ont été élaborés au cours des 50 dernières années, ce concept est très faiblement pris en compte dans les politiques publiques de santé.

Une inégalité sociale, c'est le résultat d'une distribution inégale entre les membres de la société, due aux structures mêmes de la société et qui génère un sentiment d'injustice.

Au titre de la santé, cela se traduit par une inégalité vis à vis de la mort, des incapacités et de la maladie.

L'objectif posé en 2006 par la Région était particulièrement ambitieux, aussi la Région a-t-elle choisi d'associer les autres institutions à l'élaboration de cette politique.

Dès 2005, la Région a constitué un groupe de travail avec les directions régionale et départementales des affaires sanitaires et sociales de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales, la Protection Judiciaire de la Jeunesse, le Rectorat, les services de médecine universitaire, l'union régionale des caisses d'assurance maladie.

La Région a ensuite participé aux travaux du Groupement Régional de Santé Publique.

Enfin, elle s'est impliquée dans la création de la plate-forme sociale et sanitaire de manière à disposer d'un outil commun d'échange.

La Région a organisé 8 réunions régionales entre 2007 et 2013 sur les politiques de réduction des inégalités sociales de santé en y associant chercheurs et institutions publiques.

## **2. Une politique basée sur une évaluation des besoins**

La politique de la Région s'est appuyée en premier lieu sur l'évaluation établie en 2005 pour la mise en œuvre du Plan Régional de Santé Publique. De cette évaluation, ressortaient : une prévalence importante du suicide chez les jeunes, une consommation inquiétante de produits psycho-actifs, un niveau élevé d'interruptions volontaires de grossesses, une augmentation du surpoids et de l'obésité.

---

Deux diagnostics ont été réalisés par la Région sur les inégalités sociales de santé des jeunes en 2007 et 2012. Ils font apparaître un gradient social de santé corrélé au niveau de qualification : plus les jeunes sont qualifiés, meilleure est leur santé. Ce paramètre se retrouve dans la plupart des indicateurs à l'exception de la consommation excessive d'alcool et d'antidépresseurs qui échappe à ce gradient.

Entre 2007 et 2012 des évolutions ont été constatées qui ont permis de réorienter les politiques.

## **3. Une politique de prévention**

La plupart des démarches de prévention sont basées sur la mortalité évitable qui représente 30 % de la mortalité en France. La Région s'est inscrite dans une perspective plus large.

La démarche construite par la Région a été établie sur une démarche politique : créer les conditions du vivre ensemble plus justes et une démarche d'accompagnement des individus comme aide à l'élaboration d'une meilleure façon de vivre.

Cette approche a consisté à fournir aux jeunes les moyens affectifs et cognitifs de s'informer, de comprendre la santé et ses enjeux, pour clarifier leurs croyances et leurs valeurs personnelles et culturelles, pour développer leur estime de soi et des autres, pour s'entraîner à la responsabilité et à la décision.

Cette approche repose sur l'acquisition des compétences psychosociales, qui sont définies par l'OMS comme « la capacité d'une personne à répondre avec efficacité aux exigences et aux épreuves de la vie quotidienne. C'est l'aptitude d'une personne à maintenir un état de bien-être mental, en adoptant un comportement approprié et positif à l'occasion des relations entretenues avec les autres, sa propre culture et son environnement. »

La Région a pris le parti de ne pas lancer des campagnes d'information, celles-ci ayant démontré leur caractère iatrogène, en éveillant chez les jeunes, la curiosité et le goût de braver les interdits notamment pour les drogues.

La Région a fait le choix d'intervenir avec des professionnels ou des pairs formés, reconnus pour leurs connaissances du sujet, leur capacité à mobiliser les jeunes, auprès de groupes de jeunes restreints et avec des interventions répétées.

La Région a fait également le choix d'intégrer ces actions dans la durée (10 ans) dans les lieux de formation des jeunes : les lycées, les centres de formation des apprentis, les stages d'insertion, les écoles régionales de la deuxième chance et d'impliquer ces structures dans la mise en œuvre de ces actions de prévention.

#### **4. Une politique qui a privilégié la santé mentale des adolescents et des jeunes adultes**

L'an dernier, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance a mené une étude en France sur le mal être des adolescents.

Sur les 9 000 jeunes interrogés, 43% des adolescents étaient dans une situation de souffrance psychologique : 17% dans une situation de privation matérielle, 23% ne se sentent pas valorisés par leur père, 11% par leur mère, 40% vivent des relations tendues avec leurs parents, 45% sont angoissés par l'idée de ne pas réussir à l'école, 81% se sentent tristes, 52% n'ont plus goût à rien. 12% ont fait des tentatives de suicide, 24% des élèves se sentent en insécurité vis à vis des adultes.

Cette étude confirme la priorité donnée à la santé mentale des adolescents et des jeunes adultes par la Région et reprise par l'Agence Régionale de Santé.

La prévalence du suicide des jeunes dans notre région a amené le Conseil Régional à privilégier la création et la couverture régionale des points accueil écoute jeunes.

Depuis 2011, près de la moitié du budget du programme y est consacré.

La Région a soutenu et consolidé le développement régional des points accueil écoute jeunes.

#### **5. Une politique qui a pour but de corriger les inégalités sociales de santé**

Dans l'étude sur la santé des jeunes, le gradient social est un déterminant fort de la santé.

Il est corrélé au niveau de qualification.



Ce niveau de qualification dans l'étude régionale est significatif pour les jeunes n'ayant aucune qualification, ayant une qualification de niveau CAP-BEP et ayant le bac et plus.

Un jeune ayant le bac aura plus de probabilité d'être en bonne santé que les autres et un jeune ayant un CAP ou un BEP aura plus de probabilité d'être en meilleure santé qu'un jeune sans qualification.

La réussite scolaire joue de plusieurs façons :

- Dans un pays où le diplôme est un sésame pour l'entrée dans la vie professionnelle et la place occupée dans la société.
- Dans l'intériorisation de l'estime ou la mésestime de soi.
- Dans la capacité d'éveil des individus : l'école permet de trouver des solutions alternatives face aux difficultés et joue un rôle contre le vieillissement cognitif.

Dans le Languedoc-Roussillon, entre 5 000 et 9 000 jeunes sortent du dispositif scolaire chaque année sans qualification.

C'est un phénomène de reproduction sociale puisque pour 40% de ces jeunes, leur mère est également sans qualification.

La Région a privilégié la réduction des inégalités sociales de santé en s'appuyant sur l'ensemble du dispositif de formation.

Ces interventions ont été facilitées par le choix ambitieux de la Région de tirer l'intelligence des jeunes les plus éloignés de l'emploi vers le haut : valorisation de l'apprentissage, création de 9 écoles régionales de la seconde chance, des écoles de l'apprentissage, développement dès 2004 des stages d'insertion qui ont évolué vers les dispositifs Cap métier et Cap avenir qui permettent un parcours individualisé sur 9 mois.

Le budget de la formation est après le budget du personnel, le premier budget de fonctionnement de la Région qui y consacre 228 millions d'euros en 2015.

La Région s'est également appuyée sur les dispositifs de formation initiale de l'Education Nationale et des Chambres de Commerces et de l'Industrie.

Le Rectorat a contribué à la réussite de ce programme en y inscrivant le réseau d'éducation prioritaire et actuellement, la mission de décrochage scolaire.

L'association des Directeurs des CFA s'y est largement associée, au départ en participant à la réalisation du questionnaire des apprentis, puis en mesurant le lien entre la santé des apprentis et leur sécurité au travail.

Les missions locales jeunes ont dès 2005 investi ce programme qui permettait de mettre en lumière la difficulté d'accès à l'emploi d'un tiers de leur public.

En s'appuyant sur la formation, ce programme a permis de réenchanter l'éducation et de lui redonner ses lettres de noblesse.

Au titre de la politique, pour compenser les inégalités de santé, il convient de donner plus à ceux qui ont moins.

C'est un principe qui prévaut dans les politiques mises en œuvre dans la politique de la ville et de l'éducation prioritaire.

Cela s'est traduit par une intervention plus importante et graduée liée au niveau de qualification des jeunes.

## **6. Une politique évaluée et élaborée avec les porteurs de projet**

Cette politique a bénéficié de l'apport et de la vitalité de l'éducation populaire en région, des dispositifs développés par la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives, notamment les centres de consultation pour les jeunes consommateurs, des ateliers santé ville, de la politique de la ville, du réseau d'éducation prioritaire et de la mission de décrochage scolaire du Rectorat. Autant d'acteurs engagés autour de cet objectif de la réduction des inégalités sociales de santé.

Cette politique a été élaborée avec le concours et les compétences des professionnels des associations, des missions locales jeunes, des lycées, des CFA et des organismes de formation tant au travers de nos réunions régionales (16 réunions depuis 2006) que de l'évaluation de la qualité des actions menées.

Depuis 2006, les objectifs du programme, les lieux d'intervention et les publics ont très largement évolué pour s'adapter au mieux aux réalités du terrain et aux besoins des jeunes et des professionnels.

L'intervention développée au lycée Gaston Darboux apparaît actuellement des plus pertinentes car elle permet de s'inscrire réellement dans la durée par la formation des professionnels du lycée et leur accompagnement durant les deux premières années de mise en œuvre. 34 personnes ont été formées dans cet établissement.

---

Cette action n'a été rendue possible que par l'implication du Rectorat.

L'accompagnement des professionnels, la mise en réseau des acteurs, leur formation ont été par ailleurs encouragés, soit par des appels à projet, soit par les financements donnés à l'Instance Régionale en Education et Promotion de la Santé et aux comités départementaux.

Quatre thématiques étaient initialement ciblées en 2005 pour permettre aux jeunes de faire des choix favorables à leur santé : les addictions, la nutrition, la sexualité et la vie affective, le mal être.

Le programme a été constamment adapté et réalisé en congruence avec les autres dispositifs développés.

Des études associant les institutions chargées de leur mise en œuvre ont été conduites afin de faire évoluer les politiques publiques notamment dans la prise en compte des familles mono-parentales dont la mère n'est pas qualifiée, le logement des travailleurs saisonniers, ou la sécurité alimentaire.

Un atlas sur la santé en région a été publié avec l'ARS.

Certains besoins n'étant plus ou insuffisamment couverts, la Région a repris le financement de certains dispositifs. Elle est actuellement le premier financeur des points accueil écoute jeunes, elle finance la plate-forme téléphonique d'information sur la sexualité, l'IVG et la contraception, elle a mis en oeuvre le Pass'contraception, elle a financé la formation aux gestes de premiers secours des élèves de seconde afin de multiplier par deux les formations du Rectorat.

## **7. Une politique qui présente dès à présent des résultats.**

13 millions d'euros ont été consacrés depuis 2006 à ce programme.

L'approche positive de l'adolescence et de la jeunesse donnée dans ce programme a permis de faire évoluer les pratiques professionnelles : dans les lycées, les CFA, les écoles régionales de la seconde chance, les représentations des jeunes ont évolué, la verbalisation des inquiétudes et des ressentis s'est améliorée, les professionnels ont gagné en légitimité.

Des évaluations rendues, il ressort que ce programme a permis pour les jeunes:

- une amélioration de la verbalisation des difficultés
- un changement des représentations
- une prise en compte des risques
- un développement de l'estime de soi
- une diminution de l'agressivité
- un développement de l'entraide
- un développement du respect d'autrui

La fréquentation des lieux d'accueil a progressé : point accueil écoute jeunes, consultations gratuites et anonyme en matière de sexualité, consultations jeunes consommateurs...

Au titre de l'étude sur la santé des jeunes, l'écart constaté en santé mentale entre jeunes non qualifiés et jeunes ayant le bac et plus s'est réduit entre 2007 et 2012 et la santé mentale des jeunes s'est améliorée.

Les jeunes ont repéré les dispositifs de soutien qui peuvent leur être apportés en matière psychique.

---

**Pascal Etienne**, Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale

Bonjour à tous et à toutes,

Tout d'abord, je voudrais saluer l'initiative du Conseil Régional pour son colloque « dix ans du programme santé des jeunes de 15 à 25 ans, comment réenchanter l'éducation ? »

C'est une initiative importante, dans un contexte de fort enjeu que constitue la santé des jeunes et on peut noter que le diagnostic de la santé de la jeunesse en Languedoc-Roussillon est très préoccupant. Il doit tous nous alerter.

Quelques chiffres que je souhaite évoquer : la surmortalité des jeunes de 15 à 25 ans qui représente 39,5 % des accidents de la circulation (2 points de plus que le niveau national), 17,6 % des suicides (14,9 au niveau national), le recours à l'IVG qui est très important dans la région, et les différents éléments sur les pratiques addictives qui sont particulièrement marquées sur notre région.

C'est un sujet très important qui nous préoccupe tous, qui nécessite une approche globale, qui fait d'ailleurs partie des grands axes du plan national « priorité jeunesse » écrit par le gouvernement.

Particulièrement en Languedoc-Roussillon, c'est un axe sur lequel est retenue toute notre acuité. On peut d'ailleurs à cet égard citer le plan régional santé piloté par l'ARS, qui évoque les enjeux pour les jeunes en matière de santé mentale au niveau du suicide, de consommations précoces des addictions, et enfin le surpoids et l'obésité.

L'action de l'administration que je coordonne s'inscrit dans ce programme régional de santé. Je voudrais citer deux exemples : l'action menée en termes d'accueil, de l'écoute et de l'orientation des adolescents et des jeunes adultes dans le cadre des Points Accueil Ecoute Jeunes (PAEJ). Il existe aujourd'hui 15 structures PAEJ financées. Il y a une cinquantaine de lieux d'écoute répartis sur l'ensemble du territoire. Jusqu'à présent, une zone d'ombre existait, la Lozère. Très prochainement, un PAEJ va être ouvert à Mende, permettant un maillage territorial beaucoup plus efficient.

Ces PAEJ constituent un bel exemple de partenariat entre l'État, la DRJSCS, l'ARS, et le Conseil Régional qui participe largement au financement de ces structures.

Les partenariats mis en place sont à conforter notamment en ce qui concerne la prise en charge psychopédiatrique des adolescents. On est déjà sur quelque chose de tout à fait efficient : en 2014, 4000 jeunes ont été concernés et 1500 parents.

Autre élément du programme que je souhaite évoquer : nous travaillons avec l'ARS et le monde associatif autour des pratiques sport et santé. Sur le point surpoids et obésité, nous avons un enjeu majeur qui passe par une pratique sportive régulière et par la mise en place de programmes spécifiques pour les jeunes touchés par le surpoids et les problèmes de diabète. Là encore l'initiative donne de bons résultats. On est vraiment sur de la prévention qui coûte infiniment moins cher pour la collectivité que toute forme de réparation.

Pour faire écho au thème de la table ronde « réenchanter l'éducation », je voudrais rappeler que c'est un sujet qui intéresse les professionnels certes mais aussi les bénévoles et les jeunes, les jeunes volontaires eux-mêmes.

Je voudrais vous citer trois illustrations rapidement.

La première concerne les bénévoles. Nous finançons une action dans le cadre du fond national pour le développement de la vie associative qui vise à former des bénévoles lozériens à la prévention en milieu festif. Chaque année l'association forme une vingtaine de bénévoles, dont une partie a moins de 25 ans, aux risques encourus lors de manifestations culturelles (risques auditifs, risques sexuels, techniques de premiers secours, problèmes de consommation d'alcool, etc.). C'est un travail de formation des bénévoles qui est intéressant.

Autre illustration, cette fois, sur les volontaires. Depuis la création du service civique en 2010, à peu près 135 missions de volontaires ont été créées dans des collectivités ou des associations autour de missions de promotion de la santé, de prévention des pratiques à risques, d'éducation à la santé et sur la nutrition.

Dernier exemple que je voulais illustrer auprès de vous : un programme expérimental qui a été mis en place. C'est un programme, expérimental avec l'ARS, de recrutement de jeunes relevant du service civique sur un programme de nutrition santé. Aujourd'hui, près d'une dizaine de jeunes ont été recrutés et formés pour être des médiateurs, des relais auprès d'autres jeunes sur des enjeux de nutrition santé, d'amélioration des pratiques, de prise de conscience des bonnes pratiques en termes de nutrition et de santé.

Au travers de ces quelques exemples, je voulais illustrer le caractère très transversal de la question de la santé des jeunes et rappeler qu'une approche globale est nécessaire, une approche qui nous concerne tous, professionnels du monde associatif, professionnels de l'État et des collectivités mais encore une fois également les bénévoles et les jeunes eux-mêmes.

Ce caractère transversal et global va trouver sa pleine mesure durant les deux journées de ce corum auquel je souhaite un plein succès.

**Martine Aoustin**, Directrice de l'Agence Régionale de Santé, représentée par Anne-Sophie Dormont :

La santé des jeunes, mais plus particulièrement leur accès à la santé, à la prévention est pour l'Agence un enjeu majeur comme le confirme le Projet Régional de Santé et plus particulièrement le Schéma Régional de la Prévention.

Il s'agit, dans une organisation concrète, après un diagnostic partagé, dans une approche pragmatique de s'assurer que les jeunes aient **un accès réel aux services de santé, en proximité, et sur l'ensemble de la région :**

- Qu'il s'agisse des questions de mal être, de santé mentale, de nutrition, de vaccination, d'accès aux droits, de vie sexuelle et affective, d'IST...
- Qu'il s'agisse, des champs de la prévention, du repérage, du dépistage, de l'orientation, de la prise en charge,

L'Agence Régionale de Santé s'attache à ce que **les jeunes renforcent leurs compétences psychosociales, et considèrent leur santé comme une ressource.**

Pour couvrir l'ensemble des champs, des thèmes, des territoires, l'ARS, même si elle a la charge de définir la politique régionale de santé, ne dispose pas, à elle seule de l'ensemble des leviers, et des outils pour assurer sa mise en œuvre.

**La réponse passe donc par une mobilisation coordonnée des leviers qui repose sur l'intervention organisée des acteurs, et la coordination des politiques publiques.** C'est dans ce cadre et dans cet objectif que depuis 10 ans, le Groupement Régional de Santé Publique et maintenant l'ARS se sont attachés à nourrir un partenariat étroit avec le Conseil Régional afin d'apporter aux jeunes des réponses de qualité et en proximité pour promouvoir leur santé.

Il convient de poursuivre nos travaux sur ce champ pour répondre à cet enjeu de santé publique. Cette journée y contribuera pleinement.

Message de **Danièle Jourdain-Menninger**, Présidente de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives

Monsieur le président de la Région Languedoc-Roussillon, Madame la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé, des contraintes non prévues lorsque j'avais donné mon accord pour participer à vos travaux m'ont obligée à renoncer à ce déplacement et je vous prie de bien vouloir m'en excuser. C'est avec grand plaisir que j'aurais participé à cette journée.

Je remercie tout particulièrement Monsieur Pascal Etienne, Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'avoir accepté de lire ce message en mon nom, en accord avec le Préfet et son directeur de Cabinet, chef de projet de la MILDECA, lui-même empêché.

Comme vous le savez, les jeunes font partie des publics prioritaires de la stratégie gouvernementale de lutte contre les drogues et les conduites addictives.

A côté des enjeux de sécurité et de lutte contre le trafic, que nous devons toujours réaffirmer, le principal enjeu du gouvernement est de répondre aux problématiques de santé et aux conséquences sociales liées aux consommations de substances psychoactives et aux usages problématiques d'internet et des jeux vidéo.

Nous parlons bien en effet de la santé pris au sens large telle que l'Organisation Mondiale de la Santé la définit, comme un état complet de bien-être physique mental et social.

Les jeunes sont les plus exposés aux expérimentations, aux usages dans un cadre festif, au stress, aux addictions comportementales, aux conduites à risques sans avoir les moyens d'y faire face ni d'en mesurer toutes les conséquences. Ce n'est pas un phénomène nouveau, la jeunesse a toujours été attirée par la recherche de sensations fortes, mais dont l'effet est très variable selon le degré de vulnérabilité face à ces conduites addictives.

L'âge et la précocité des consommations peuvent aussi aggraver cette vulnérabilité en raison des facteurs individuels génétiques et neurobiologiques, le sexe, la personnalité, et des facteurs environnementaux tels que la famille, le contexte culturel et la situation économique et sociale.

Vous avez fait le constat dans la région Languedoc-Roussillon de l'impact des inégalités sociales sur la santé des jeunes. A côté de la prévention universelle, il faut donc améliorer le ciblage des programmes de prévention sur les catégories les plus précaires ou fragiles, notamment les jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Mais il ne faut pas oublier que tous les jeunes, quel que soit leur milieu social sont également très concernés par les conduites addictives.

Par ailleurs, on le sait aujourd'hui grâce aux travaux de la recherche et notamment l'expertise collective que j'avais commandée à l'INSERM concernant les conduites addictives des adolescents, les consommations à un âge précoce peuvent entraîner des dommages irréversibles sur la maturation cérébrale. Elles peuvent favoriser la dépendance à l'âge adulte. Elles ont aussi des conséquences délétères en termes de décrochage scolaire, d'exclusion sociale et de délinquance.

Il faut donc tout faire pour prévenir ces situations qui mettent en péril l'avenir des jeunes et de leur famille. Il faut améliorer les systèmes de prévention qui doivent avoir pour objectif d'inciter à faire évoluer les comportements en prenant en considération tous les facteurs de risques de développer une conduite addictive au-delà de la simple information sur les risques. Tous les jeunes ne sont pas vulnérables : mais ils ne le savent pas à l'avance : alors, il vaut mieux éviter de tenter l'expérimentation, et de s'installer dans la consommation.

C'est une véritable éducation à la santé qu'il faut mettre en place, en développant les compétences psychosociales des jeunes et des parents à partir des déterminants de la consommation et des facteurs de vulnérabilité et de protection.

C'est ainsi que le plan gouvernemental propose d'agir très en amont des consommations « dans le cadre d'une politique de promotion globale de la santé de l'enfant » et d'aide à la parentalité.

Pour être efficace il faut également favoriser une meilleure coordination des différentes interventions des professionnels en contact avec les jeunes, et pas que les professionnels de santé, afin d'assurer la cohérence des messages et un continuum entre prévention/prise en charge/et soins pour ne laisser aucun jeune susceptible de présenter une situation à risque sans accompagnement.

Il faut donc développer le repérage des jeunes en souffrance et des jeunes consommateurs pour les orienter vers les professionnels adaptés, notamment les consultations jeunes consommateurs, afin de renouer le dialogue avec eux tout en intégrant les parents dans la démarche d'accompagnement.

L'effort de la Région pour assurer un bon maillage du territoire avec les Points Accueil Ecoute Jeunes, en réponse aux problèmes de suicide, va tout à fait dans le bon sens. Cet effort doit permettre un travail en réseau pour être efficace notamment en lien avec les structures médico-sociales spécialisées dans les addictions.

La MILDECA a mis au point une attestation interministérielle de formation à la prévention des conduites addictives qui doit faciliter ce repérage par tous les professionnels en contact avec les jeunes au-delà de l'utilisation des outils de repérage validés scientifiquement à disposition des professionnels des addictions.

Pour répondre à l'augmentation des consommations de cannabis par les jeunes de 17 ans et à l'augmentation des consommations d'alcool et de tabac en particulier par les jeunes filles, il est urgent de développer des programmes de prévention efficaces qui doivent faire l'objet d'une évaluation d'impact. C'est ce que nous avons engagé depuis la rédaction de ce plan gouvernemental : c'est

long, les effets de la prévention ne peuvent se constater à court terme, il faut cesser de dire « la prévention, ça ne marche pas », et tout faire pour que « la prévention, ça marche » !

La commission interministérielle de prévention des conduites addictives, la CIPCA que j'ai mise en place depuis 2014 a notamment pour objectif de faire évoluer les méthodes de prévention et de développer l'évaluation de l'impact des programmes mis en place quel que soit le milieu concerné : en milieu scolaire, universitaire, en formation professionnelle, en milieu de travail, dans les structures d'insertion, en milieu sportif, en milieu festif, etc.

Il est primordial d'amorcer ces évolutions en mobilisant tous les professionnels de la jeunesse, de la cohésion sociale, de la santé ainsi que ceux de la police et de la justice dans leur rôle de prévention et de rappel de la loi.

Des travaux comme les vôtres aujourd'hui y contribuent.

Je vous souhaite des échanges fructueux tout au long de cette journée.

## **Le programme régional de santé des jeunes en Languedoc-Roussillon**

**Maryline Martinez**, Conseillère Régionale déléguée à la Santé

**Béatrice ROUGY**, Directrice de la Santé, Conseil Régional

Il nous a semblé nécessaire de réaliser avec vous ces deux journées de réflexion sur le programme de santé des jeunes car notre économie de la santé est basée sur le poids de 120 milliards de déficit de l'assurance maladie, sur le poids des maladies chroniques et sur le fait que ces maladies concernent plutôt des personnes âgées.

Le discours porte sur la responsabilisation des assurés alors que l'adolescence est une prise de risques.

La prévention est faiblement prise en compte (3% du budget de l'assurance maladie).

Les 18-25 ans en situation de précarité échappent pour la plupart aux politiques de solidarité de l'aide sociale à l'enfance ou du revenu de solidarité active.

Ces journées ont donc pour but de démontrer que la prévention a des résultats et qu'elle permet aux jeunes et aux adultes de changer de regard.

La politique de santé des jeunes de la Région a été déterminée dans le cadre de la loi de santé publique du 9 août 2004, par une délibération du 3 février 2006.



Elle avait pour objectifs :

- De réduire les inégalités sociales en matière de santé
- De prendre en compte dans l'ensemble de ses actions l'impact en matière de santé (éducation, formation, emploi)
- De développer des actions de prévention et de promotion de la santé des jeunes de 15 à 25 ans
- De promouvoir une action coordonnée, cohérente et responsable en matière de santé

### 1- Réduire les inégalités sociales en matière de santé

Deux études sur la santé des jeunes ont été réalisées en 2007 et 2012. Elles ont permis d'évaluer ce gradient social de santé et ceci en lien avec le niveau de qualification.

La santé des jeunes est bonne du fait de leur âge mais en moyenne moins bonne qu'au niveau national.

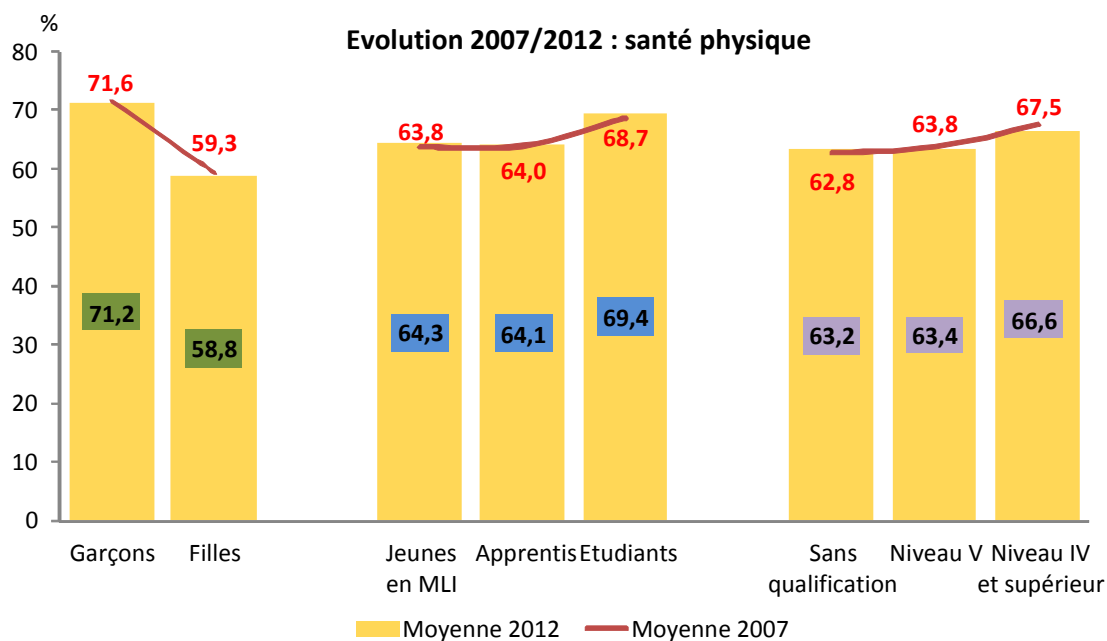
Près de 4 000 jeunes de 16 à 25 ans ont été interrogés sur leurs conditions de vie et leur perception de leur santé. Il en ressort que les jeunes ayant le bac sont en meilleure santé que ceux qui ont un CAP ou un BEP et que ceux-ci sont en meilleure santé que ceux qui n'ont aucune qualification. L'ensemble des paramètres se construisent autour de ce gradient, sauf en ce qui concerne la consommation excessive d'alcool.

Différents résultats de ces études sont ainsi présentés : sur leur fragilité sociale, leur santé ressentie, leur estime de soi, leur anxiété :

Au titre du score EPICES qui est un score individuel de **fragilité sociale**, 72% des jeunes sans qualification sont en situation de précarité pour 60% des jeunes ayant un CAP ou un BEP pour 36% de ceux qui ont le bac et plus.

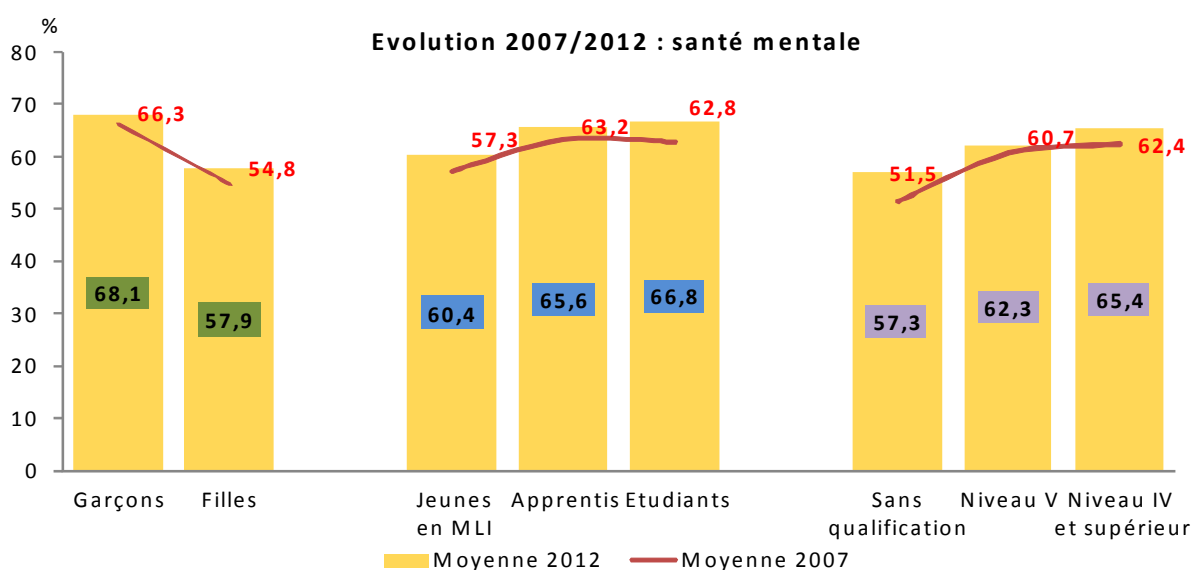
EPICES	Score 2007	Score 2012	% 2007 Précaires	% 2012 Précaires*
Jeunes en MLI	51,5 (±17,5)	48,6 (±17,8)	74,5	67,2
Apprentis	38,5 (±14,8)	36,6 (±15,3)	44,0	38,2
Etudiants	27,6 (±12,7)	28,0 (±13,2)	15,0	19,2
Sans qualification	55,0 (±16,7)	51,6 (±17,1)	80,8	72,6
Niveau V	45,9 (±17,4)	45,8 (±18,2)	62,2	60,2
Niveau IV et supérieur	34,5 (±16,6)	35,4 (±16,5)	32,8	36,3

Au titre de la **santé physique**, telle que ressentie sur l'échelle de DUKE, il existe un différentiel de plus de 3 points entre les jeunes les moins et les plus qualifiés et de plus de 8 points au titre de la **santé mentale**.

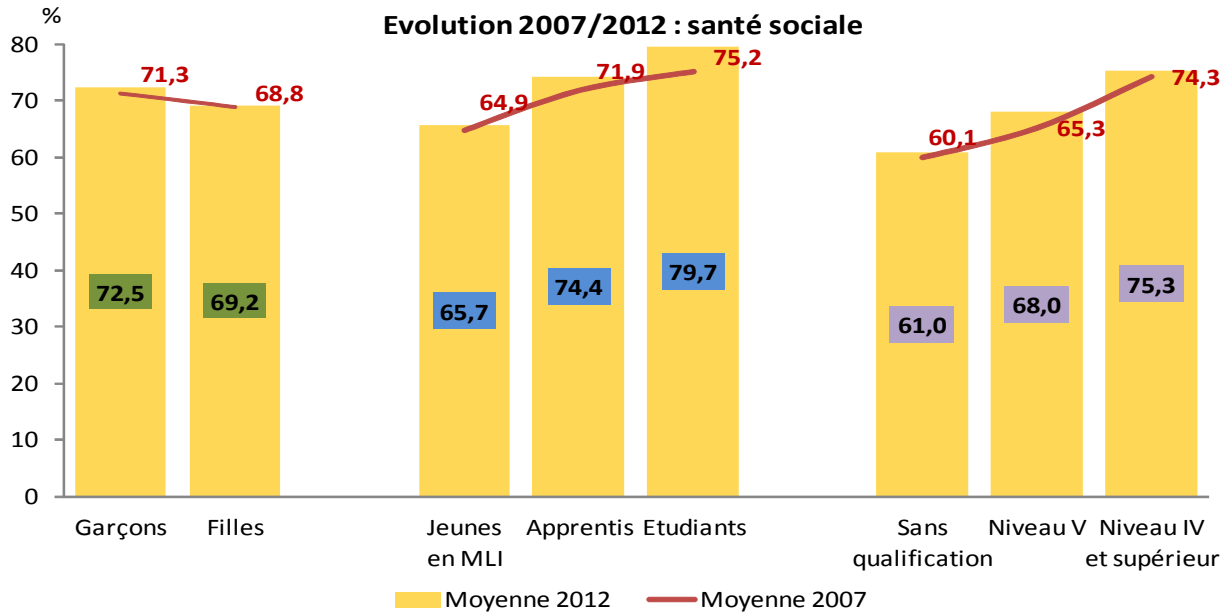


Au titre de la **santé mentale** il existe un gradient social entre les jeunes les moins qualifiés et les plus qualifiés ; au titre de l'échelle de Duke : 57,3 pour les jeunes sans qualification, 62,3 pour les jeunes ayant un CAP ou BEP et 65,4 pour les jeunes ayant le bac et plus.

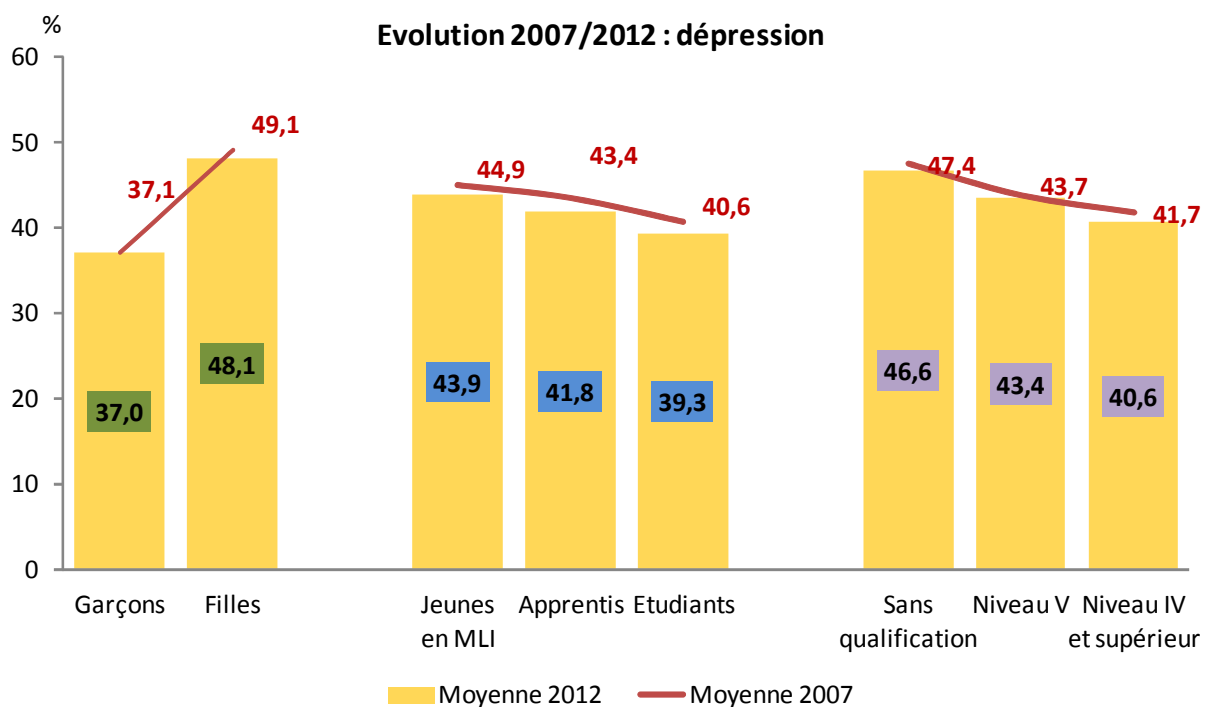
La santé mentale des jeunes s'est améliorée entre 2007 et 2012 et l'écart de santé mentale entre les moins qualifiés et les plus qualifiés s'est réduit.

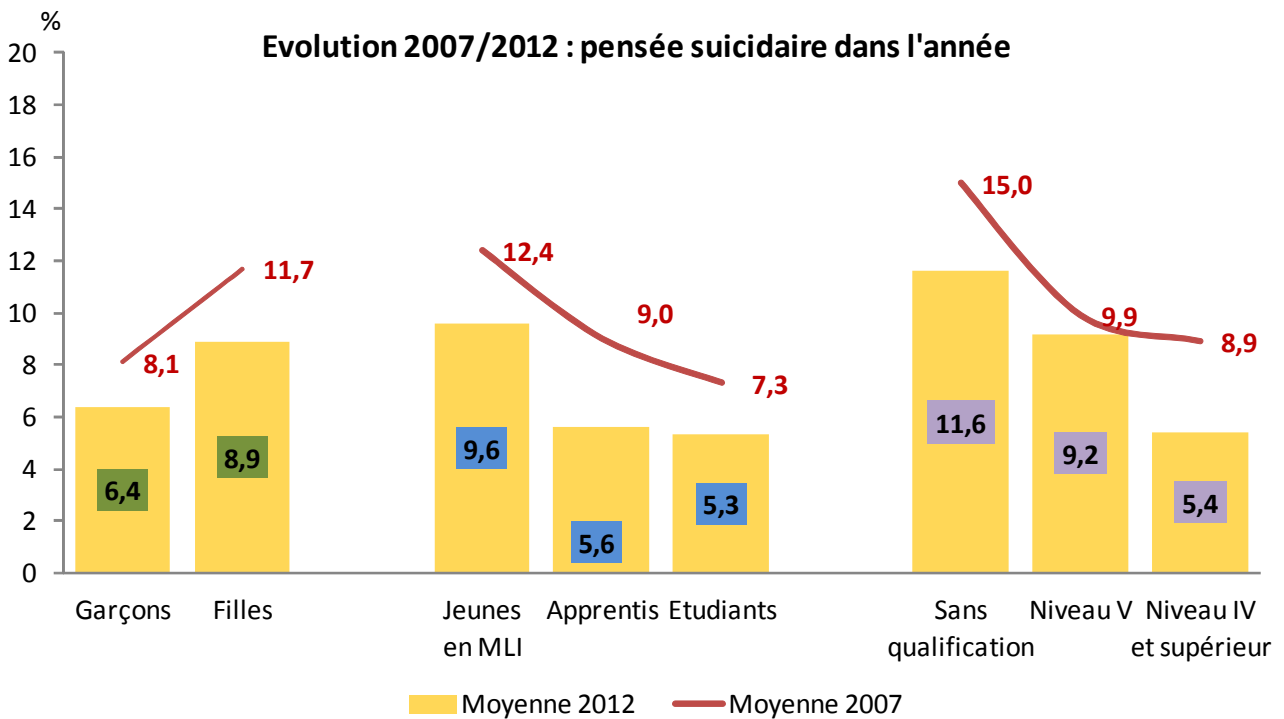
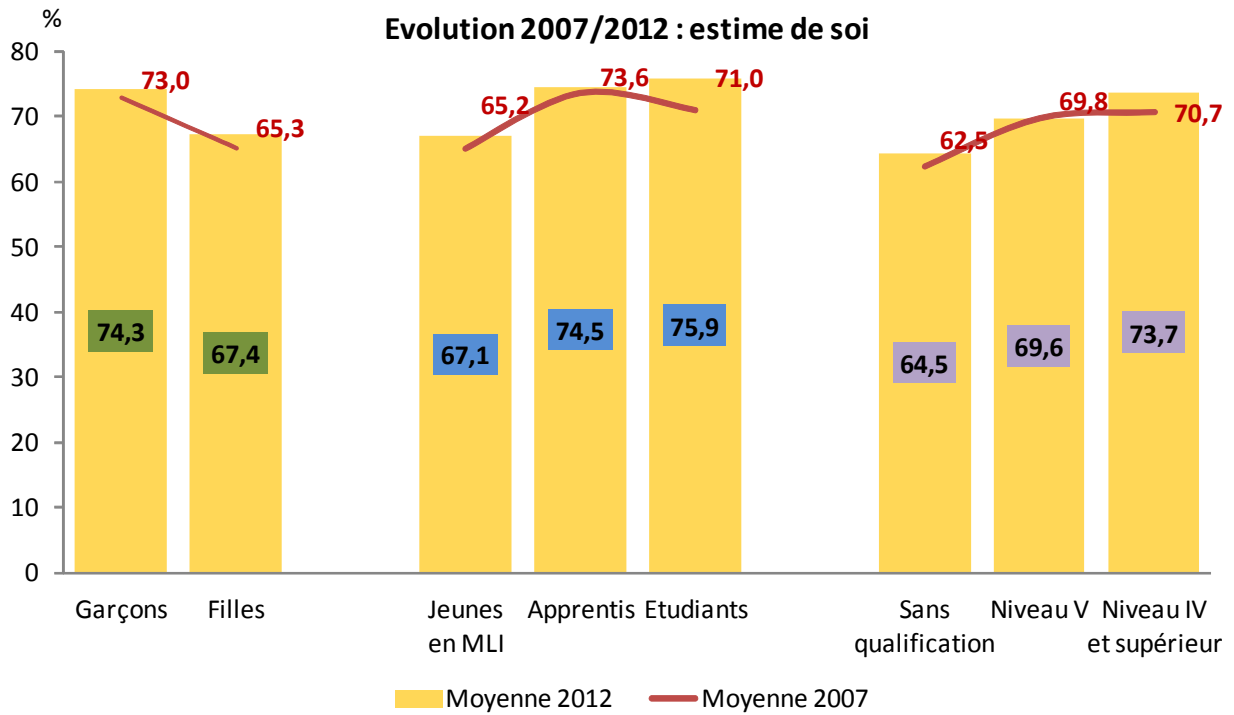


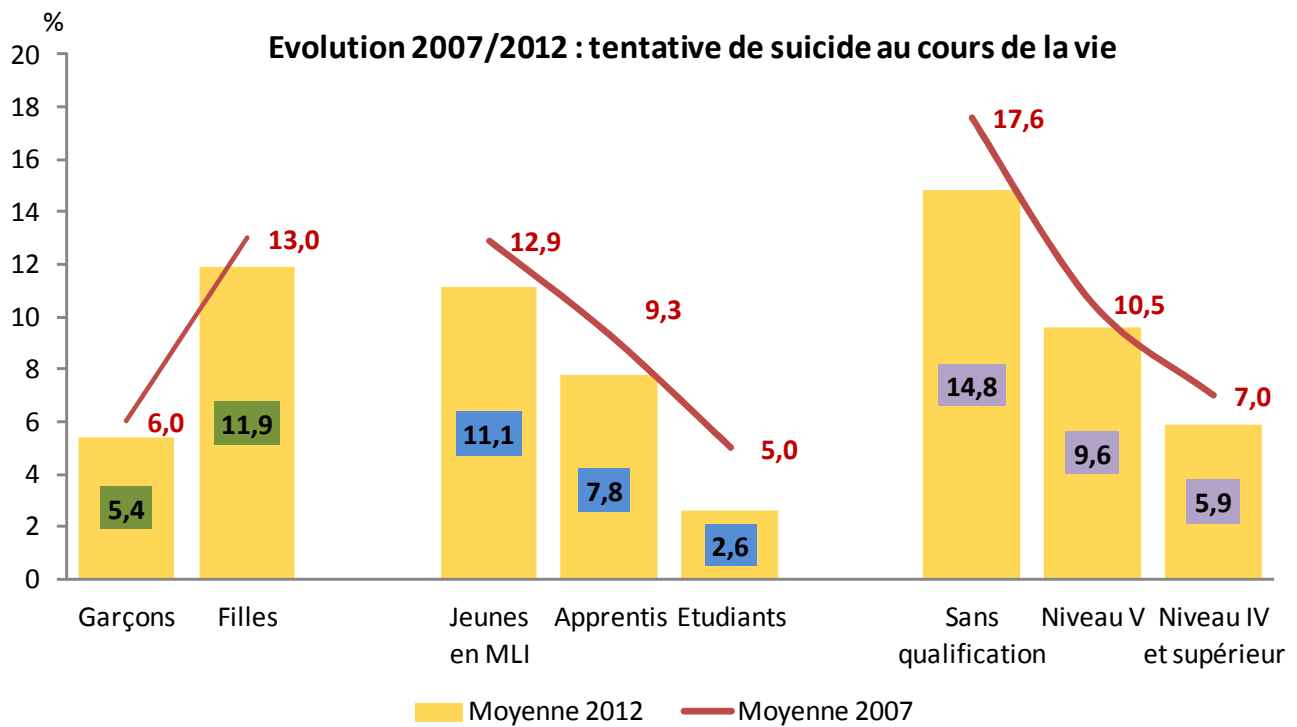
Ce gradient de santé existe également pour la santé sociale : au titre de l'échelle de Duke, 7 points de différence entre les jeunes sans qualification et de niveau V et 14 points entre les jeunes sans qualification et ceux qui ont le bac et plus. Ce gradient existe également pour la **dépression**, **l'estime de soi**, les **pensées suicidaires** dans l'année, les **tentatives de suicide**.



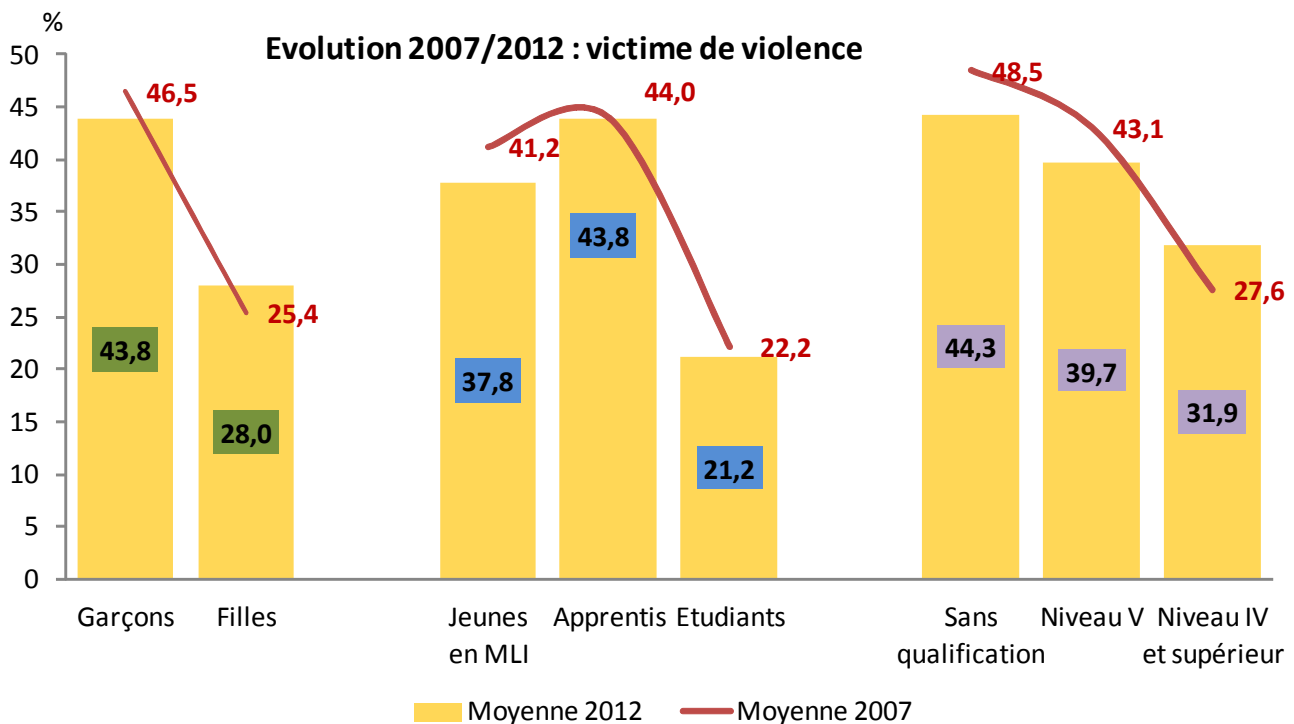
Ce gradient existe également au niveau de la dépression, de l'estime de soi, des pensées suicidaires et des tentatives de suicide. Une amélioration de la santé est constatée pour ces indicateurs entre 2007 et 2012.

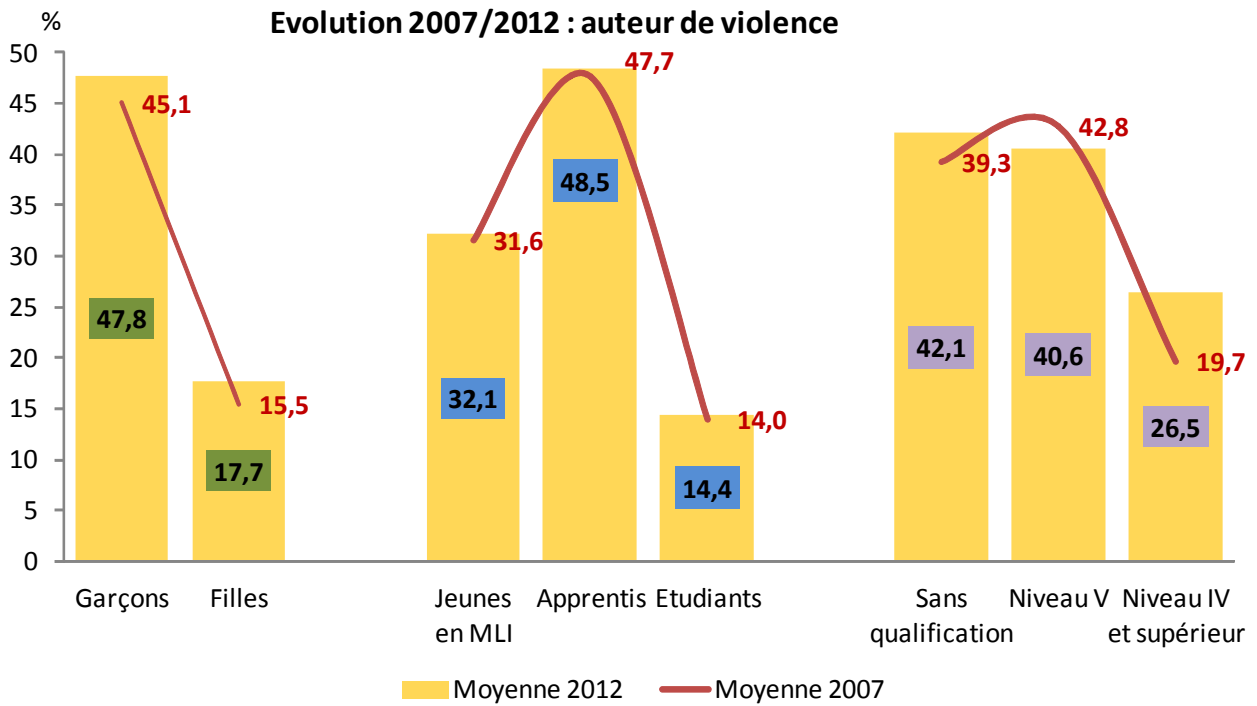




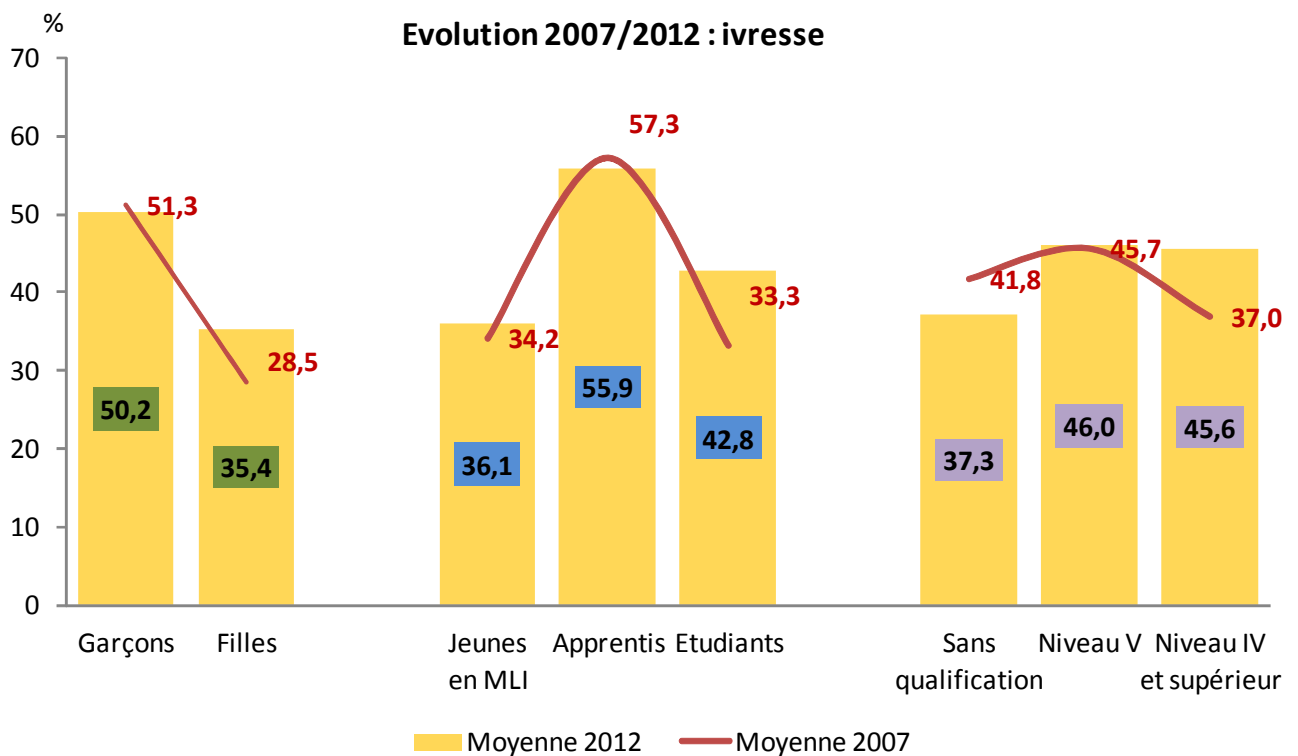


Le gradient social de santé existe également pour la **violence agie ou subie**.





Seule la **consommation d'alcool** échappe à ce gradient de santé, la progression de la consommation excessive ayant été particulièrement importante chez les étudiants et les jeunes femmes.



La **réduction des inégalités sociales de santé** s'est construite autour d'une politique graduée envers les jeunes, en accentuant l'effort envers les jeunes les moins qualifiés : 40 % du budget est alloué aux jeunes sans qualification, 20% du budget est destiné aux apprentis qui représentent 6% des jeunes.

Pour les lycéens l'effort a été mis en priorité sur les lycées professionnels et agricoles.

## **2- Prendre en compte dans l'éducation, la formation, l'emploi, l'impact en matière de santé**

Cette politique a été menée sur l'ensemble du territoire à partir des lieux de formation : lycées, organismes de formation, centres de formation des apprentis, écoles régionales de la deuxième chance.

L'ensemble des lieux d'éducation, de formation et les missions locales d'insertion ont été impliqués dans la mise en œuvre et l'évaluation du programme de santé des jeunes.

Au titre des deux diagnostics de santé des jeunes : les centres de formation des apprentis, les écoles régionales de la deuxième chance, les missions locales d'insertion, les stages d'insertion, les services de médecine universitaire ont contribué à l'élaboration du questionnaire, à la réalisation de ce questionnaire et à son analyse.

Ces diagnostics ont favorisé la prise en compte de la santé des jeunes par les organismes de formation et d'accès à l'emploi, et la mise en œuvre d'actions de prévention et de promotion de la santé dont le financement a été assuré par la Région.

Un large partenariat a été favorisé dans la durée dans les lycées entre les associations d'éducation à la santé ou de réduction des risques et les professionnels de l'Education Nationale.

L'ensemble des acteurs ont été invités deux fois par an à l'Hôtel de Région pour évaluer ce programme et le faire évoluer.

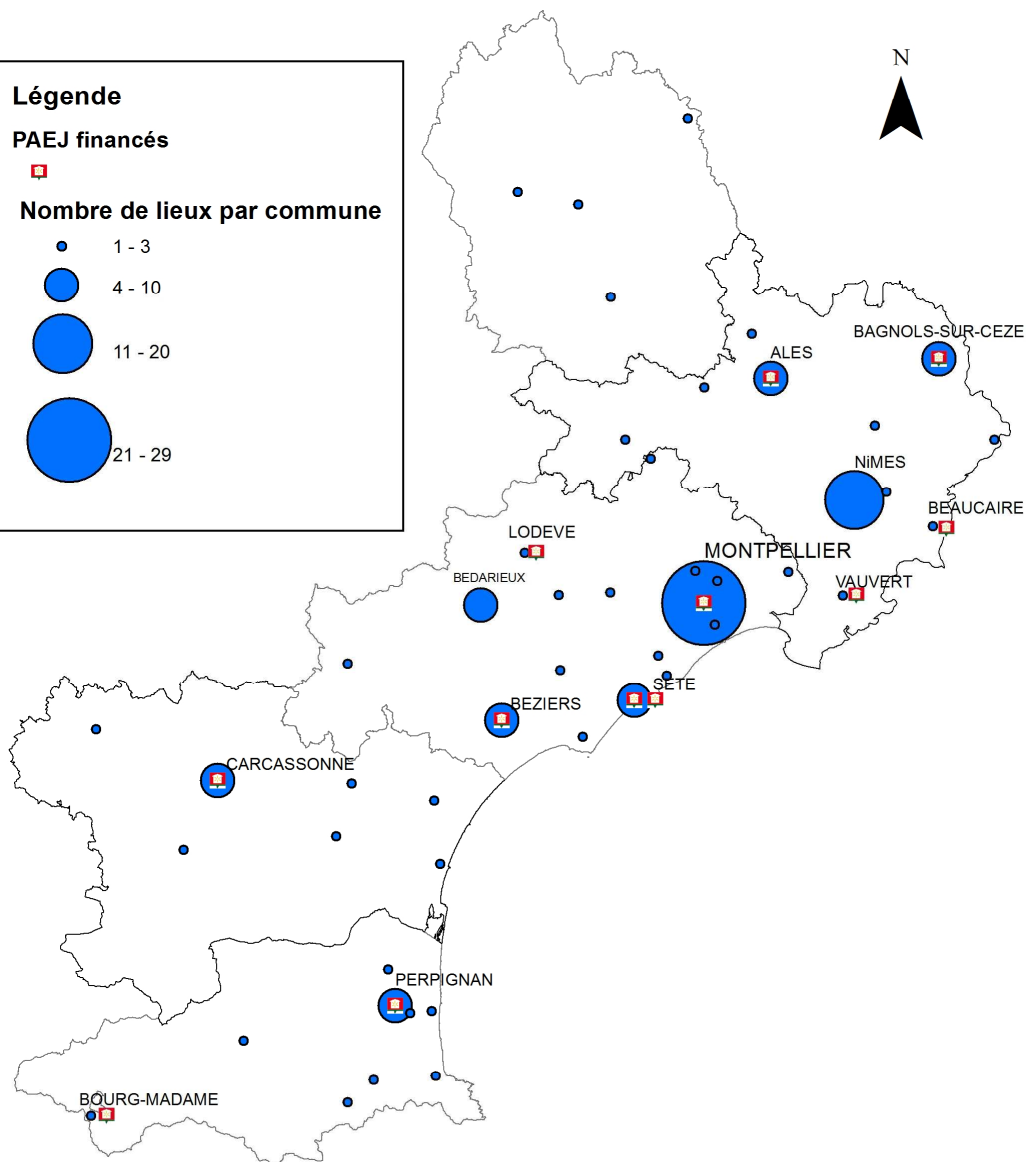
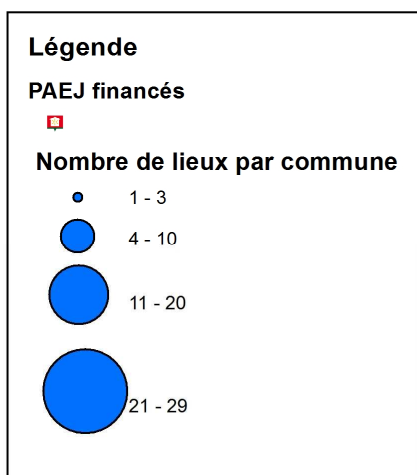
Des formations ont été développées auprès des moniteurs d'atelier, des professionnels de l'éducation nationale, des porteurs de projet.

Entre 2006 et 2015, ce sont ainsi toutes les missions locales d'insertion, 23 centres de formation des apprentis, toutes les écoles régionales de la seconde chance, les organismes d'insertion (Cap métier, Cap emploi), 79 lycées qui se sont impliqués dans cette politique.

Au titre du territoire, les actions ont été développées en lien avec les besoins des jeunes, on retrouve ainsi la concentration plus importante sur la bordure littorale de jeunes sans qualification ou faiblement qualifiés.

Les lieux d'intervention sont les suivants en 2008 et 2014 : Ils se sont diversifiés (46 lieux d'intervention supplémentaires) et 8 points accueil écoute jeunes supplémentaires ont été financés.

## Les 157 lieux d'actions collectives par commune et les 12 Points Accueil Ecoute Jeunes financés par la Région en 2008

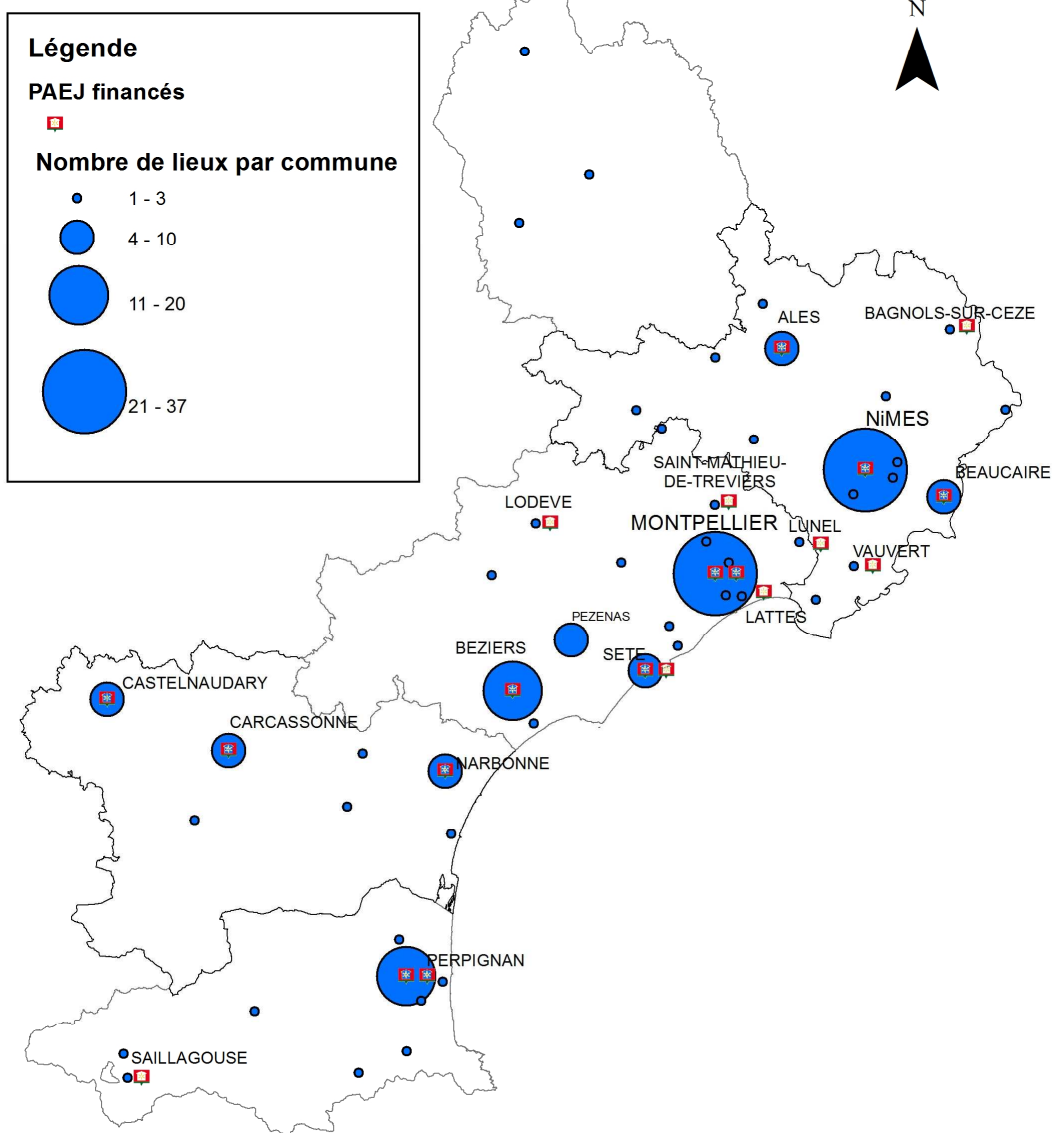


Sources : IGN, BD CARTO®  
 Région Languedoc-Roussillon  
 DSI, service information géographique - avril 2015

0 25 50 kilomètres



## Les 203 lieux d'actions collectives par commune et les 20 Points Accueil Ecoute Jeunes financés par la Région en 2014



Sources : IGN, BD CARTO®  
 Région Languedoc-Roussillon  
 DSI, service information géographique - avril 2015



### 3- Développer des actions de prévention et de promotion de la santé

L'ensemble des actions de prévention ont été conduites autour du développement des compétences psycho-sociales, référentiel développé par l'Organisation Mondiale de la Santé et par l'INSERM (cf démarche probante en éducation à la santé) et plus spécifiquement autour du développement de l'estime de soi.

Les professionnels ont été accompagnés et formés soit dans le cadre des CFA, des organismes de formation ou des lycées, soit lors de réunions départementales.

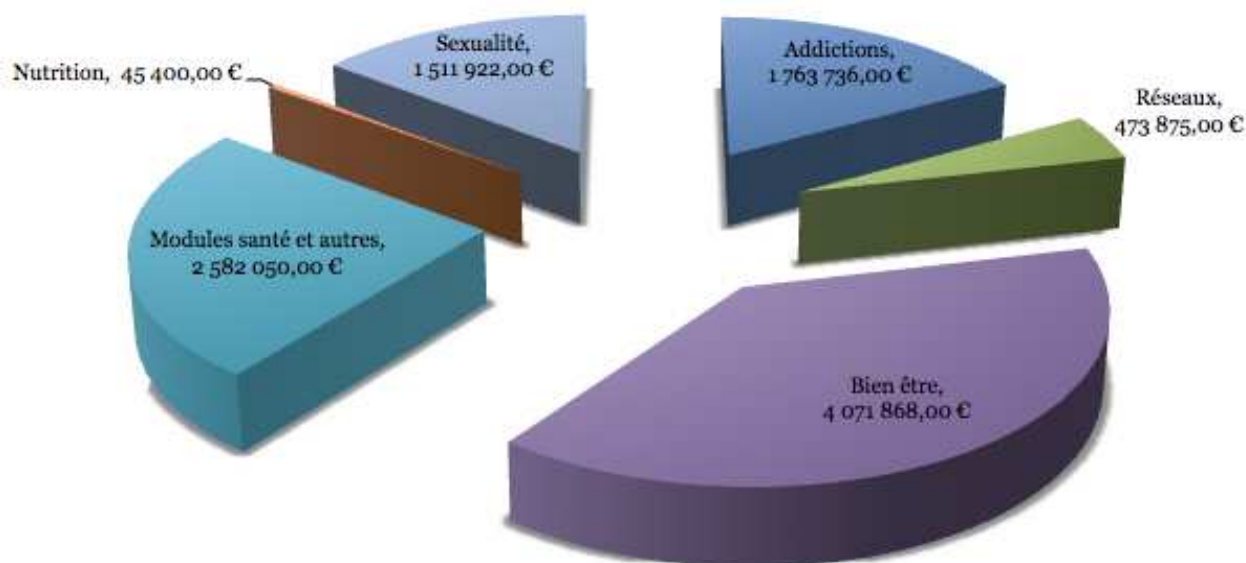
Les actions ont été recentrées sur les prises de risque en matière de suicide, d'addictions et de sexualité.

Différentes études sont venues compléter ces interventions pour infléchir les politiques publiques : un audit sur la restauration scolaire, une étude sur la distribution de l'aide alimentaire pour faciliter son accessibilité par les jeunes, une étude sur le devenir social et familial des femmes ayant eu des maternités précoces...

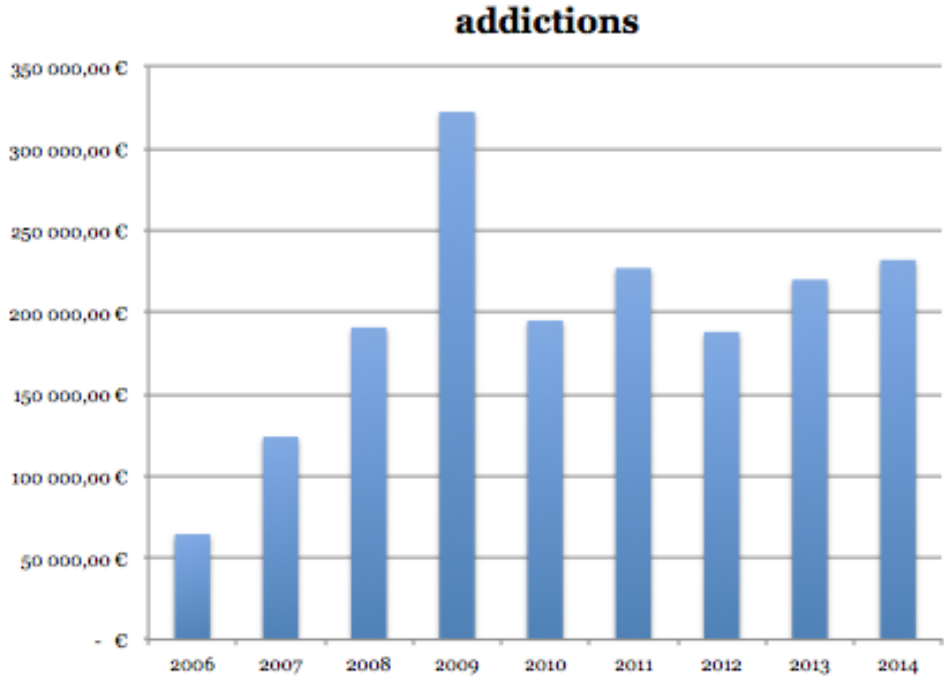
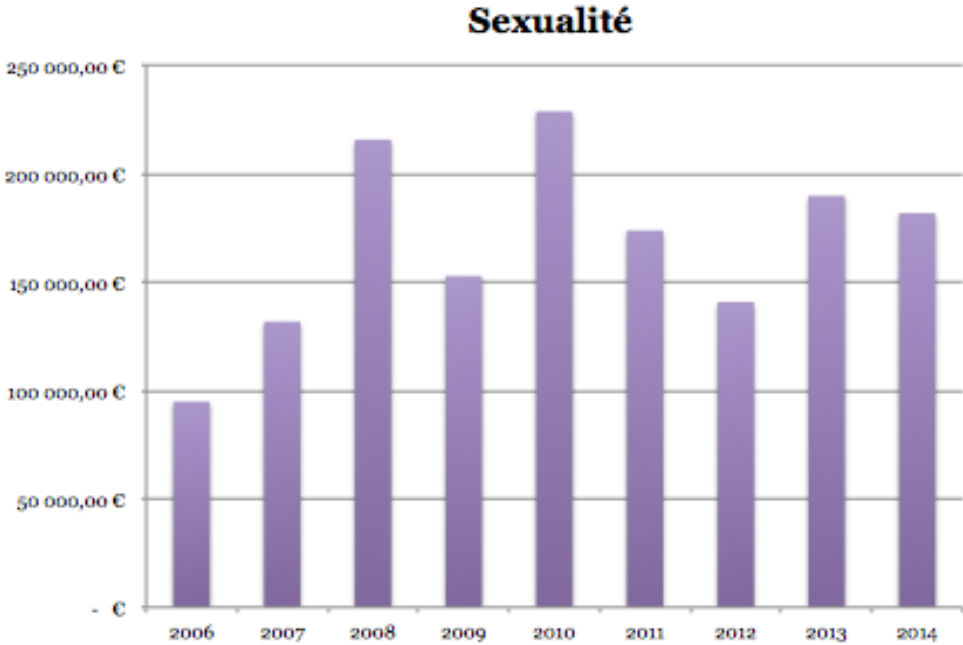
L'amélioration de la réponse régionale en matière de santé mentale des jeunes a été recherchée au travers du renforcement et du déploiement des Points Accueil Ecoute Jeunes.

Ces actions se traduisent financièrement ainsi entre 2006 et 2014:

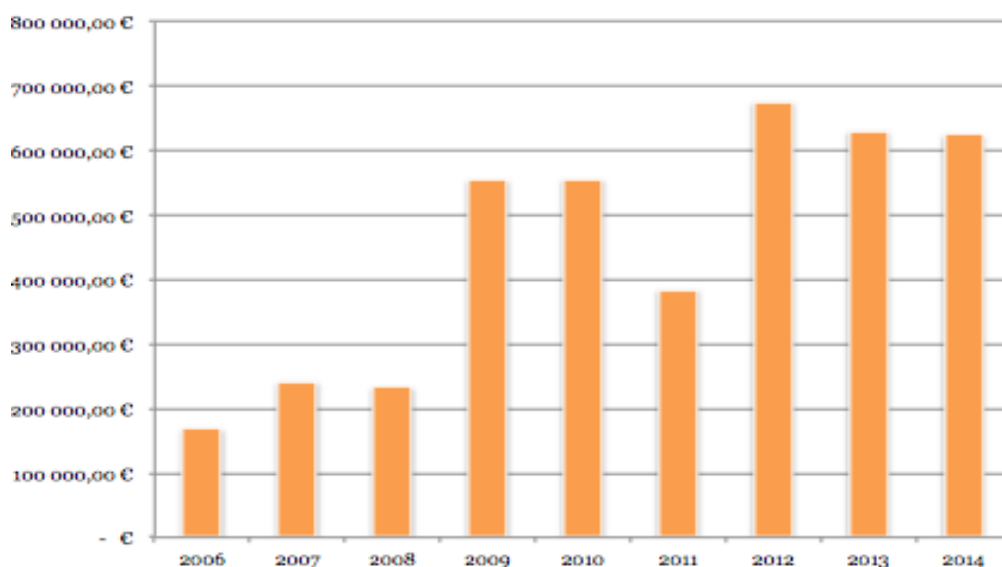
#### Répartition des 10,5Md'€ pour les actions de prévention



Les interventions en matière de sexualité, addiction et bien être ont évolué de manière significative entre 2006 et 2014 :



## Bien être



#### **4- Promouvoir une action coordonnée, cohérente et responsable en matière de santé en s'appuyant sur la recherche nationale ou internationale, les expériences en région, les autres interventions publiques et l'évaluation des résultats des actions et de cette politique**

La politique de la Région en matière de santé des jeunes s'est appuyée sur la recherche et les résultats nationaux ou internationaux : études du Conseil Economique Social et Environnemental, Université Marc Bloch de Strasbourg, INSERM, INED, ligue française de la santé mentale, Organisation Mondiale de la Santé, Université Montpellier 1, sur le programme canadien de développement affectif et social... et sur des études initiées par la Région et réalisées par l'Observatoire Régional de la Santé (ORS) et le CREA-ORS.

La Région a développé une politique de coordination des politiques publiques et a favorisé la coordination des acteurs au travers de ses appels à projet, sa politique de formation et les journées de concertation et d'échange de pratiques réalisées au niveau régional.

L'évaluation du programme et des actions a été construite avec la participation des porteurs de projet.

Les résultats de cette politique ont été décrits par Madame Maryline Martinez, Conseillère régionale déléguée à la santé.

**Maryline Martinez :** Ce programme a permis de connaître la réalité de la santé des jeunes et de favoriser leur accès à la santé. Il existe souvent une confusion entre moyens de santé et santé réelle. A titre personnel j'avais une approche très médicale de la santé et ma participation à ce programme, m'a ouvert un espace

d'actions pour les jeunes. J'ai un regret que cette action ne soit pas construite dans l'antériorité pour les plus jeunes et de manière coordonnée entre les collectivités locales.

### **Questions :**

**Philippe Rigoulot, directeur de la Maison des Adolescents du Gard :** La Maison des Adolescents a bénéficié de deux subventions de la Région et est engagée dans ce programme. Quelle sera demain la politique de santé des jeunes après la fusion des Régions ?

**Maryline Martinez :** Pour l'instant nous n'en avons pas la vision, la Région Midi-Pyrénées a des actions au titre de sa politique de la jeunesse et au titre d'actions transversales mais pas de politique de santé des jeunes en tant que telle. Etant d'un naturel optimiste, il ne me semble pas envisageable que cette politique puisse s'arrêter.

**Gilles Foucault, directeur du PEPA :** Je tiens à vous remercier pour votre engagement. Existe-t-il une comparaison nationale en terme d'étude sur la santé des jeunes ?

**Béatrice ROUGY :** Il y a deux études nationales : le score ESCAPADE lors des journées d'appel et le baromètre santé. Il n'existe pas à ma connaissance, d'autre étude en France sur la santé des apprentis.

Notre région peut être comparée avec le Nord-Pas de Calais au titre de la précarité et de son impact sur la santé, en moyenne la santé des jeunes de la région est moins bonne qu'en France.

Notre région a des particularités du fait de la proximité avec l'Espagne. Cela favorise l'accès à la drogue et sa consommation. L'Hérault est le département français où les transports de drogues sont les plus importants.

D'autres tendances existent également au niveau national : le fait que les filles à 15 ans fument plus que les garçons, la diminution du tabagisme chez les garçons, l'augmentation de l'alcoolisation des étudiants, l'amélioration de la santé mentale des jeunes.

### **Présentation des journées :**

Jean-Pierre Couteron est le Président de la Fédération Addiction. La Région a noué des liens importants avec cette Fédération et la MILDECA tant du fait de la problématique des jeunes liée à leur consommation de produits psycho-actifs et d'alcool, que du fait des travaux de recherche menés par la MILDECA et du soutien apporté par la Région aux actions de prévention des centres de consultation jeunes consommateurs. Le développement des compétences psycho-sociales a été notre objectif commun en matière de prévention.

Linda Adria est la Présidente du Comité Régional de Jeunesse et d'Éducation Populaire. Les valeurs de l'éducation populaire ont été soutenues par la Région au travers de ses appels à projet et un grand nombre d'associations qui participent au programme de santé des jeunes y sont inscrites : organismes de formation, écoles régionales de la deuxième chance, troupes de théâtre comme la Compagnie des nuits partagées ou Art'scène...

Antonia Dandé a été la Directrice Adjointe de l'Instance Régionale d'Éducation pour la Santé avec qui la Région a travaillé pour développer son programme de santé des jeunes, développer la formation des porteurs de projets, évaluer les actions et le programme. Elle nous présentera l'éducation à la santé.

Daniel Favre, docteur en neurosciences et professeur en sciences de l'éducation a réalisé de nombreux travaux sur la réussite scolaire et le développement affectif des élèves. Ces travaux concourent aux résultats du programme de développement affectif et social que la Région a mis en œuvre dans le lycée Gaston Darboux.

Une table ronde rassemblera les expériences d'un Centre de Formation des Apprentis, d'une Ecole Régionale de la Deuxième Chance, d'une Mission Locale Jeune, d'un réseau de santé autour de l'implication de ces structures dans le programme de santé des jeunes. Le Mouvement Français pour le Planning Familial présentera la formation qui a été développée au lycée Gaston Darboux par la Région.

Neuf ateliers auront lieu simultanément pour présenter des animations autour du développement des compétences psycho-sociales.

Le 11 mai un apéritif sera offert au Zinc pour présenter cet espace de prévention créé par l'association AMT Arc-en-ciel et la Région.

Le 12 mai, une table ronde sur **la place de la parole**, avec Salim Mokaddem, Professeur agrégé de philosophie, Marc Leray, Président de l'association nationale des Points Accueil Ecoute Jeunes, dispositifs dont la Région est le premier financeur en 2014, Blandine Sagot, Directrice de l'École des Parents et des Educateurs 34 et Carole Durand, Directrice de l'association des professionnels de santé au service des adolescents, associations financées dans le cadre du programme de santé des jeunes.

Une table ronde sur **la démocratie** avec les présentations de Linda Dorfers de la Compagnie des nuits partagées, d'Olivier Gaches d'Aléthia-audiovisuel qui ont participé au programme de santé des jeunes, Brigitte Graell qui a participé à sa définition et Anne Mayard, Principale, qui utilise le programme de développement affectif et social comme outil démocratique dans son collège.

La conclusion sera collective, chacun étant appelé à remplir le tableau sur « ce que j'ai appris », « ce que j'ai compris », « ce que je m'engage à faire ».

Claude Delsol de la Compagnie Art'scène interviendra au cours des journées pour nous conter des histoires.

Il nous a laissé ce mot de Jean Cocteau:

## Le Magicien

Hommes aux mille mains, je vous salue.  
N'êtes-vous pas représentatifs de ce temps  
et de cet espace qui se mélangent  
pour nous tromper  
et nous opposent leurs murs innombrables?

Hommes aux mille mains, ce que vous nous faites croire  
est plus réel que le réel qui est un rêve.  
Car dans cette partie vous tenez le rôle du sort et du mystère.  
Vos mensonges nous émerveillent davantage que notre pauvre vérité.

Hommes aux mille mains, je forme des vœux  
pour que votre Art se légue,  
parce qu'il s'adresse à ce que le monde  
conserve en lui de meilleur : l'enfance .

Nous tenons également à remercier Nathalie Guez de l'association AMT Arc-en-ciel, Carole Durand d'APARSA, Mariette Desplan de l'association Parenthèse et Claude Delsol pour leurs réflexions et leur aide pour l'organisation de ce colloque, Julie Laure et Elodie Manificier, ainsi que la Direction du Protocole pour sa réalisation.

## Quelle prévention ? Déployer les outils, harmoniser les actions, les mille mélodies de la prévention.

**Jean-Pierre Couteron**, Président de la Fédération Addiction

Je suis psychologue clinicien dans une Consultation Jeunes Consommateurs (CJC) en contact avec des adolescents. J'ai été relecteur de l'expertise collective de l'INSERM et comme beaucoup d'entre vous contributeur pour le plan gouvernemental de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA).

Penser la prévention aujourd'hui nécessite de s'intéresser à l'univers dans lequel vivent les adolescents.

L'adolescence c'est quelque chose d'intemporel mais elle est marquée culturellement par ce que la société propose.

Les comportements liés à l'addiction ont connu deux évolutions très fortes : la première liée à la toxicomanie dont on a commencé à parler dans les années 70-80, la deuxième liée au problème des écrans. Jusqu'où la relation avec les écrans devient addictogène ? On assiste ces dernières années à une croissance importante des demandes des familles autour des écrans, à tort ou à raison.

Penser la prévention aujourd'hui nécessite de prendre la mesure de deux événements qui ont modifié le paysage addictologique. :

---

- Le premier a été l'arrivée du sida, entraînant le déploiement de la politique de réduction des risques;
- Le second, l'accentuation des dimensions addictogènes de notre société, entraînant la réorganisation « addictologique ».

Le choc du sida a permis de faire évoluer les pratiques professionnelles dans le champ des addictions : le but premier n'est pas tout de suite de traiter l'addiction mais de s'occuper des personnes. C'est la politique de Réduction des Risques (RdR).

La réduction des risques a apporté l'idée d'*aller vers* les usagers, dans toute la diversité de leur situation, de leur parcours de vie et de réduire les risques du comportement d'usage. Parler de prévention nous amène à naviguer entre une stratégie de réduction des risques et une stratégie de prévention. Par exemple, dans les CJC, une partie des jeunes sera rencontrée dans un univers festif dans le cadre de cette stratégie de réduction des risques. Une autre partie sera rencontrée dans le cadre de dispositifs plus classiques. L'addictologie a permis le rapprochement des acteurs des champs de l'alcoolologie et des toxicomanies et la prise en compte des addictions comportementales tout en simplifiant l'organisation des réponses apportées aux usagers. Du côté de l'alcoolologie, on est passé à une certaine façon de boire (ex. le binge drinking), d'une société humide à une société sèche.



Dans son dernier éditorial où il commentait les chiffres du Baromètre santé, François Bourdillon, préfigurateur de l'INVS-INPES nous renvoyait à cette évolution.

Le deuxième choc, c'est la société addictogène. La société a changé depuis 10-20 ans. C'était le thème d'un colloque en Suisse il y a quinze jours. Ils ont réussi à faire baisser la consommation d'alcool, de cannabis et de drogues des adolescents et s'inquiètent du coup sur l'avenir de leurs financements. Les addictions répondent à une société addictogène. Le concept d'addiction a été porté par Philippe Jean-Parquet et Michel Reynaud. Ce concept se centre sur le comportement et son continuum de troubles, dépasse le cadre licite ou illicite, intègre des addictions sans substance.

La dimension addictogène s'illustre par quatre axes :

- la mutation des institutions et des rituels sociaux et communautaires ;
- une culture de l'intensité, de l'excès et de l'accès immédiat à l'objet du désir ;
- l'injonction de gestion de soi (autonomie, performance,...) ;
- les déséquilibres économiques et inégalités sociales, la précarisation.

La mutation des institutions et des rituels sociaux et communautaires s'illustre par le fait que nous vivons dans une société qui privilégie l'individu. Les façons de consommer, d'être ensemble, ont changé. Les comportements addictifs, avant d'être addictifs sont sociaux. Les fêtes votives du Languedoc-Roussillon en sont une illustration. Dans n'importe quelle épicerie, tous les alcools de tous les pays, quel que soit leur dosage d'alcool, sont accessibles.

Nous vivons dans une société marquée par une culture de l'intensité, de l'excès et de l'accès immédiat à l'objet du désir. Le gradient est placé beaucoup plus haut. Vous allez visualiser pour les 40-50 ans le début de l'émission « mission impossible » telle que vous la connaissiez à ses débuts puis vous allez regarder « mission impossible » telle que vue par vos adolescents. Si vous montrez les premières « mission impossible » à un adolescent, au bout de 5 minutes, il s'en va en disant « il ne se passe rien », si vous regardez le remake de cette émission, vous dites « je ne comprends rien, il n'y a que du bruit ».

---

Pour les plus âgés, rappelez-vous l'émission « Belphégor » qui s'interrompait sur un moment de suspens. Maintenant que l'on a accès à l'ensemble des émissions, il n'y a plus lieu d'attendre pour avoir la suite.

Troisième exemple : une équipe de rugby des années 80 et maintenant. On pourrait croire que la loi sur les organismes génétiquement modifiés a été votée. Le traumatisme crânien est le risque principal tellement la violence des chocs est grand.

L'injonction de la gestion de soi, telle que l'a décrit A.Ehrenberg, de la performance, de l'esprit de compétition avec toutes les pressions auxquelles sont soumises les individus, sont introduites très tôt. Dans les centres de consultation, on reçoit non seulement des personnes qui sont dans la marginalité, dans la contre-culture mais également des personnes qui sont dopées au travail et qui

prennent des produits pour être performants. L'hôpital Marmottan à Paris, reçoit actuellement dans sa file active des joueurs de jeux de hasard et des cadres polyconsommateurs de cocaïne.

Les déséquilibres économiques et inégalités sociales, la précarisation : les trafics de drogue représentent une économie parallèle énorme. On sait que dans certains quartiers ce trafic n'est pas de l'argent de poche mais de véritables économies de substitution. Cela arrive dans une société en crise, dans une période où pour certains, trouver une place dans la société est totalement fictif.

Chacune de ces dimensions a son propre impact : sur le sentiment d'appartenance, le rapport à la sensation, l'intégration sociale ou l'insertion économique.

---

Refonder la prévention, changer de mélodies !

Ce cycle addictogène aussi s'est révélé par l'évolution des pratiques d'usage. Vous avez vu les chiffres des études de la Région, les chiffres du baromètre santé et de l'étude ESCAPADE viennent d'être publiés : augmentation et rajeunissement des niveaux d'expérimentation des principales substances lors des années au collège. On commence par le tabac, puis l'alcool, puis on expérimente les drogues illicites ; pourcentages conséquents d'usage régulier de cannabis qui peut entraîner dans certains cas des troubles psychotiques, cognitifs ou des fonctions exécutives ; pourcentages conséquents des alcoolisations ponctuelles importantes (API) qui ont un impact délétère sur le cerveau adolescent en particulier chez les filles, ou de conduites d'abus d'écrans.

Les consommations problématiques sont associées à la précocité de l'usage, l'environnement social et familial, la présence de troubles de la personnalité, de faibles compétences psychosociales, un entourage de pairs consommateurs.

Les conduites addictives résultent d'interactions entre un produit, un individu et son environnement.

La société rend naturel le recours à des substances addictives.

Les chiffres de la consommation se sont banalisés. C'est le meilleur moyen pour obtenir l'effet de ce que la société nous demande d'avoir.

Du côté du soin, on assiste à l'effet inverse. Il y a très peu de demandes.

0,6% de demandes d'aide parmi les usagers réguliers de cannabis.

6,3% de demandes d'aide parmi les usagers quotidiens.

« L'addict » se sent mieux dans son comportement. Demander à être aidé, c'est la crainte d'être séparé de quelque chose auquel il reconnaît encore une fonction de solution.

Le secteur spécialisé dans les problèmes de l'adolescence ou de l'addiction reçoit le haut de la pyramide.

Conscient que ces jeunes n'ont pas de demande spontanée « de soin », la nécessité de faire évoluer les stratégies de rencontre avec eux s'est imposée. Le « aller vers » et le travail avec l'entourage et la communauté des adultes, deux supports essentiels en lien avec les acquis de la politique de réduction des risques, ont été à l'origine de la création des Consultations Jeunes Consommateurs. De même, des programmes d'acquisition de compétences psychosociales sont expérimentés pour être proposés aux familles et aux jeunes, en contre-poids des dimensions addictogènes du quotidien.

Les interventions efficaces chez les jeunes telles qu'identifiées par l'expertise de l'INSERM, suite à la commande de la MILDECA reposent sur :

- Des programmes éducatifs basés sur le développement des compétences psychosociales des jeunes pour leur permettre de résister à l'influence des pairs, de résoudre des problèmes, de développer l'affirmation et l'estime de soi, complété avec des séances de sports et de loisirs et d'une réflexion sur les normes et leur perception en matière de consommation de substances.
- Des programmes destinés à développer les compétences parentales de communication, à développer la capacité des parents à fixer des limites et à gérer les conflits.
- Des stratégies à composantes multiples visant à impliquer au niveau local l'école, la police, les débitants de tabac ou d'alcool pour limiter l'accès, les médias, les milieux associatifs pour développer des alternatives festives ou sportives...
- Des approches incluant un volet psychothérapeutique : approches systémiques, approches comportementales et cognitives, thérapies brèves, entretiens motivationnels ...

L'étude américaine « Adventure » JAMA Psychiatry Mars 2013 vol 70 n° 3 (Effectiveness of a selective, personality – targeted prevention program of adolescent alcohol use and misuse cluster randomized controlled trial) a ainsi établi qu'elle avait un impact de 29% supérieur au titre de la réduction des consommations par rapport à un programme classique.

Elle était basée sur :

- un repérage et une intervention auprès des jeunes considérés à risque du fait de leur anxiété, de leur impulsivité, de leur recherche de sensation ;
- une réflexion avec les jeunes sur leur bien-être et pas seulement sur les dangers de la drogue ;
- un apprentissage des jeunes à une meilleure gestion de leur vulnérabilité.

Organiser les réponses, éviter la cacophonie...

Si ces pratiques nouvelles se contentent de se juxtaposer, elles risquent de s'enfermer dans les logiques d'acteurs ou de secteur portées par telle ou telle

association ou par tel ou tel acteur (Education Nationale, Protection Judiciaire de la Jeunesse, Jeunesse et Sports,...) ou par des approches « classe d'âge » ou domaine d'action (réduction des risques, versus CJC,...). La cacophonie peut alors être grande, produisant des dissonances par cumulation d'actions dissociées, et incapacité à les faire converger. Pour écarter ce risque, le plan gouvernemental de lutte contre les addictions promeut une logique d'Intervention Précoce qui contribue à structurer l'action des uns et des autres.

Dans ces conditions, l'adaptation des réponses de prévention des addictions peut prendre place dans une action commune en faveur de la santé des jeunes, partant des modes de vie et respectant les dynamiques des différents acteurs concernés.

#### **Documentation pour aller plus loin :**

- « Conduites addictives chez les adolescents-Usages, prévention et accompagnement : principaux constats et recommandations » Expertise collective, Inserm, 2012
- Couteron J.P., Chambon J. « Modernité et addiction, la société addictogène » in Morel, Couteron, Fouilland (Dir) Aide mémoire en addictologie 2<sup>ème</sup> édition, Dunod, 2015
- Obradovic I. « Usage problématique de cannabis. Revue de littérature internationale » OFDT, Fédération Addiction, 2013
- Beck, Obradovic, Maillolochon « Adolescences » Edition Belin, 2015
- Enquêtes HBSC, 2010 ; EPAD, 2011 ; ESCAPAD, 2011
- « intervention précoce. Accompagner les jeunes en situation de vulnérabilité » Brochure GREA, novembre 2010
- « Prévention des conduites addictives destinée aux jeunes- Structurer et mettre en œuvre une stratégie territoriale » Guide méthodologique pour les acteurs des Collectivités Locales. Catherine Reynaud Maurupt 2015
- Morel A., Goutte S. « intervention précoce » in Morel, Couteron, Fouillan (Dir.) Aide mémoire en addictologie 2<sup>ème</sup> édition Dunod, 2015
- Circulaire n° DGS/MC2/2008/79 du 28 février 2008 relative à la mise en œuvre des CSAPA
- Plan gouvernemental de lutte contre les drogues et les conduites addictives 2013-2017 MILDECA

#### **Questions :**

**?** : Vous avez parlé de coordination des acteurs et non du travail en parallèle, quels sont ces acteurs ? Est-ce que ce sont uniquement des acteurs concernés par la promotion de la santé ?

**Jean-Pierre Couteron :** Sur les addictions, c'est vraiment au sens large, c'est souvent sous l'égide d'un élu et il y a nécessité d'avoir les acteurs de tous les champs. Sur la question des addictions, si vous voulez avancer, de façon très large, il faut la police, l'éducation spécialisée, la justice, le sanitaire, l'Education Nationale.

Les endroits où ça marche, cette réunion là a réussi à être possible. Le verdict là dessus est terrible. Pour que ça marche, il faut vraiment qu'il y ait une autorité qui l'organise et ensuite il faut qu'il y ait une compétence qui le mette en œuvre. Le plan gouvernemental vient de lancer cette politique. Petit à petit, ARS par ARS, la tournée va être faite pour mettre en œuvre, en tout cas essayer de lancer des pratiques d'intervention précoce.

On part de très loin, parce qu'en France, nous n'avons pas cette habitude, donc

ça c'est un élément d'incertitude.

**Maryline Martinez :** Ma question est par rapport à l'engagement des collectivités sur le territoire, parce que je crois que c'est quelque chose qui n'est pas encore très partagé au niveau des collectivités, cette nécessité d'avoir une action commune, de ne pas avoir d'un côté la prévention, les actions et de l'autre la police et la répression. Je crois que c'est quelque chose qui n'est pas diffusé encore au niveau des collectivités, et je crois qu'il faut pour que ça marche un chef, un donneur d'ordres et je crois que ça va être un plan d'action nécessaire de convaincre les collectivités d'avoir ce type d'actions sur un territoire.

**Jean-Pierre Couteron :** On a souvent pensé la question des addictions que sur son plan clinique, sur son plan santé : en tant que clinicien je n'ai pas envie qu'un élu vienne me dire ce que je dois faire dans mon travail. Du coup, on est dans une posture de retrait. On oublie que la question de l'addiction et du comportement d'usage ne se résume pas à une question clinique. Il y a des autres paramètres et ces autres paramètres, il faut qu'on soit capable de les partager.

C'est ce point d'équilibre que l'intervention précoce doit permettre de rediscuter, de remettre en chantier.

De l'autre côté, c'était tout l'intérêt de la pyramide, c'est de rappeler que la grande majorité des jeunes, on les rencontre beaucoup plus en situation de trajet de vie que sur une proposition de soins, qui ne viendra qu'après pour un certain nombre d'entre eux.

Là aussi, c'est pour ça que c'est beaucoup plus intéressant de travailler cette dimension collective d'abord et ensuite de respecter les dimensions singulières quand on en a besoin.

**Dr Françoise Demateïs, médecin de santé publique, association Réséda :**

Il y a un mot qu'il faut peut-être bannir, c'est le mot chef. Quand on est plein d'acteurs à travailler ensemble, s'il y a un chef, je pense que cela ne marchera pas. On parle de coordination, d'animation territoriale mais il faut bien un groupe chef de file qui entraîne les autres, mais si on parle de chef, on casse tout.

**Jean-Pierre Couteron :** Effectivement, j'ai plutôt utilisé le mot coalition. Après il faut qu'il y ait une organisation.

**Jean-Marie Ferrari, consultant en addictologie :** Par rapport à la mission facultative qui devient obligatoire pour les CSAPA de faire de la prévention, est-ce qu'il va y avoir des incidences intéressantes, financières ? Le problème de la prévention, ce sont les moyens. La prévention n'est pas visible à l'oeil nu alors c'est difficile de la vendre.

**Jean-Pierre Couteron :** Pour ceux qui ne le savent pas, au moment du vote de la loi de santé, il y eu un amendement 8 bis qui a été voté et qui a décidé que le « p » de prévention des CSAPA, qui était facultatif, serait rendu obligatoire.

Bien évidemment, pour l'instant c'est sans financement.

Le choix a été fait de faire d'abord voter le principe. Une loi de santé n'a pas le droit d'intervenir sur la question budgétaire. C'est un risque que nous avons pris, mais nous l'avons pris au nom de la cohérence de ça, au nom de la cohérence de l'organisation pour donner une colonne vertébrale.

C'est le « p » de prévention et non pas le « p » de réduction des risques. Ce n'est pas de la prévention au sens réduction des risques, c'est vraiment de la prévention au sens des programmes, de la promotion de la santé, du travail avec les environnements. C'est vraiment ça qui est couvert. La bataille va être féroce pour l'écriture du décret.

**Béatrice Rougy :** Merci pour cette intervention et j'ai deux remarques. Dans notre programme de prévention, on s'est appuyé sur les mêmes constats.

La question du suicide, du mal être des jeunes dans notre région est extrêmement prégnante. Il a fallu conforter réellement des lieux d'accueil. On a eu le sentiment en intervenant autant sur la question de la vie affective, que sur les addictions, que sur la question du bien être, qu'on était en congruence en méthode d'intervention.

Peu à peu, notre programme a été construit sur les mêmes principes.

La difficulté que je vois dans ce que nous propose la MILDECA, c'est de s'appuyer sur la politique de la ville, c'est un atout mais ce n'est pas suffisant.

En région, il n'y a que quelques communes qui sont intégrées dans la politique de la ville actuellement. Il y a 90 % du territoire qui ne sont pas couverts. On a eu le souci de s'appuyer dessus mais aussi de s'appuyer sur les lieux de formation. Partir de ces lieux, ça a été extraordinaire.

La difficulté qu'on a eu, c'est que compte tenu de l'âge des jeunes, les parents sont moins présents dans les lycées, absents dans les CFA, les organismes de formation, les missions locales, ce qui fait que ça a été beaucoup plus difficile.

Le public des parents, on l'a touché à travers le Zinc ou d'autres structures mais d'une manière indirecte et pas à la hauteur qu'on aurait souhaité.

**Jean-Pierre Couteron :** Il ne s'agit pas de se substituer au travail sur le suicide, sur la sexualité mais de dire que cette partie n'organise que la partie addictions. C'est pour ça qu'on parle plutôt de missions jeunes consommateurs que de consultations, de façon à ce qu'elles viennent se mettre dans des lieux généralistes, qu'elles viennent compléter sur des moments.

Bien évidemment, tout baser sur la politique de la ville serait une erreur. On voit sur un certain nombre de lieux que c'est au niveau d'une politique de territoire qu'on peut répondre à ces questions, et là on a des marges de manœuvre jamais vraiment systématiquement explorées. C'est là qu'à budget égal on peut faire mieux.

## **Table ronde : Réenchanter l'éducation**

**Linda Adria,** Présidente du Comité Régional de Jeunesse et d'Education Populaire : *réenchanter l'éducation par l'éducation populaire*

Tout d'abord quelques mots de **présentation** du CRAJEP LR.

↳ Une **coordination** regroupant des associations et fédérations régionales d'Education populaire, elles-mêmes présentes au niveau départemental et

**féderant** des associations locales. Des associations agissant **du local à l'international**, souvent reconnues d'utilité publique, dans le **prolongement du service public**, certaines agréés « **complémentaires de l'école** ».

#### ↳ **Ses missions**

- Animer le réseau régional et représenter le secteur jeunesse et Education populaire
- Faire reconnaître et promouvoir la vie associative
- Coordonner des actions collectives portées par ses associations membres. Favoriser l'échange de pratiques et la mutualisation des expériences
- Soutenir la Formation des volontaires, militants et bénévoles
- Conduire des actions spécifiques, événementiels, journées d'études et expérimentations

**Quelques chiffres** : 23 organisations régionales adhérentes, 6000 emplois ETP, 6600 bénévoles, 205 000 adhérents et 400 000 bénéficiaires majoritairement des enfants et des jeunes

↳ Un **maillage territorial** fort et une présence de **proximité** : 2000 associations locales, 100 collectivités et 300 établissements scolaires,

#### ↳ **Des actions pour défendre des valeurs**

- Emancipation individuelle par l'action collective
- Education pour tous tout au long de la vie
- Droit aux vacances et aux loisirs
- La mixité sociale, la lutte contre les inégalités et les discriminations
- La promotion des échanges culturels, le développement des solidarités
- L'engagement citoyen, volontaire et bénévole

#### ↳ **Dans des champs d'intervention variés**

- La culture
- Le sport
- Les loisirs et les vacances
- L'éducation non formelle, l'accompagnement à la scolarité
- La formation et l'insertion
- Le logement
- La mobilité internationale, les échanges internationaux
- Les lieux d'accueil pour la petite enfance, l'enfance et la jeunesse

Des champs d'intervention et des actions au service **d'objectifs historiques et ambitieux** de **formation du citoyen**, un citoyen acteur, des objectifs qui

évoluent dans une nouvelle configuration, de nouveaux rapports aux savoirs à travers le développement de la société de l'information et la place croissante qu'occupe l'éducation tout au long de la vie dans cette société de l'information, malgré tout ressortent des objectifs invariants et constitutifs de l'Education populaire qui porte dans ses gènes et ses pratiques une vision globale de l'individu fondée **sur l'émancipation**. Des principes forts s'en dégagent : l'idée **d'une citoyenneté active**, une **éducation au sensible et à la créativité**, la **valorisation de la rencontre et du partage**, la **mobilisation et la coopération de tous les acteurs éducatifs : école, enseignants, enfants, familles, éducateurs, animateurs...**

Nos associations d'Education populaire développent des actions permettant à des jeunes, entre autre, de s'impliquer, de s'engager, de favoriser leur expression, de co-construire avec des professionnels et des bénévoles des projets, d'acquérir de l'autonomie, du pouvoir d'agir dans l'élaboration et la mise en œuvre de ces projets et surtout en leur offrant une reconnaissance sociale et une reconnaissance de leurs différents savoirs.

Comme l'affirme et le promeut notre Charte de l'Education populaire, les méthodes utilisées et les processus relèvent d'un compagnonnage actif qui vise à **agir AVEC et non à la place**. Ils se fondent sur une conception de l'éducation comme un échange réciproque entre savoirs et savoir-faire égaux en dignité. **Les connaissances ne se transfèrent pas, elles se co-construisent.**

Pour illustrer par des exemples, je choisirais **une mise en situation collective**, les Juniors Associations : sur le papier, il s'agit simplement d'offrir aux mineurs les moyens de s'organiser en les formant à l'art de gérer une association, un service offert à des jeunes qui souhaitent se mobiliser autour d'un projet. Mais au-delà de cette dimension d'accompagnement administratif, il y a des enjeux politiques, **donner aux jeunes la possibilité de se faire entendre et d'exister en tant qu'acteur**. L'art de s'associer est considéré comme un outil pour l'insertion sociale, une façon de lutter contre l'exclusion. Dans leur vie quotidienne, il arrive souvent aux jeunes de croiser des associations qui organisent leurs activités sportives et culturelles. Ils se contentent le plus souvent d'en utiliser les services à la façon de consommateurs. Le dispositif des juniors associations fait le pari de les amener à **sortir de cette posture pour entrer dans un autre rôle, celui d'acteurs**. Ce renversement de perspective a trois enjeux :

- Développer une forme dynamique de citoyenneté en libérant l'esprit d'initiative, en permettant à des jeunes de jouer un rôle plus actif sur leurs territoires, de s'engager. Un véritable apprentissage qui touche à la fois à la compréhension et à la découverte de leur environnement institutionnel, administratif etc... et au développement de capacités personnelles : s'exprimer, se poser face à un groupe, décider, concevoir et mener un projet, gérer un budget, se heurter aux difficultés, aux situations conflictuelles...
- Développer des capacités collectives, le sens de la coopération, l'art de l'organisation, vertus essentielles à l'entretien du lien social et qualités nécessaires dans la vie d'adulte



- En favorisant l'appropriation précoce des modes d'actions collectives, on espère aussi faire émerger des vocations d'animateurs et de militants associatifs qui participeront au renouvellement du monde associatif. Ce n'est pas l'enjeu essentiel, l'ambition est avant tout de faire porter l'éducation sur la capacité d'agir, d'agir ensemble et d'agir ensemble sur le monde.

J'ai choisi cet exemple car j'ai découvert, suite à votre interpellation pour une intervention ce jour, le rapport que vous établissiez entre la charte de promotion de la santé et la charte de l'Education populaire et notamment sur la question de l'expression, de la place des individus et des groupes sur leurs attentes en matière de santé, sur les valeurs communes mises en avant dans ces chartes autour de l'équité sociale, **la coopération**, le respect de la personne et son environnement.

Dans cet exemple, on rencontre les différentes étapes mises en œuvre pour **développer les compétences** des individus et leur **capacité à agir, développer leur autonomie et favoriser leur émancipation**. Une démarche dans laquelle se reconnaît l'Education populaire : il s'agit de permettre à chacun et à tous de « se réaliser » pour devenir agent de transformation sociale, d'atteindre ainsi à une certaine compréhension du monde dans lequel nous vivons pour y prendre place et pouvoir peser à sa mesure sur le cours des choses.

L'adoption de ces **changements de posture**, de consommateurs à acteurs, d'adultes accompagnateurs plutôt que maîtres sachant traverser vos réflexions sur l'Education pour la santé. Vous parlez de changement de posture également des professionnels de santé passant de transcripteurs à accompagnateurs, de rencontres entre les compétences des professionnels de la santé et les compétences de la population.

Cette notion de **connaissances partagées**, je peux l'illustrer dans le domaine de l'Education populaire et dans sa complémentarité éducative avec le secteur scolaire quand elle permet de valoriser le potentiel éducatif des parents en mettant en place par exemple des ateliers de savoirs socio-linguistiques qui vont leur permettre de pouvoir mieux accompagner leurs enfants dans leur scolarité mais également démonter la représentation souvent fautive sur la démission des parents. Ne pas parler correctement le français n'empêche pas d'être parents d'élèves.

A travers ces réflexions parallèles entre éducation pour la santé et Education populaire, je vois matière à **un travail commun en devenir** et à construire car même si je me considère aujourd'hui comme **invitée en terre inconnue**, le sujet irrigue les actions que mènent nos associations sur le terrain.

Dans l'évaluation du programme Santé des jeunes, vous citez les Ecoles Régionales de la Deuxième Chance, majoritairement portées en région par des associations d'Education populaire, les centres de formation professionnelle qui pour certains sont développés par des associations de notre secteur et dans lesquels nous accueillons des jeunes en contrat d'apprentissage, je pourrais y ajouter toutes les structures associatives d'Education populaire autour de la petite enfance, crèches parentales, accueils de loisirs avec ou sans hébergement,

lieu d'apprentissage par excellence et notamment sur les questions liées à la parentalité.

**Les passerelles sont donc nombreuses** si nous y rajoutons toutes les actions, ateliers et interventions proposés lors de manifestations diverses, sportives, culturelles sur la prévention des addictions, le handicap, l'équilibre alimentaire, la sexualité etc ...

### **En conclusion :**

Les jeunes sont acteurs du processus éducatif plutôt que récepteurs de message.

La collaboration entre les jeunes et les adultes est un élément central du processus.

Il convient de dépasser l'approche restrictive d'une éducation fondée sur une simple transmission et l'acquisition de connaissances pour y inclure des processus permettant le développement du savoir être, du savoir faire et du pouvoir d'agir.

**Antonia Dandé**, Coordinatrice du Réseau Santé Béziers Méditerranée : *réenchanter l'éducation par l'éducation à la santé et la promotion de la santé, quelle expérience en Languedoc-Roussillon ?*

Je voudrais avant tout remercier Béatrice Rougy de m'avoir invitée à participer à cette journée : c'est toujours avec plaisir que je vous retrouve tous, et avec vous, votre engagement qui fait vivre le programme santé jeunes du Conseil régional depuis 10 ans.

Je suis d'autant plus contente d'être là qu'il y a déjà trois ans que je suis partie vers d'autres cieux, et je compte bien profiter de cette journée pour prendre plaisir à redécouvrir chacun d'entre vous et à découvrir les nouveaux projets qui ont dû voir le jour. Ce décalage de trois ans m'a un peu embêté lorsque Béatrice m'a demandé de dire quelques mots sur l'expérience en Languedoc-Roussillon du réenchantement de l'éducation par l'éducation pour la santé. Mais le plaisir d'être parmi vous a été plus fort que mes craintes. Je suis donc là, et je vais essayer de me rappeler avec vous les principes et les valeurs fondatrices de ce programme. Il manquera certainement les références à vos questionnements les plus récents, je vous remercie par avance de votre indulgence...

La notion de réenchanter l'éducation peut sembler antinomique avec celle de programme. Quand j'entends les mots « programme santé jeunes », je vois des objectifs, une démarche projet, une méthodologie d'évaluation, des critères de financement... rien de très sexy!! Ce n'est donc pas de cela dont je vais vous parler.

Le programme santé jeunes c'est aussi des temps partagés de réflexion, de débats, d'échanges d'expérience autour des notions d'éducation, de renforcement des compétences psychosociales des jeunes, ou du lien familial, du mieux vivre ensemble, de la créativité comme vecteur favorable au développement des ressources individuelles, etc. Je vous propose de revenir ensemble sur ces principes et valeurs, sur la finalité partagée du programme en nous demandant si le but de l'éducation pour la santé est de réenchanter. Puis,

nous nous intéresserons aux approches mises en œuvre dans le programme pour nous interroger sur les méthodes de l'éducation pour la santé, comme vecteur de réenchantement.

### **L'éducation pour la santé vise-t-elle à réenchanter l'éducation ?**

Selon la charte d'Ottawa, la santé doit être considérée comme une ressource, et non pas comme le but de la vie. Cela veut dire que nous ne travaillons pas ensemble pour transformer la société en une société hygiéniste... Percevoir la santé comme une ressource, c'est donner toute sa place à une éducation qui situe l'individu au centre de la démarche, qui le considère comme un être doué de ressources et vise donc à révéler, amplifier ce que l'on appelle ses « savoirs, savoir-être et savoir-faire ». La santé, perçue comme une ressource a tout de suite, pour moi, une connotation positive. Je pense à confiance en soi, estime de soi, résilience, empowerment. Je pense au bien vivre ensemble, à l'intergénérationnel, au lien social, au cadre de vie... toutes ces ressources qui nous font nous sentir bien et être en bonne santé.

En revanche, si j'essaie de percevoir la santé uniquement comme une finalité de ma vie, je me projette dans l'absence de maladie. La santé n'est plus une ressource qui m'aide à me sentir bien, la santé devient une fin en soi. Déformée par le secteur de la prévention, je pense alors à la réduction des risques, à tout ce qu'il faut faire pour rester en bonne santé, aux conseils de l'Inpes, au PNNS, etc. Et je ne suis pas la seule à me projeter dans cette vision plus négative de la santé. Quand nos campagnes de prévention utilisent la peur ou le dégoût à travers des images ou des films chocs pour sensibiliser à des comportements favorables à la santé, ils cherchent avant tout à ce que la santé devienne un but dans notre vie. Le vecteur pédagogique utilisé, la peur par exemple, est un sentiment négatif qui doit servir à nous faire changer de comportement, pour atteindre notre but : la bonne santé. En soi, le but est légitime bien-sûr ! C'est l'approche éducative qui change tout. Quand la santé est perçue comme une ressource avant tout, utiliser la peur peut être contre-productif. On cherchera plutôt à identifier des motivations, plutôt qu'à faire peur.

Qu'en est-il du programme santé des jeunes ? La finalité du programme Santé des jeunes du Conseil régional est la réduction des inégalités sociales de santé à travers trois objectifs :

- Favoriser l'épanouissement des jeunes
- Permettre aux jeunes d'échanger entre pairs et avec les autres
- Permettre aux jeunes de faire des choix favorables à leur santé.

Ces trois objectifs situent bien la santé comme une ressource car ce programme a toujours affiché son ancrage dans la prévention primaire selon une démarche de promotion de la santé, telle que définit dans la charte d'Ottawa. Les actions qui composent le programme visent ainsi à développer les ressources des jeunes et de leur entourage. C'est bien cet ancrage dans une santé positive, ressource pour agir, qui les caractérise.

En ce sens, je dirais que oui, l'éducation pour la santé vise le réenchantement de l'éducation. En se battant contre une approche biomédicale, en interrogeant les

postures, les représentations de chacun, en agissant sur les déterminants de la santé que sont les compétences psychosociales au lieu de se contenter de séances d'information sur l'anatomo-pathologie, oui, l'éducation pour la santé réenchante l'éducation.

Soit. Mais comment l'éducation pour la santé participe-t-elle à ce réenchancement ?

## **L'éducation pour la santé est-elle un vecteur de réenchancement ?**

### **A travers la participation**

La première réponse qui me vient est la participation. Les méthodes participatives sont au cœur de l'éducation pour la santé. Et elles sont au cœur des actions du programme santé des jeunes. Le Conseil régional a d'ailleurs organisé, avec l'appui des comités d'éducation pour la santé, des journées départementales et régionales, centrées sur les démarches participatives.

La participation passe par un véritable travail sur la posture professionnelle. Il s'agit non pas tant d'avoir des intentions pour l'autre. L'aider à arrêter de fumer ou à ne pas commencer, par exemple... Il s'agit de laisser cette intention de côté pour se concentrer sur notre attention à l'autre. L'attention précède l'intention, est une formule qui vient des principes d'écoute active de Carl Rogers. Faire attention à l'autre, c'est savoir repérer ses attentes, ses ressources et ses difficultés. C'est à partir de là que se construit la relation éducative. C'est à partir de là qu'il devient possible de co-construire un projet éducatif, de fixer des objectifs ensemble. C'est la démarche proposée par l'éducation pour la santé.

La participation suppose des approches éducatives interactives qui facilitent l'expression de chacun, mais aussi des techniques d'animation pour organiser les débats, soutenir l'avancée du projet. C'est aussi ce qui est au mis au travail continuellement au sein du programme santé jeunes, en permettant le partage des expériences des porteurs de projet.

Une des actions participatives mise en œuvre dans ce programme, et dont je me souviens bien, a été l'expérience de réalisation de films sur la santé par des jeunes de plusieurs missions locales. Chaque groupe avait été d'une grande créativité et les jeunes participants témoignaient de cette expérience avec un plaisir et une fierté tellement manifeste, que l'on ne pouvait pas douter un seul instant que leur participation active au projet (concevoir un scénario, en être acteur, le promouvoir) ne resterait pas comme une expérience positive, qui viendra en renforcement de leur confiance en eux.

### **La créativité**

Mais cette action avait aussi la force d'utiliser un médium créatif, la vidéo, comme moyen d'expression des jeunes.

De nombreuses autres actions du programme se sont appuyées sur des média créatifs : théâtre-forum, émissions de radio, journal, site internet, expression corporelle, art plastique, marionnettes, etc. sont quelques uns des supports proposés à des groupes de jeunes dans le cadre de ce programme. En éducation pour la santé, ces supports sont connus pour être de bons supports pédagogiques pour renforcer la confiance en soi, développer l'esprit critique, travailler les compétences psychosociales. En ce sens aussi, l'éducation pour la

santé réenchante l'éducation. On n'apprend plus aux enfants à se laver les mains à coup de baguettes sur les doigts... Même l'apprentissage de gestes simples fait appel à des jeux et à une posture positive de l'éducateur. La prévention des conduites à risques n'est pas une succession d'informations sur les dangers de notre société. En facilitant l'expression et la réflexion, en développant l'esprit critique, la capacité à dire non, en informant sur les risques aussi, l'éducation pour la santé réenchante l'éducation.

La créativité s'exprime aussi chez les professionnels qui accompagnent les jeunes et leur entourage et font preuve sans cesse d'imagination pour renouveler leurs approches, inventer de nouveaux outils, imaginer des projets et cela participe encore au réenchantement!

J'espère que ce tour d'horizon aura donné un aperçu de la richesse de l'expérience de ce programme régional sur le réenchantement de l'éducation par l'éducation pour la santé. Je sais que la table ronde de cette après-midi et l'atelier seront l'occasion d'en avoir un aperçu plus concret.

Je vous remercie.

**Daniel Favre**, Docteur en neurosciences, professeur en sciences de l'éducation  
Université Montpellier 2 : *réenchanter l'éducation par la bientraitance*

Bonjour à tous et merci pour cette occasion qui m'est donnée de venir vous présenter nos travaux.

La personne qui m'a introduit a fait allusion tout à l'heure à mon passé de neurobiologiste, j'ai effectivement travaillé pendant une quinzaine d'années sur la plasticité du cerveau. Une période assez longue qui m'a permis de me persuader, au début des années 90, que notre cerveau est extrêmement plastique. Ce qui invalidait pour certains élèves, notamment ceux qui ont des difficultés scolaires, une des principales explications qu'ils ont de pourquoi ils y arrivent moins bien que les autres. À la loterie génétique, ils auraient récupéré un cerveau moins bien fini, sans toutes les options que ceux qui réussissent possèdent!

Or, cette idée concernant les moindres performances de leur cerveau est naturellement erronée. On a des capacités de plasticité qui permettent à presque tous d'apprendre une langue en deux ans, sans interprète, sans dictionnaire, sans un traducteur : la langue maternelle. Être capable de faire cela à partir du bruit que constitue le langage des hommes pour un nouveau-né signifie, selon Caleb Gattegno mathématicien et didacticien des mathématiques, que l'on est capable de réussir en mathématiques jusqu'à bac+4. Et si on n'y arrive pas, c'est que l'on a fait de mauvaises rencontres, on a été peut être maltraité dans cette rencontre avec les mathématiques.

Lorsque j'ai quitté les neurosciences pour m'intéresser davantage à l'éducation, c'était pour introduire une dimension de recherche nouvelle. Une dimension qui est évidente quand on vient des neurosciences, puisque les neurones associés aux émotions, à l'affectif, au ressenti, à la peur, à la frustration, au plaisir ne fonctionnent pas indépendamment des neurones qui sont associés à la cognition. En effet, concernant la dimension affective de l'apprentissage, c'était un peu le vide quand je suis rentré en sciences de l'éducation.

En m'intéressant à cela, je vais très vite être rejoint par une question qui commençait à être fortement médiatisée en 1995 à savoir en quoi consiste le phénomène de la violence à l'école ? Et dans notre équipe de recherche, on a rajouté : est-il irréversible ?

Ces questions vont nous prendre une bonne douzaine d'années de recherche au Canada, en Suisse et en France également, au cours desquelles nous allons nous convaincre nous-mêmes, avant de tenter de convaincre les autres, que la violence, le besoin d'affaiblir autrui pour se sentir fort, correspondait à une forme d'addiction, une toxicomanie endogène, sans substance, associée à un mode de fonctionnement dogmatique.

Les élèves désignés comme violents par les enseignants avaient en effet beaucoup plus de mal que les autres à remettre en question ce qu'ils pensaient donc à apprendre, d'où l'explication du pourquoi la violence et l'échec scolaire sont aussi fortement corrélés. De plus, avec la piste du fonctionnement dogmatique, on avait une entrée intéressante pour étudier la réversibilité de la violence et de l'échec scolaires.

Cette étude va durer peut être six ans, six ans nécessaires pour repérer les points sur lesquels les enseignants doivent travailler pour changer de posture et faire en sorte que les élèves retrouvent du plaisir à réussir scolairement. C'est ce plaisir là qui va ensuite prendre le pas sur le plaisir qu'ils ont à être violents et au besoin pour se sentir forts d'amener les autres à se sentir faibles, selon la définition de la violence que notre recherche a permis de construire.

Pour comprendre cette réversibilité, nous avons besoin d'un modèle des motivations humaines que je voudrais juste citer.

C'est un modèle avec trois systèmes de motivation qui fait la synthèse avec notamment ce qui a été trouvé en neurosciences mais aussi avec la psychanalyse, la psychologie humaniste américaine ainsi que la psychologie comportementaliste. Des démarches nous paraissant complémentaires mais qui au départ ont amené les détenteurs de ces théories à se combattre intellectuellement.

Nous avons conçu trois systèmes de motivation dont certains sont complémentaires et d'autres antagonistes.

Le premier c'est la motivation de sécurisation : elle se produit lorsqu'on est en référence externe, lorsque quelqu'un à l'extérieur de nous satisfait nos besoins. Parmi nos besoins, il y a les besoins biologiques en premier puis très vite il y a les besoins psychologiques, notamment le besoin de se sentir accepté(e) sans condition.

Le second c'est la motivation d'innovation, autrement dit c'est le plaisir que nous avons à explorer, à résoudre des problèmes. Si on n'avait que la motivation de sécurisation, très vite on éprouverait le côté négatif en motivation d'innovation, le sentiment de routine, être toujours coincé à faire les mêmes choses.

La troisième modalité pour avoir du plaisir que nous réserve notre cerveau, ce serait la motivation d'addiction, au sens large, addiction par rapport à des produits, par rapport à des comportements, addiction par rapport à des personnes appelée aussi « love addiction », qui est la dépendance excessive par rapport à des personnes, l'incapacité à faire le deuil même au bout de vingt ou trente ans. En 2013, j'ai tenté de montrer que l'addiction pouvait s'étendre également aux idées quand elles deviennent des certitudes dont on ne peut pas se passer.

Notre proposition de « transformer la violence des élèves » réside dans un dispositif permettant aux élèves dits violents de pouvoir changer de système de motivation dominant. Ce n'est pas donc pas lâcher un plaisir contre rien, c'est lâcher un plaisir contre un autre plaisir.

Parallèlement, le laboratoire que j'ai dirigé pendant 24 ans s'oriente maintenant vers l'étude des « éducations à ». « Les éducations à » se substituent à « l'enseignement de », des mathématiques, de l'anglais, du français. Dans « les éducations à », on va retrouver l'éducation à la santé, l'éducation à l'environnement, l'éducation à la citoyenneté, etc.

Les points communs de toutes ces éducations, c'est qu'elles s'adressent à un sujet afin que celui-ci puisse gagner en autonomie et en responsabilité. Ce qu'on a recroisé par rapport aux recherches sur la violence et le fait qu'on retrouve aussi dans « les éducations à », la question du comment fait-on pour s'adresser à un sujet ?

S'adresser à un sujet, cela veut dire à un individu à qui on prête certaines qualités comme le pouvoir de dire oui et le pouvoir dire non. Or, il s'agit d'un sujet tel que nous le concevons avec trois systèmes de motivation. Un sujet dont paradoxalement la liberté vient de la motivation d'addiction puisqu'avec elle, il a la possibilité d'immoler sa liberté. Si on n'avait que la motivation de sécurisation, c'est-à-dire si on recevait suffisamment d'amour, qu'on soit bien traité et qu'on ait que la motivation d'innovation, alors étant bien traité, bien aimé, on n'aurait plus qu'une envie, c'est de grandir. Où est la liberté dans ce cas ?

Avec la motivation d'addiction, on peut renoncer à cette ressource qu'est la santé par exemple. C'est un choix du sujet. Quand on propose des moyens pour développer et maintenir la santé, on la propose à un sujet qui peut nous dire non. J'invite donc à se préparer à rencontrer un non de la part de l'élève-sujet. Souvent en effet, nous avons observé que c'est en acceptant ce non, que l'on donne aux élèves, à qui on s'adresse, la possibilité de pouvoir dire oui par la suite. Ce sont des non provisoires mais qui nous remettent en question en tant qu'adultes et en particulier quand on est enseignant, on n'est pas tout à fait bien préparé à ce que les élèves puissent dire non.

Je voudrais évoquer un outil concret pour restaurer la motivation de sécurisation puis je terminerai sur ce que nous proposons localement à l'université en termes de collaboration et d'alliance collaborative.

Suite à nos travaux, des mesures peuvent être proposées aux enseignants pour faire exister davantage de bienveillance à l'École. Le mot bienveillance n'est pas un terme usuel de l'Education Nationale, celui qui est actuellement plutôt utilisé, c'est le mot bienveillance.

Dans bienveillance, il y a l'idée de vulnérabilité et l'idée de prendre en compte les désirs et les besoins d'une personne en situation de vulnérabilité. Or, chaque fois que nous avons à apprendre quelque chose, que l'on doit aller vers du nouveau, on va devoir s'adapter, ce qui correspond à une phase anxieuse biologiquement incontournable.

Comment des enseignants peuvent accompagner des élèves dans cette phase anxieuse, sachant que lorsqu'ils auront réussi le « problème » que l'enseignant donne à résoudre, ils vont avoir ce fabuleux plaisir qui est le plaisir d'avoir réussi en motivation d'innovation ? Ce qui revient à comment restaurer la motivation de sécurisation pour que les élèves prennent le risque d'apprendre ?

Parmi les points que je peux aborder avec le temps qui m'est imparti, c'est le « postulat de cohérence ».

Le postulat de cohérence, c'est postuler que l'autre ainsi que nous mêmes, nous sommes cohérents. Cela veut dire que nous avons des bonnes raisons, des raisons légitimes, des raisons réelles, de faire ce qu'on fait, de dire ce qu'on dit, de penser ce qu'on pense et de ressentir ce que l'on ressent.

Cela donne déjà un autre statut à l'erreur, parce qu'on exprime qu'on a tous de bonnes raisons de penser ce qu'on pense. Affirmer cela sera particulièrement bientraitant pour accompagner l'apprentissage tout comme de rappeler que l'on a de bonnes raisons de ressentir ce que l'on sent.

On n'a pas forcément été traité de cette façon là, on nous a souvent dit « tu n'as aucune raison de pleurer, tu n'as aucune raison d'être triste, tu as tout pour être heureux ... ». Généralement, cela ne nous aide pas. En plus, on se sent plus ou moins ingrat alors qu'on ne devrait pas être triste.

Quand un élève dit qu'il trouve cet exercice trop difficile et que l'enseignant lui répond « mais enfin on l'a déjà vu trois fois » ou « ça n'a pas posé de problèmes avec les autres quatrièmes » ou pire encore « cet exercice ne présente aucune difficulté », il y a une négation du ressenti et du bienfondé de ce qu'on ressent.

Donc à partir du moment où ces enseignants vont pouvoir dire, afficher, exprimer, penser aussi pour eux-mêmes que l'autre a aussi des bonnes raisons de ressentir, de penser, de faire et de dire comme il le fait, et bien à ce moment là peut s'installer un début de bientraitance. Ce n'est pas suffisant, mais je ne développerai pas plus ce thème là aujourd'hui faute de temps.

Enfin, à partir de la rentrée prochaine, notre laboratoire dans lequel chacun de ses membres a essayé de mettre à jour, d'explicitier ses représentations personnelles qu'il a d'un sujet et de l'être humain en quelque sorte, va proposer un parcours en master justement sur « les éducations à », et je vous invite si vous avez un master à faire à vous informer auprès de la FDE – ESPE de l'université de Montpellier.

#### **POUR ALLER PLUS LOIN**

- D. FAVRE (2007) *Transformer la violence des élèves : Cerveau, Motivations et Apprentissage*, Dunod, Paris, 312 pages, Réédition en mars 2013.
- D. FAVRE (2010) *Cessons de démotiver les élèves : 18 clés pour favoriser l'apprentissage*, Dunod, Paris, 192 pages. (réédition en septembre 2015 avec une clé 19)
- D. FAVRE (2013). *L'addiction aux certitudes –ce qu'elle nous coûte et comment en sortir*, Ed. Yves Michel, 05000 Gap
- Voir plaquette master PIF parcours ESEC de la FDE – ESPE de l'université de Montpellier

#### **Questions :**

**Béatrice Rougy :** J'aimerais que Daniel Favre complète son intervention avec ses réflexions sur l'importance du développement affectif dans le processus de la



maturation du cerveau pour permettre l'accès à des connaissances.

**Daniel Favre :** Les travaux de Spitz ont montré la dimension affective d'un enfant qui n'était pas touché, qui ne parle pas, qui est plus ou moins abandonné. Les périodes critiques du développement cérébral ne se font pas et il peut y avoir des dégâts qui sont quelques fois irréversibles.

Il est démontré que nous sommes des personnes avec cette dimension, une dimension sociale, psychologique, affective, c'est-à-dire on se nourrit des paroles des autres et on a besoin dans notre nourriture que les adultes soient cohérents pour pouvoir leur faire confiance. Il faut également que l'environnement des adultes soit cohérent. On a du mal en France à avoir cette cohérence : quand papa et maman ne sont pas d'accord, l'adolescent s'infiltré dans cette faille et généralement papa et maman vont avoir du mal à s'endormir après parce que l'adolescent s'est introduit dans cette faille.

On a besoin que les gens travaillent ensemble, on a besoin de créer des alliances coopératives entre les adultes.

Je vois à quel point les jeunes vont être sensibles à ça, c'est-à-dire quand l'équipe pédagogique crée un environnement de cohérence autour des jeunes, cela se passe mieux. Quand en plus on arrive à créer une alliance coopérative avec les parents et quelques fois c'est très dur, parce que les parents sont aussi vulnérables et ont aussi de bonnes raisons de ne pas vouloir que leur fille aille à la piscine par exemple, on pense que c'est de l'arriération mentale que d'empêcher ces enfants d'aller à la piscine. Cela va être dogme contre dogme. Il va y avoir un conflit qui va s'installer et cela va changer lorsqu'on peut créer cette alliance coopérative qui commence à partir du moment où l'on dit « Monsieur si vous ne voulez pas que votre fille aille à la piscine, c'est que vous devez avoir de bonnes raisons ». A partir de là on peut parler des peurs, on a de bonnes raisons d'avoir peur.

Tout cela va contribuer au fait que les enfants vont pouvoir grandir. On pourra faire confiance à cet environnement adulte lorsqu'il est cohérent. Par exemple, l'enseignant qui dit à la rentrée qu'on a le droit de faire des erreurs puis qui au moment des contrôles met de mauvaises notes, cela montre que finalement on n'avait pas le droit de faire des erreurs puisque c'est sanctionné.

**Une assistante sociale de l'Education Nationale :** Je m'interroge sur le fait de ne pas voir ici les conseillers techniques rattachés auprès du Recteur de l'Académie puisque l'Education Nationale me semble être un des premiers interlocuteurs de tous les professionnels qui sont ici.

Quand vous parlez de violence des élèves, je pense à la violence de « l'institution école » et à travers l'exemple que monsieur Favre a donné, il y a des professeurs qui peuvent dire à un élève qui n'a pas compris, « c'est normal tu es un gogol ».

Il y a une violence que les enseignants répercutent sur leurs élèves, peut-être parce qu'ils la reçoivent eux mêmes.

Travailler ensemble nécessite une coordination et un oubli de l'égo, parce que la difficulté de travailler ensemble, ce sont aussi souvent des problèmes d'égo. Tout le monde cherche à récupérer le bénéfice de je ne sais pas quoi et d'oublier finalement le bien être collectif, la bienveillance et la bienveillance.

Il faudrait vraiment que les enseignants soient formés à ces notions, cela me paraît capital.

**Mariette Desplan :** Bien évidemment, les professionnels cités du Rectorat ont

été invités et certains sont dans la salle.

**Bruno Chichignoud, directeur de la Maison des Adolescents de l'Hérault :** Je me retrouve très bien dans les propos très politiquement incorrects de monsieur Favre.

J'ai souvenir d'avoir travaillé en proximité sur la refondation, un grand chantier national, où il s'agissait de réenchanter l'éducation.

Travailler sur les missions de l'école, travailler sur les pratiques scolaires avait fait l'objet de beaucoup de craintes, d'inquiétudes, d'angoisse de la part des enseignants qui disaient « on a déjà des missions tellement globales, comment on va absorber les éducations à ». On avait recensé 17 « éducation à ».

Un des paradoxes, c'est sans doute pour l'Education Nationale de se dire que souvent si c'est un acte éducatif, alors l'école doit investir. Si on était convaincu que l'école ne peut pas tout et ne doit pas tout, on avancerait.

C'est pour ça que les complémentarités sont importantes. L'éducation c'est tellement compliqué que c'est un peu l'affaire de tous.

J'aurais envie de faire un parallèle avec l'intervention précédente. Si on était convaincu que chacun a une part de la réponse et que ce qui importe de faire c'est de faire converger, de prendre plus l'habitude de travailler ensemble, alors on avancerait sans doute. Il faudrait passer de pratiques pluridisciplinaires à des pratiques transdisciplinaires.

Intervient alors l'évaluation, à laquelle personne n'échappe maintenant. En travaillant sur des dispositifs où on va mêler des terrains différents, c'est se demander ce qui a changé dans mes représentations, ce qui m'a changé dans ma façon de voir les choses et ce qui m'a permis de bouger dans mes pratiques. Tout ça est compliqué à évaluer mais ce serait intéressant à interroger.

**Claude Delsol, association Art'Scène :** Je suis étonné aujourd'hui car on fait le constat d'une nécessité de travailler ensemble, mais c'est le fondement même de l'éducation populaire qui est née après les années 45.

Dans les années 70-80, on parlait de convergence des actions éducatives, de coéducation. Ce qui me pose problème, c'est que 40 ans après, on en est toujours au même constat, on n'est pas arrivé à travailler ensemble. Ne serait-ce pas un aveu d'impuissance ?

### **Table ronde : Formation des professionnels et mise en réseau. Comment travailler ensemble dans le cadre du programme de santé des jeunes ?**

**Bernard Cessiecq,** Directeur du Centre de Formation des Apprentis de Carcassonne, CCI Sud Formation, CFA Languedoc –Roussillon : *expérience d'un CFA*

Je tiens à remercier le Conseil Régional Languedoc-Roussillon d'avoir invité le Centre de Formation de Carcassonne. Le projet « réduire les addictions par le sport et la prévention », est un projet engagé par CCI Sud Formation, anciennement CFA de la CCI de Carcassonne, qui était une innovation et qui a

débuté sur l'année scolaire 2008-2009. Ce projet a été mûrement réfléchi à partir de constats faits par l'équipe éducative sur les compétences physiques des jeunes apprentis et renforcé par le diagnostic produit par le Conseil régional Languedoc-Roussillon sur les incidences des consommations de produits psychoactifs.

Ce projet était au départ expérimental. Le programme santé est dorénavant depuis 2008 ancré au sein de notre établissement, ce qui m'intéresse c'est de travailler dans le temps, dans la durée. Ce projet a pour ambition non seulement de faire réfléchir les jeunes sur leurs consommations et les conséquences qu'elles peuvent avoir, mais aussi de travailler à la réduction des risques et à l'accès aux soins. Pour ce faire, il a été mis en place une démarche de prévention et d'attention aux jeunes dans l'établissement à tous les niveaux de l'enseignement, c'est-à-dire au niveau de la direction et également au niveau des enseignants. Une collaboration avec des partenaires spécialisés a permis la concrétisation de cette volonté institutionnelle. Il est bien évident que la direction d'un centre de formation a des compétences au niveau de la formation mais en ce qui concerne les addictions, nous n'avons aucune compétence, c'est pour cela qu'on se rapproche de partenaires.

L'idée originale consiste dans le fait de s'appuyer sur les cours d'éducation physique et sportive de l'établissement pour amorcer un processus d'autoévaluation des jeunes sur leur santé en général, créer un climat favorisant l'estime de soi et facilitant l'expression individuelle. La question des addictions étant alors un thème particulier agissant sur la santé des apprentis au travail et interférant parfois sur leur parcours professionnel, puisque dès l'instant qu'un jeune a des problèmes, il y a un risque de rupture du contrat de travail du jeune apprenti.

Les objectifs des jeunes : favoriser l'épanouissement des jeunes, permettre aux jeunes d'échanger avec les adultes et également avec leurs collègues, permettre aux jeunes de faire des choix favorables à leur santé, prévenir et réduire les risques liés à l'usage d'alcool et autres substances et également prendre conscience des risques et des conséquences possibles quand on consomme.

Les intervenants : des interventions auprès des apprentis et des professeurs. Nous avons des séances d'éducation à la santé animées par une animatrice de la prévention de l'ANPAA11, qui se situe à Narbonne. Ces séances se font auprès des apprentis de 1ère année au niveau des CAP. Il y a également des séances de cinéma auprès des 2èmes années de CAP et des journées banalisées sécurité routière auprès des 2èmes années. Nous avons mis en place au sein du centre de formation, un lieu d'écoute des apprentis à raison de trois heures par semaine avec la référente santé de l'établissement, qui est Madame Séverine Angonin, professeur d'éducation physique et sportive.

Nous avons laissé les journées sécurité routière qui sont assurées par des intervenants départementaux de la sécurité routière. Nous avons également développé une association sportive et j'ai mis en place également une formation « sauveteur sécurité au travail ». Ces jeunes sortent tous le week-end, c'est bien normal, je pense que c'est tout à fait logique qu'ils soient formés aux gestes de premiers secours, cela peut toujours leur être utile.

Grâce aux activités menées dans le cadre sportif, le professeur d'EPS a noté une amélioration. Ce projet permet d'apporter une attention particulière, notamment on agit sur l'image du jeune, la confiance, l'estime. Nous encourageons les jeunes à pratiquer une activité physique et également lors des séances de sensibilisation, les activités physiques sont envisagées comme des aides à l'arrêt ou comme soutien, comme moyen d'évaluer le stress ou de se calmer. Il est important de faire découvrir ou redécouvrir aux jeunes les vertus de l'activité physique et de leur faire prendre conscience qu'ils peuvent tous se saisir de cet outil. Nous aimerions également développer encore plus ce lien, nous envisageons un partenariat l'année prochaine avec la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de l'Aude.

Egalement, dans un souci de renouvellement et afin de coller au mieux aux objectifs, cette année une dimension créative a été ajoutée au projet avec la réalisation en collectif d'affiches de prévention, c'est-à-dire chaque jeune a dessiné, tout seul ou en petit groupe, une affiche qui pourrait les sensibiliser et qui ferait mouche par rapport à leurs collègues, les affiches concernent notamment les addictions, le tabac, les drogues ou l'alcool.

L'action sur l'estime de soi est une piste de travail à privilégier en matière d'addictions, or en travaillant sur la création d'affiches, c'est bien sur quoi nous avons voulu agir : créer eux-mêmes une affiche de A à Z, travailler ensemble, confronter leurs idées, émettre des critiques et être force de propositions. De plus, au-delà des séances de sensibilisation, la relation de confiance entretenue entre les apprentis et la professeur d'EPS, qui est aussi la référente santé, est un atout considérable pour le rayonnement du projet en dehors de la classe et des séances de prévention et d'éducation pour la santé.

La fréquentation importante de la permanence hebdomadaire assurée par cette dernière ne fait que conforter ce constat, nous allons devoir instaurer bientôt une deuxième demi-journée tellement il y a d'affluence.

Madame Angonin travaille en partenariat avec plusieurs institutions, organismes ou associations, et notamment le Conseil général de l'Aude, la mission locale du bassin carcassonnais et celle de Castelnaudary et Limoux, nous travaillons avec le centre médicosocial, les restos du coeur, les assistantes sociales, pôle emploi, la caisse d'allocations familiales pour tout ce qui est aide au logement. Nous travaillons également avec la FAOL, le foyer des jeunes travailleurs, le centre médico-psychologique, l'AIDeA11, la police et la gendarmerie.

Chaque jeune qui a un problème, de santé, au niveau du logement, familial, d'argent ou autre, il faut que le centre de formation puisse lui apporter une solution. Il est vrai que nous avons besoin dans le centre de formation d'une personne référente qui connaît parfaitement le milieu associatif local de façon à ce qu'on puisse envoyer les jeunes ou qu'on fasse venir la personne au centre de formation. Chaque jeune doit avoir une solution.

Madame Angonin s'est créé un réseau, et c'est un réseau qui fonctionne. Donc son point écoute jeunes, c'est l'équivalent un peu pour l'apprentissage de ce qu'on appelle le guichet unique : le jeune vient chez nous, personne ne lui demande rien. Moi au niveau de la direction, je ne lui demande rien si ce n'est

que l'on finance ce que l'on doit financer mais je ne me préoccupe pas du tout de qui est venu, de ce qu'il a dit, ce n'est pas mon problème.

Je n'en dirai pas plus.

Je reste à votre disposition et merci.

**Jean-Claude Godard**, Directeur de l'École Régionale de la Deuxième Chance de Perpignan : *expérience d'une ER2C*

Les Ecoles Régionales de la Deuxième Chance (ER2C) sur la région Languedoc-Roussillon sont un programme régional largement soutenu par le Conseil régional dont l'objectif est l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, de 18 à 25 ans, qui sont sortis du système scolaire, sans qualification, sans diplôme.

L'intérêt de ce qui a été monté sur la région, c'est une école, huit sites, c'est-à-dire qu'on est réparti sur l'ensemble du territoire, ce qui nous permet d'être très proches de l'environnement et du local.

Il y a quelques mois, deux ans maintenant, on a décidé de rentrer dans une démarche de labellisation, c'est-à-dire de rentrer à l'intérieur du grand réseau « école de la deuxième chance » au niveau français. Pour ça, on nous a demandé de nous soumettre à un certain nombre d'évaluations et de contenus qui étaient très précis et donnés par le réseau (maths, français, informatique, démarche socioprofessionnelle). Vu le travail qu'on faisait à l'intérieur de ces écoles, les huit écoles ont choisi de rentrer aussi dans un dispositif d'évaluation des compétences psychosociales. C'est bien là l'intérêt, les jeunes qu'on recevait étant en grande difficulté et ne sachant pas ce qu'ils vont faire le lendemain. Pour nous aussi, la difficulté de travailler : qu'allons-nous faire à l'intérieur de ces compétences ? On n'a pas toutes les compétences, surtout comment allons nous bien évaluer où en est le jeune dans l'acquisition de compétences ?

Un long travail s'est entamé avec le CODES 11 et le CODES 66 pour travailler autour de tout ça. On a fait le choix de travailler autour des compétences de l'OMS : dix compétences regroupées en cinq parties. Puis dans chaque école, on a choisi de décliner en items de travail.

Je vous les cite rapidement : avoir conscience de soi, avoir de l'empathie, ces 2 compétences sont regroupées, puis on a essayé ensuite de décliner ces objectifs sous des items. Les items sont mouvants, c'est-à-dire en fonction des groupes de jeunes, des problématiques posées, ils vont évoluer. Tous les ans on refait nos grilles d'évaluation pour voir comment on peut intervenir sur ces compétences.

Je cite un exemple : je sais repérer mes points forts, je sais repérer mes faiblesses : ce ne sont pas toujours les mêmes faiblesses ou les mêmes points forts qu'ils peuvent avoir. Je sais accepter les autres : on peut avoir des difficultés liées à l'actualité, à des événements locaux qui peuvent être plus difficiles.

Les autres compétences : savoir gérer son stress, savoir gérer ses émotions, avoir une pensée critique, avoir une pensée créative, savoir communiquer, développer des relations interpersonnelles et savoir résoudre des problèmes, savoir gérer et prendre des décisions.

Une fois qu'on a dit tout ça et qu'on a déclenché un certain nombre d'items, on s'est aperçu qu'on n'avait pas les compétences. Il a fallu effectivement travailler autour du réseau local pour savoir comment on peut intervenir sur l'ensemble de ces compétences et pouvoir travailler.

Dans le domaine de la santé, certaines associations ou structures sont spontanément venues vers nous. On a continué à travailler bien sûr avec le CODES. On a également essayé de trouver l'ensemble des intervenants santé pour continuer à travailler sur quel type de projet on peut monter avec les jeunes pour qu'ils connaissent ces structures, que les structures viennent à eux et qu'ils soient capables de faire le pas, d'aller vers ces structures.

Un exemple : avec la maison de vie du Roussillon, nous avons travaillé il y a quelques temps à la mise en place d'une plaquette sur « Fous ta capote », c'étaient des slams. Cette plaquette était distribuée dans les lycées.

Nous travaillons beaucoup avec le planning familial 66, le CODES et l'ANPAA.

Actuellement on a commencé à travailler sur une problématique très précise avec l'Amicale du Nid, qui vient dans l'école, et qui est liée à des situations un peu particulières de quelques jeunes.

Quand on fait le point sur l'ensemble des évaluations qu'on voulait donner, l'ensemble des dispositifs de santé ne pouvaient pas satisfaire l'ensemble des compétences psychosociales, donc on s'entoure aussi et on travaille en partenariat, le plus difficile c'est de faire travailler tous ces gens ensemble. On va travailler avec le MRAP par exemple, ils sont sur des compétences du type « j'accepte les différences de l'autre ». Sur les compétences « je sais reconnaître mes limites », on va travailler avec des associations qui vont leur faire passer le PSC1.

J'ai essayé d'aller très vite. Je voudrais quand même rajouter que dans ce domaine-là, on travaille aussi beaucoup avec des intervenants ou nous-mêmes sur des activités culturelles, puisque ce sont des compétences qui vont permettre à des jeunes de pouvoir se projeter loin dans l'avenir, ce qu'ils n'ont pas l'habitude de faire, de manière à participer à des spectacles, à monter des spectacles ou alors à pouvoir monter un projet autour de la découverte du patrimoine.

Merci.

**Anne Merlin Calzia**, Directrice de la Mission Locale Jeunes Cœur d'Hérault : *expérience d'une MLJ*

Je vais vous raconter une histoire qui a plus de 10 ans.

J'ai la dure mission de vous présenter le réseau santé jeunes du Cœur d'Hérault, dont certaines instances qui sont ici font partie.

Le réseau santé jeunes est constitué d'environ une cinquantaine de professionnels en Coeur d'Hérault qui travaillent sur cette question depuis 2003-2004.

Le Cœur d'Hérault c'est Lodève, Clermont l'Hérault, Gignac, le nord de Montpellier, le Caylar, Saint Guilhem le Désert et le Bousquet d'Orb. C'est un quart du département de l'Hérault, au nord, rural avec un pays qui regroupe trois communautés de communes.

Le pays en 2003 a voulu répondre à un appel d'offre de la DATAR « santé et territoire ». Pour travailler sur cet appel à projet le pays avait besoin d'un interlocuteur sur le territoire qui fédérait un public autour de la santé.

Ils ont trouvé la mission locale pour identifier un public cible (les 16-25 ans) et trouver un partenariat qui était déjà en cours autour de l'insertion professionnelle et sociale.

La démarche de pays était intéressante parce que nous, professionnels, on avait sur le terrain constaté des carences.

Par exemple, pour un jeune habitant à Octon, aller à Béziers ou à Montpellier c'est un peu compliqué.

On avait envie entre certains professionnels de travailler sur cette question, surtout pas de créer des activités en plus.

On s'est dit qu'il fallait déjà travailler ensemble, se connaître et se reconnaître.

Très rapidement on a impliqué la sous-préfecture, l'État dans notre démarche. Il y avait également le Conseil général. Tout cela est pour la période 2003-2006.

En 2006, la Direction de la Santé du Conseil régional est arrivée à point nommé parce qu'elle a permis de passer un stade supplémentaire.

Entre 2003 et 2006, on a réussi à avoir des financements de l'aménagement du territoire du Conseil régional, du Conseil général, de l'État pour créer une démarche-action pour créer ce réseau santé jeunes.

Pour créer un réseau, il faut oublier son égo. Ce n'est pas facile, chacun a ses propres missions, ses propres contraintes. Un collectif a été constitué qui permettait un peu d'oublier ces contraintes mais on a été vite rattrapé par nos obligations.

Notre contrainte était de ne pas trop personnaliser et d'avoir toujours des ressources au niveau des professionnels.

En 2006, le réseau était créé, avec une charte de réseau, une charte de communication. On est allé voir le Conseil régional en disant « pour ce travail-là, il nous faut quelqu'un qui puisse faire de l'animation, de la coordination ».

Le Conseil régional a financé une mission d'animation et de coordination.

Tout ce qui concerne le réseau a toujours été dans une politique de développement local, dans une démarche territoriale.

Dans notre réseau, il y a des professionnels, des élus, des bénévoles d'association, des institutionnels.

L'objectif était de fédérer le maximum de personnes et de structures. Au bout de 10 ans, les structures sont toujours là.

En parallèle de la création du réseau, des groupes de travail se sont mis en place. Un de ces groupes était sur le mal être. Les professionnels venaient échanger sur un cas hors contraintes institutionnelles.

Cela a permis de vérifier et de constater le mal être des 16-25 ans.

Un PAEJ existait déjà, celui de l'Ecole des Parents et des Educateurs. Il a fallu faire un travail quand on a eu le financement, nous mission locale, il a fallu faire une clarification. Tout ça s'est fait à l'intérieur du réseau santé jeunes car les deux psychologues se sont retrouvés dans des groupes de travail communs et ça a permis de clarifier l'offre d'intervention d'un PAEJ et de l'autre.

Ce réseau santé est organisé de façon un peu particulière.

On a un bureau santé jeunes dans lequel sont les membres fondateurs.

En 2008, le réseau fonctionne. On a une animation, on a un PAEJ qui se met en place.

Et les jeunes, ils sont où dans tout ça ?

On s'est dit qu'il fallait trouver une solution pour pouvoir prendre aussi en compte la population jeune. On a surfé sur un appel à projet du Haut-Commissariat à la Jeunesse de Monsieur Hirsch en 2009 et on a pu créer un espace santé jeunes au Coeur d'Hérault, regroupant à la fois le réseau santé des jeunes, le PAEJ et un lieu d'accueil et d'écoute pour les jeunes de 16 à 25 ans. On reçoit tout le public du territoire.

Cette animation du réseau santé jeunes, qui le porte, qui le pilote ?

La mission locale s'est retrouvée en première ligne et on a assumé sans soucis. Il a fallu cependant montrer pourquoi on était là, quelle était notre mission.

Mais il y avait également un débat sur la santé des jeunes, notamment sur l'âge des jeunes.

Ces années passant, on a toujours pris soin d'être au plus près de la politique territoriale et lorsque le pays s'est mis en route sur une démarche de contrat local de santé, c'est l'animatrice du réseau santé jeunes, qui était à temps partiel, qui a vu son temps de travail augmenté avec un partenariat du pays Coeur d'Hérault et qui a pu concevoir et travailler le contrat local de santé tel qu'il a été signé depuis 2013 jusqu'en 2015.

Lorsque le contrat local de santé a été rédigé, conçu et signé, l'espace santé jeunes et la question de la santé mentale des jeunes ont été des axes de travail de ce dernier.

Le réseau santé jeunes est vraiment au cœur du contrat local de santé.

Concrètement, le réseau santé jeunes c'est un bureau, une instance qui permet de réagir, de réfléchir.

On a plusieurs groupes de travail. On a mis en place ce qu'on appelle « les petits déj' », c'est-à-dire une structure reçoit les professionnels une fois par mois pour présenter sa structure, ses missions, ses modalités de travail et pour se connaître physiquement. Ces petits déj' réunissent chaque fois environ 30 à 40 professionnels du territoire pour échanger.

Désormais, on a le « labo d'idée » à la place de l'ancien groupe de travail sur le mal être, qui est toujours une fois par mois pour des échanges entre professionnels, pour plusieurs regards, plusieurs formations, plusieurs structures sur une situation donnée et qui permet aux professionnels de dénouer certaines situations et d'avoir des regards différents.

On a également une journée professionnelle. On choisit un thème, on invite des professionnels, des bénévoles, des élus.

Voilà un peu ce qu'est le réseau santé jeunes du Coeur d'Hérault.



**Pierre Colombani**, Mouvement Français pour le Planning Familial 34 : *la formation pour le programme de développement affectif et social au lycée Gaston Darboux*

J'interviens au titre de la mise en œuvre de la première expérience pilote dans un lycée professionnel du programme de développement affectif et social (PRODAS) dans le cadre du programme santé des jeunes développé par la Région.

Ce programme a commencé à se construire à partir de 2011-2012. Il y a toute la partie construction de projet, de rencontre, d'adhésion avec les établissements avec lesquels on va travailler. Le travail de mise en réseau commence déjà par différentes rencontres. La mise en œuvre concrète a commencé par la première formation des enseignants en 2013. Depuis nous avons eu trois formations, près d'une quarantaine de professionnels de l'établissement ont été formés.

Pour vous donner une idée de ce qu'est le programme PRODAS, qui a commencé à être élaboré dans les années 80 au Canada par une équipe de chercheurs, psychologues, psychopédagogues, chercheurs en sciences de l'éducation, psychologue du développement, et qui ont essayé d'outiller les enseignants à l'accompagnement, au développement affectif et social des jeunes, en partant de deux idées :

\* si à l'école on apprend les fondamentaux, on laisse un peu de côté tout ce qui est « éducation à », c'est-à-dire tous les aspects liés à la socialisation et aux sentiments, tout ce qu'on peut vivre à l'intérieur et qu'on ne partage pas forcément au sein de la famille et encore moins au sein de l'école.

\* le second postulat, aujourd'hui c'est largement démontré, c'est que les affects et le travail sur les affects et les émotions sont fondamentaux pour le développement de soi, pour le bien être mais également pour le rapport à l'apprentissage. L'école a donc tout intérêt à se saisir des outils, du travail sur les compétences psychosociales (CPS) – à l'époque on ne parle pas de CPS, on parle plutôt de prévenance, par opposition à la prévention, prévenance qui fait plutôt référence à l'attention à l'autre, à l'accompagnement du développement alors que la prévention fait plutôt référence dans les représentations aux risques et aux dangers –, à développer un programme de prévenance qui serait mis en œuvre par des enseignants, de manière transversale. Il ne faut pas trop réduire la place des apprentissages fondamentaux sinon on risque d'obtenir zéro résultat. Il faut que cela puisse s'intégrer de manière transversale à l'enseignement et puisse permettre aux jeunes de travailler les CPS à l'école en évitant un des écueils que sont les interventions ponctuelles. On sait tous en tant qu'intervenants associatifs, qu'on peut souvent être appelés pour faire des interventions, une fois, deux fois, trois fois, et on voit bien que même si c'est positif, que quelque chose commence à se construire, si on s'en va et qu'il n'y a pas de relais mis en place au sein de l'établissement, le programme, l'idée, l'objectif risquent de se perdre.

L'idée c'est que l'affect et les émotions sont extrêmement importants dans la relation d'apprentissage. Tout le monde le dit, quand on a quelque chose de gros sur le cœur, c'est difficile de se concentrer et de travailler, donc il a fallu former des enseignants parce que l'idée encore une fois était que les enseignants s'en

saisissent, que ce soit eux mêmes qui le mettent en place. Quand je dis les enseignants, ce n'est pas tout à fait juste parce que l'objectif a été de former tout le personnel éducatif et même administratif de l'établissement, car pour le coup au lycée Gaston Darboux, on a non seulement formé les enseignants de toutes les disciplines pratiquement mais également le personnel éducatif comme les assistants d'éducation, les conseillers principaux d'éducation mais aussi le personnel de cuisine, et ça, cela a eu un impact aussi, en tout cas dans l'évaluation réalisée par le CODES 30 on l'a vu, dans l'histoire du décroisement qu'il y a à l'intérieur de l'établissement.

Le décroisement, ce n'est pas uniquement vers l'extérieur, faire rentrer les associations ou travailler avec des structures extérieures qui ont des regards différents et qui peuvent être enrichis, mais cela peut aussi être en interne, c'est-à-dire lutter contre le cloisonnement qu'il y a à l'intérieur de l'éducation nationale. Ce qui ressort des formations, c'est le manque de soutien collectif souvent évoqué par le personnel de l'éducation nationale, le sentiment d'isolement.

Une des premières résistances que nous avons rencontrées était : si on décide de mettre en place un PRODAS au sein de l'établissement en mettant l'accent sur l'expression des ressentis, puisque le travail sur les émotions et les affects, c'est bien d'abord la capacité à identifier ses sentiments, ses émotions, à les accepter, et aussi à être capable de les verbaliser. Cela crée énormément de résistances, parce qu'une des règles invariable du programme, c'est que lorsque les adultes, enseignants, personnels éducatifs mettent en place le programme, mettent en place les séances avec les jeunes, il faut qu'ils s'impliquent au même titre que les jeunes, au même titre entre guillemets parce que quand l'enseignant est animateur du programme, il connaît le thème qui va être travaillé, il sait ce qui va se passer, il peut se préparer. Mais une des règles, ça a été « si vous demandez aux jeunes et aux enfants de s'exprimer, de parler d'eux, de leur identité, de leur culture, de toutes les thématiques qu'on peut aborder dans le cadre de ce programme, l'enseignant, l'adulte qui anime doit aussi participer à cette expression, doit aussi raconter quelque chose de personnel, raconter ses sentiments, les exprimer ». Cela a été quelque chose qui a provoqué beaucoup de refus au départ, on nous a dit « vous êtes complètement fous », et en plus, il y avait cette idée très cloisonnée, qui est en France que travailler sur les émotions, sur les affects, c'est du domaine de spécialistes tels que les psychologues, les éducateurs à la santé, qui maîtrisent ces domaines extrêmement pointus. Alors nous on leur répondait un peu naïvement « les émotions, les sentiments on en a tous alors pourquoi on ne pourrait pas simplement en parler et essayer de les échanger, et je ne vois pas pourquoi ce serait un psychologue qui devrait nous parler des émotions, il n'y a rien de dangereux à exprimer des choses comme ça ». En plus, on trouvait que cela n'avait pas de sens. On s'est dit il n'y a pas forcément de spécialistes pour aborder ces questions-là, il y a en effet tout un travail d'accompagnement et de formation à faire.

Alors l'enjeu numéro un, ça a été la formation et là on parle de mise en réseau; ça fait partie du travail de mise en réseau, puisque la formation qu'on propose est une formation de cinq jours, parce qu'il n'y a pas seulement à transmettre

des outils théoriques et pratiques, mais aussi il y a à faire vivre, cette expérience de révélation de soi, de développement personnel. C'est très compliqué d'animer des séances sur les CPS si soi-même on n'a pas un peu travaillé dessus, compris quelles peuvent être les résistances internes à s'exprimer devant les autres, les difficultés, les peurs de jugement.

Si on ne s'expose pas un petit peu à ça, on a du mal à accompagner un groupe de jeunes, un groupe quelconque d'ailleurs et à respecter le rythme de chacun. La formation est donc aussi envisagée comme un espace d'expérience personnelle, où on ne va pas simplement transmettre des outils théoriques et pratiques, ça en deux jours on peut le faire. Cinq jours de formation, c'est énorme, vous imaginez en termes de financement, donc cela suppose quand même un engagement important des structures qui vont soutenir ces projets, ça demande une organisation énorme dans un établissement. Quand vous avez quinze personnes de l'établissement qui vont pendant cinq jours disparaître de l'établissement, qu'il faut les remplacer, je dois vous assurer que le travail d'adhésion, de préparation est extrêmement important en amont.

Qu'est-ce que cela donne ? Il y a énormément de choses à dire. Qu'est-ce que cela donne dans un établissement comme le lycée Gaston Darboux ?

Je ne vais pas parler de ce que ça apporte aux jeunes, il y a eu une évaluation qui a été faite par le CODES 30, qui est extrêmement positive. La plupart des évaluations qui ont été faites sont positives par rapport à ça, pas simplement parce que le programme est parfait, ce n'est pas un programme très précis. Si vous me demandiez ce que sont les cinquante séances du programme et quels sont les thèmes, je ne pourrais pas vous le dire parce que les séances sont co-construites avec les élèves. Même s'il y a une trame initiale, on invite tout le monde à s'adapter aux demandes et aux besoins des enfants et des élèves qui sont concernés. On demande même à terme que ce soient les enfants eux-mêmes qui animent les séances de cercle PRODAS. C'est un des outils principaux, c'est un groupe de paroles, dans lequel on retrouve parfois des enfants de douze, treize, quatorze ans qui animent un groupe de paroles, de manière extrêmement forte, que beaucoup d'adultes n'oseraient pas mettre en place eux-mêmes.

Ce n'est pas sur les cinquante séances du programme et sur ce que ça apporte aux jeunes parce que cette évaluation est positive sur tout. Ce qui a été constaté et partagé par nous, par le CODES, par le Conseil régional, c'est qu'en apportant simplement des outils à des enseignants - en France les enseignants ne sont pas formés aux questions d'écoute et c'est un peu dommage, même s'il y a pas mal de sensibilisations qui sont faites, il y a quand même un manque - on se rend compte à quel point ça peut apporter. L'empathie, la capacité à exprimer ses émotions, c'est quelque chose qui se travaille en théorie mais aussi sur le fond et quand on est enseignant on peut montrer de l'empathie sans sortir de son rôle professionnel.

Qu'est-ce qu'a permis concrètement ce programme au sein de l'établissement en termes de réseau, en termes de décloisonnement ?

\* le décloisonnement extérieur : la formation de cinq jours ne suffit pas. Cinq jours de formation c'est long, mais ce que vous avez vécu lors d'une formation

entre adultes en cinq jours, même si c'est très fort, même si on a envie de le reproduire, se retrouver face à son groupe d'élèves tout seul, ce n'est pas si évident de retrouver la même ambiance, la même possibilité de travail. On a donc proposé un système de coanimation par des intervenants extérieurs, des personnes du CODES 30 et du planning familial et on a proposé également des séances d'analyse de pratiques. Le programme est construit comme ça : cinq jours de formation et la mise en place du programme cela convient mais à condition qu'il y ait des séances d'analyse de pratiques, un accompagnement en termes de coanimation puisque les évaluations antérieures avaient montré qu'après un certain nombre de séances d'accompagnement et d'analyse de pratiques, les enseignants peuvent mettre en place le programme de manière indépendante.

Le but c'est ça, on s'en va mais les outils qui ont été découverts, la posture qui a été travaillée vont pouvoir s'élargir à tous les moments de la classe. C'est ce qui commence à se faire au lycée Gaston Darboux après deux ans d'expérimentation. Il faut quand même beaucoup de temps pour mettre ça en place, là on a vraiment eu l'opportunité et le temps de le mettre en place grâce à l'implication de tout le monde.

\* le décloisonnement interne : il y a pas mal de professionnels dans les établissements scolaires, qui sont le personnel administratif, le personnel de cuisine, les personnes qui font le ménage et qui nous disent être un peu invisibles à la fois du côté des élèves mais aussi des enseignants et que le fait d'avoir partagé une formation de cinq jours et aussi d'avoir coanimé – une des particularités du lycée Gaston Darboux c'est qu'une partie des enseignants coanimaient des séances ensemble ou avec quelqu'un qui était personnel de cuisine, etc – a produit du décloisonnement interne. Le fait que d'autres adultes de l'établissement, qui ont d'autres rôles dans l'établissement et qui ont un rapport totalement différent aux enfants et n'ont pas du tout le même seuil de tolérance par rapport aux activités parasites, qui sont moins heurtés par certaines attitudes, là où les enseignants vont trouver que c'est inadmissible, il se crée vraiment un partage de savoirs, de connaissances et aussi un travail sur la posture très important.

Le décloisonnement est à l'extérieur car aujourd'hui je pense qu'il y a pas mal d'enseignants du lycée Darboux qui travaillent avec le planning familial, qui peuvent parler librement du planning familial et du CODES. L'orientation c'est de l'accompagnement, ce n'est pas juste une structure qu'on connaît comme ça et qu'on balance à un jeune, c'est vraiment une structure dont on peut dire quelque chose, dont on sait ce qu'elle fait.

L'autre avantage de ce travail, ça a été tout le travail sur la posture pédagogique. On a beaucoup travaillé en analyse de pratiques sur ce qu'on a appelé à terme la posture « on-off », c'est-à-dire on nous disait souvent « comment faire pour rentrer dans la posture PRODAS et sortir de la posture d'enseignant? ». Nous, on a été farouchement opposé à la posture « on-off enseignant méchant et PRODAS gentil ». Une posture doit être identique quand on est enseignant ou en séance PRODAS. Mais cela montrait bien la difficulté qu'on a par rapport à la question de la règle, à la question des activités parasites. Tout ce travail là a été extrêmement bénéfique en termes de posture. On a pas mal d'adultes qui nous

ont dit que ça leur a servi avec les jeunes dans l'établissement et que ça a changé pas mal de choses pour certains, ça leur sert dans leurs relations avec leurs collègues parce qu'ils ont vécu cinq jours de formation ensemble et ça crée du lien mais ça leur sert également dans leurs relations familiales, amicales. C'est donc quelque chose d'utile à tous les niveaux et je pense que c'est ce qui permet cette intégration et l'envie de vouloir communiquer. Un groupe d'enseignants du lycée Darboux fait un atelier PRODAS cet après-midi, cela prouve qu'ils se sont appropriés ce programme là et qu'ils ont envie de le transmettre.

Enfin le troisième point que ça a permis de débloquent, c'est tout ce qui est du côté des outils pédagogiques. L'intérêt du programme PRODAS, c'est qu'il a été travaillé pendant des années, il a même été élargi par rapport à un programme qu'on appelle « transformation » qui s'adresse aux adolescents. Il y a quatre manuels de l'animateur, deux ou trois bouquins théoriques qui sont sortis par rapport à ça et chacun des outils qui sont présentés ont été testés et validés. Nous-mêmes, on a fait une sélection de cette sélection. Ces outils là, on les a choisis pour leur transversalité. On peut les travailler en séance PRODAS, on peut avoir une séance où chacun va raconter une histoire relative à sa vie personnelle, comment il l'a vécue, ce que ça lui a apporté. Le but n'est pas de débattre, de donner son opinion, de dire je suis d'accord ou pas avec toi, le but est d'essayer de dire concrètement, le plus authentiquement possible comment ça a été vécu dans son ressenti et personne n'a rien à dire à ça.

Une des règles numéro un du PRODAS, c'est que tous les sentiments sont acceptables. On a rien à dire sur les sentiments d'une personne, sur ce qu'est une personne, tous les comportements ne sont pas acceptables mais qu'on soit en colère, jaloux, envieux, haineux, on peut le comprendre, on peut l'entendre, il n'y a rien à dire par rapport à ça. Qu'on frappe quelqu'un, qu'on insulte quelqu'un, qu'on lui vole quelque chose, ça ce n'est pas possible mais personne ne peut renier ou dire à un enfant « tu n'as pas à être jaloux, envieux, haineux », comme si chacun d'entre nous ne ressentait pas ce genre de choses. Donc oui, on peut ressentir ça mais c'est comment faire en sorte de ne pas passer à l'acte à travers ce type de sentiments dits négatifs. Tous les sentiments sont acceptables, tous les adultes sont invités à s'exprimer au même titre que les élèves.

A partir de toutes ces règles-là, se créent des liens en partenariat avec le CODES, le Conseil régional, l'établissement, l'Académie de Montpellier et qu'on essaie de faire vivre aux jeunes à l'intérieur de leur classe et aux enseignants entre eux mais aussi en améliorant l'ambiance et le vivre ensemble dans l'établissement.

Merci.

**Monique Bounab**, Assistante sociale, CSAPA, CAARUD AIDeA11 : *la mise en réseau des acteurs de l'Aude*

L'intervention que je dois faire est orientée ainsi : comment le programme santé jeunes du Conseil régional a aidé au travail de prévention des toxicomanies et conduites à risques sur le territoire de l'Aude.

Si je suis là c'est en effet pour en témoigner et j'espère transmettre l'enthousiasme avec lequel nous avons travaillé pendant 4 ans avec la direction de la santé du Conseil régional.

C'est l'histoire d'une rencontre qui nous a fait passer de l'« innovant » au « construit » et au « durable ».

AID11 est un CSST comportant une consultation jeunes consommateurs et un service de prévention, partie intégrante du CSST de 1986 à 2009, date de passage en CSAPA.

Je dirais quelques fondamentaux sur lesquels AID11 s'est appuyé pour travailler en prévention, lesquels ont rejoint les objectifs du programme régional :

- L'attachement à un **objet addictif** est un **symptôme**, on ne peut en limiter les effets sans en rechercher les causes fondamentales.
- La prévention, c'est **donner à chacun les moyens d'être responsable** dans sa liberté, dans le respect de lui-même et des autres.
- Pour prévenir il faut **promouvoir le bien être** et ce qui peut y contribuer.

Sachant que nous avons une mission départementale, cela nous a amené à travailler dans 3 dimensions :

- Un engagement sur un territoire de proximité délimité (quartier, commune, communauté de communes, ou même un établissement) volontaire pour agir dans le sens d'une politique concertée et durable pour la santé des jeunes et leur épanouissement
- Un premier temps incontournable consacré au renforcement des pratiques professionnelles nécessaire au repérage précoce des professionnels/acteurs de ce territoire pour une meilleure prise en compte des questions d'usages de drogues ou de conduites à risques des adolescents.
- Une méthodologie d'action favorisant l'alliance et l'instauration d'une relation de confiance avec les jeunes et une rencontre avec les acteurs de soins du CSST.

Je peux dire que nous étions dans une dimension de prévention primaire s'intéressant à la santé au sens large, tournée vers l'intervention précoce du fait de notre place d'acteurs de soin et d'interlocuteur spécialisé dans la consultation jeunes consommateurs.

C'est là que se joue la rencontre :

Nous avons « mis au point » cette stratégie après plusieurs années d'expérimentations et de recherches, notamment avec la Fédération addiction (régionale et nationale) et nos interlocuteurs départementaux, mais **c'est notre entrée dans le Programme Régional** (appels à projets 2006) **qui a conforté la valorisation de cette stratégie auprès des partenaires hors champ du médico-social.**

C'est aussi je crois, cette dimension à double entrée qui a généré une dynamique avec les partenaires. Car si la prévention « est l'affaire de tous » (développement local, jeunesse et sport, éducation nationale, politique jeunesse, centres sociaux...), la prise en charge relève de professionnels spécialisés. Et faciliter ce rapprochement du soin a été particulièrement efficient (environ 250 jeunes rencontrés en entretiens individuels par an sur nos actions et autant de professionnels).

Donc, concrètement :

Créer un environnement favorable aux **échanges** entre les jeunes et les adultes. C'est en effet dans la rencontre qu'il peut y avoir une prise de conscience, une attention particulière, quelque chose qui amène à un « après ». L'information est insuffisante... On le sait.

D'où notre objectif fédérateur pour nos actions : « permettre la rencontre à l'occasion d'un imprévu »! Mais l'imprévu, ça s'anticipe !!!!

#### **La sensibilisation et la formation :**

On sort de la « cible » jeune, de la cible « produit » et on s'intéresse à la place des adultes qui interviennent auprès des jeunes : dans le soutien aux jeunes dans leur environnement, dans leur parcours de vie, dans les obstacles qu'ils rencontrent, dans les questions qu'ils se posent, dans les compétences qu'ils peuvent mettre en œuvre, dans l'information à laquelle ils ont droit, dans les projets qu'ils veulent réaliser etc...

On ne peut pas accueillir des jeunes ou des parents sur des questions de consommations ou comportements à risques avec des représentations erronées ou anxiogènes.

On s'appuie sur les missions des adultes et partenaires (professionnels, bénévoles, parents, selon...) pour créer un groupe de travail qui va construire un projet unique avec un temps fort attrayant et fédérateur sur une semaine (exposition ou pièces de théâtre à thèmes...).

On prend le temps d'organiser des modules de transmissions de connaissances et d'échanges de pratiques. On définit ensemble des objectifs communs (on les valorise à partir de la grille éditée par le Conseil Régional) ... Cela prend un an et plus. La notion **de durée** est très importante ; elle crée des liens et la **confiance** s'installe. Le travail de réseau prend alors tout son sens.

C'est ainsi qu'un travail continu s'est engagé avec le point accueil écoute jeunes de la MLI de Carcassonne, le centre médico-social du Conseil Général à Lézignan (avec l'implantation d'une consultation avancée pour jeunes consommateurs et familles), la commune de Cuxac d'Aude (avec création d'un comité de prévention

local avec citoyens, élus, professionnels) et bien sûr le centre de formation des apprentis de la CCI de Carcassonne (avec le directeur ici présent).

**La co-animation** des actions entre les acteurs du groupe local et les acteurs du CSST : l'éthique est garantie, la diversité des intervenants est riche et les échanges sont efficaces (avec qui se fera la rencontre ?)

**Une évaluation rigoureuse : Point fort** de cette participation au programme régional.

Suivre une méthodologie précise, la Région a su nous familiariser à cette démarche et nous y intéresser.

Mais ce que nous avons aussi appris à faire, c'est à **mesurer l'impact direct de nos actions sur les publics.**

Le thème du programme auquel nous nous étions joints « lutter contre les inégalités de santé des jeunes de 15 à 25 ans », avait été défini avec des valeurs humanistes mais aussi à partir d'études méthodiques, riches et bien présentées qui nous amenaient à penser que nos actions seraient directement utiles... et devaient l'être ! Et je sais que nos documents d'évaluation étaient lus... car s'ils étaient imprécis, il fallait y revenir !! Bien, d'autant plus que nous trouvions une oreille attentive pour un soutien technique, toujours!

Nous savions aussi que nos résultats s'ajoutaient à ceux de tous les intervenants régionaux et qu'il y avait donc une dynamique engagée à l'échelle de 5 départements...C'était porteur comme perspective et nos partenaires des communes de l'Aude y compris celles les plus éloignées, étaient sensibles à cela.

Pour valoriser la communication, nous avons donc mis en place des **bilans partagés** avec les partenaires, les élus et les financeurs, exposés publiquement, sur les lieux du déroulement de l'action de prévention.

C'était l'occasion :

- De faire connaître en temps T les préoccupations des jeunes et de les faire entendre de manière personnalisée (type de public, âge, contexte géographique...) mais anonyme (200 à 1800 jeunes par action, ce qui est assez représentatif)
- De mesurer l'efficacité de l'action et d'en débattre avec les personnes concernées.

A cette occasion, la directrice de la Santé du Conseil Régional est souvent venue apporter ses remarques, ses encouragements et les objectifs à poursuivre. Nous savons comment ces temps de bilans ont été générateurs d'enthousiasme et de motivation à continuer...

C'était avant... et depuis

Le passage en CSAPA, malgré le P de Prévention, a mis en suspens ce type d'actions.

AIDeA11 (CSAPA et CAARUD) entend mener une réflexion avec les acteurs du territoire pour que les compétences des professionnels soient mises au service



d'un dispositif novateur construit par des acteurs de terrain agissant en complémentarité, afin d'apporter une réponse adaptée et efficiente aux besoins des publics et des partenaires sur le thème des addictions.

## **Questions :**

**Noël Cabrera, proviseur du lycée Gaston Darboux :** C'est juste pour compléter un propos. Pour faire un lien avec les propos de Monsieur Colombani et toute la réflexion que nous avons menée ce matin. Nous avons parlé d'égo, nous avons parlé de travail commun, en tout cas intercatégoriel.

Si ce projet marche bien au lycée Gaston Darboux, c'est tout simplement parce que tous les personnels, quels qu'ils soient, quelle que soit leur catégorie, ont eu ce temps de réflexion sur la posture.

Ils n'ont pas forcément changé de posture mais ils ont réfléchi sur cette posture, ce qui leur permet d'accepter, du moins de faciliter le travail en commun avec tous les partenaires, qu'ils soient à l'intérieur de l'établissement mais aussi à l'extérieur.

Ce travail sur la posture était indispensable et au-delà de ce projet et de l'objectif initial, il y a un deuxième effet par rapport à ce projet, c'est que dans la pratique quotidienne de tous les personnels, ce projet a amélioré la relation qu'ils avaient à la fois avec les élèves et avec les autres personnels.

**Monique Bounab :** J'ai oublié de dire quelque chose de très important. Depuis 2006-2007, et à l'occasion des rencontres régionales, on s'est retrouvé avec le PAEJ de Carcassonne sur le thème « lutter contre les inégalités de santé ». Depuis le PAEJ a toujours fait partie du comité de pilotage de nos projets de prévention et on a aussi beaucoup travaillé le lien entre le PAEJ et la consultation jeunes consommateurs. C'est un travail qui dure encore.

**Dominique Latour :** Juste un petit mot de conclusion. Ce qui me semble un peu relier ces différents témoignages, c'est que le programme santé des jeunes du Conseil régional est arrivé pour beaucoup à point nommé.

C'est un programme qui s'est articulé à ce qui existait déjà, à toutes les énergies, à tous les projets qui étaient déjà en route. Ce n'est pas un programme qui a fait table rase de ce qui existait, et qui bien au contraire s'est appuyé et qui a su fédérer, utiliser, encourager les énergies qui étaient déjà là sur le territoire.

Je pense que c'est un des aspects intéressants de ce programme. Je ne sais pas si tous les programmes sont comme ça, je n'en suis pas convaincu.

On a également parlé du décloisonnement. Je crois aussi que ça c'est très important et un élément qui ressort de plusieurs témoignages c'est la place de l'adulte à côté des jeunes. On voit bien effectivement que c'est exister en tant qu'adulte au-delà du statut de professeur, de conseiller, de psychologue.

A un moment donné, c'est de la rencontre, de la rencontre humaine. C'est également un élément moteur de ce programme.

Ces éléments me semblent être un fil conducteur de tous ces témoignages que nous venons d'entendre.

## **Ateliers : présentations et analyses des interventions éducatives autour du développement des compétences psycho-sociales**

**Ces ateliers sont des illustrations de ceux mis en place auprès des jeunes en région.**

### **Atelier 1 : Lycée Gaston Darboux : Cercle PRODAS (Programme de développement affectif et social)**

Le Programme Prodas en Languedoc-Roussillon - largement inspiré du *Programme Québécois de Développement Affectif et Social*, et de sa suite *Transformation* - vise à développer et/ou améliorer la prise en compte des aspects socio-affectifs dans les apprentissages scolaires en favorisant une amélioration de l'estime de soi, de la confiance en soi des enfants ainsi que de leurs compétences relationnelles...

Pour les enseignants ou les adultes, il participe à une meilleure compréhension et une connaissance plus fine des élèves. Il contribue également à apaiser les relations et les conflits, favorisant ainsi une bonne relation pédagogique...

Initialement conçu au cours des années 80 - pour le *Prodas* - et 2000 - pour *Trans-formation* - par des enseignants et des chercheurs en psychopédagogie, psychologie clinique et psychologie sociale (notamment chercheurs à l'Institut Québécois du Développement Humain), ce programme est avant tout un programme à visée pédagogique, qui a été retravaillé pour s'adapter aux exigences actuelles de l'Éducation Nationale en matière d'apprentissage et qui s'intègre dans un travail autour des « compétences psychosociales ».

Concrètement, le programme est organisé sous forme de modules traitant de thèmes variés qui intéressent les enfants – et toujours en relation avec des facteurs du développement humain tels que la conscience de soi, la réalisation de soi et les interactions sociales.

A travers différentes activités fondées sur la parole, l'expression de soi et de ses ressentis, il s'agit non seulement d'apprendre à mieux communiquer et à gérer ses conflits sans violence systématique, mais également à s'enrichir des réflexions et expériences des autres, apprendre à s'affirmer, à argumenter, à s'exprimer en groupe etc.

Le travail de fond que constitue ce programme permet d'obtenir – selon les différentes évaluations menées au Canada, et en France - et notamment l'évaluation de l'expérience pilote réalisée à Montpellier par l'Observatoire Régional de la Santé, en 2009-2011 - des résultats très positifs : les problèmes de disciplines peuvent diminuer, les enfants s'impliquent plus personnellement et s'expriment avec plus de facilité, leur motivation et leur confiance en soi augmentent, leur comportement est beaucoup plus constructif en classe et dans la cour de récréation.

En précisant que si ce programme est à destination des jeunes, les enseignants et/ou personnels administratifs de l'établissement en tirent un immense profit à

tous les niveaux : avec la classe bénéficiaire du programme, mais aussi avec les autres enfants, puisqu'ils ont alors l'occasion – à travers une formation initiale mais aussi grâce à l'accompagnement par un-e animateur-trice – de découvrir de nombreux outils pédagogiques et de travailler à leurs propres attitudes d'écoute et d'acceptation.

Dans ce cadre, l'école devient un lieu de socialisation qui tient compte du vécu personnel des jeunes et des enseignants, en partant de leurs expériences pour les amener à échanger et réfléchir dans une perspective d'apprentissage et de lutte contre le mal-être. De ce point de vue, le programme est orienté sur l'acquisition des compétences psychosociales, mais s'inscrit également dans au moins deux des sept piliers du socle commun de compétences : les compétences sociales et civiques ; l'autonomie et l'esprit d'initiative.

En conclusion, le programme proposé est constitué d'un ensemble d'activités et d'outils destiné à travailler autour des différents facteurs de développement humain avec les jeunes.

Les enseignants et acteurs de l'établissement qui souhaitent le mettre en œuvre sont invités eux-mêmes à co-construire le programme pour leur classe, à se former durant 5 journées, à co-animer et à participer au bilan et à l'évaluation du programme.

### **Atelier 2 : Lycée Pablo Picasso : Curriculum vitae imaginaire et jeu des qualités**

Le "CV imaginaire" est réalisé sur une grande feuille de dessin couleur à partir de découpages dans des revues, de dessins au crayon ou feutre, et en respectant des consignes données. La personne présente ensuite son "CV" au groupe, si elle le souhaite. Les membres du groupe posent des questions..

Le jeu des qualités: en cercle, assis l'animateur lance une balle à un des membres, et lui attribue une qualité. La personne qui réceptionne la balle, doit dire si elle est d'accord avec la qualité nommée, et s'en attribuer une seconde...

### **Atelier 3 : ANPAA LR : Création de supports de prévention avec les apprentis**

Objectif général : Informer et sensibiliser les jeunes aux conduites addictives par la création de supports délivrant un message de prévention.

Objectif spécifique : Rendre les jeunes acteurs du projet et favoriser l'échange intergénérationnel et par les pairs.

Travail avec les équipes pédagogiques :

- 1- Contact avec les différents établissements et présentation de l'action.
- 2- Lien tout au long des interventions avec les référents pédagogiques sur le déroulé de l'action.

### 3- Réunion de bilan en fin d'action

Travail avec les jeunes :

Phase 1 : L'animatrice de prévention présente l'action aux jeunes.

La première intervention permet de travailler en amont sur leurs représentations. Et d'aborder avec les jeunes les différents produits, leurs effets, les risques liés à la consommation et avec un temps d'échange et de réponse à leurs questions. Seront aussi abordées les addictions sans produits (cyberdépendance, jeux, travail, sport...). Les animateurs utilisent des outils adaptés et ludiques privilégiant l'expérimentation, la prise de conscience et le développement des compétences psychosociales (effet de groupe, apprendre à dire non, bien-être, personnes et lieux ressources...).

Phase 2 : Par groupes de 4/5, les jeunes choisissent la thématique qu'ils souhaitent aborder ainsi que les supports qu'ils voudront réaliser (contes, écriture, dessins, peintures, affiches, panneaux informatifs, slam, poème, texte, objets...) afin de véhiculer des messages de prévention et surtout pour qu'ils soient acteurs dans le projet.

Un temps est consacré pour aborder les moyens de communication (quelle est la cible, pourquoi, comment (humour, peur, interrogation), choix des formats des supports, messages de prévention...).

Phase 3: Travail de conception des supports avec éventuellement l'aide technique d'un intervenant.

Phase 4 : Séance bilan pour évaluer les connaissances acquises à partir de quizz.

Distribution aux participants d'une fiche évaluation satisfaction du public.

Phase 5 : Valorisation des supports de communication avec messages de prévention par les élèves en phase publique (lieu et public à définir avec l'établissement).

Phase 6 : Rencontre bilan de l'action avec la direction et équipe pédagogique.

#### **Atelier 4 : PARENTHÈSE : Mener un projet de prévention des conduites à risques dans un établissement d'adolescents, auprès des professionnels et des élèves durant une année scolaire.**

Suite aux expériences que nous avons vécues et aux constats résultant de celles-ci, nous avons proposé une méthodologie de travail aux établissements accueillant des adolescents en accord avec les partenaires du champ des addictions. A partir de la présentation de ce travail mené dans 2 établissements (CFA et lycée professionnel) auprès des professionnels et des élèves, nous avons abordé l'intérêt de mener globalement sur l'établissement une démarche sur les compétences psycho-sociales.

Nous avons illustré cette démarche en animant une séance avec les professionnels afin de co-construire les contenus des échanges à venir.

Animation : choix des thématiques

« On va mener ensemble un projet autour du mal être et des conduites à risque. En tant que professionnels travaillant auprès des adolescents, qu'est-ce qu'il est important pour vous d'aborder concernant l'adolescence et vis-à-vis des questions auxquelles vous êtes confrontés ?

Quels sont les thèmes, les questions que vous souhaiteriez aborder lors de nos rencontres ?

Pour cela vous disposez de plusieurs post-it sur lesquels vous notez vos réponses. »

Chaque participant écrit une idée par post-it et nous échangeons et synthétisons au tableau l'ensemble des idées et questions à traiter.

Nous définissons ensemble les thèmes qui ressortent de ce brainstorming et en faisons l'analyse.

### **Atelier 5 : COMPAGNIE DES NUITS PARTAGEES : Théâtre forum**

Dans le cadre du projet « Conseil régional », la compagnie des nuits partagées est attentive dans son choix des établissements: travailler à la fois avec des jeunes en enseignement général, mais aussi avec des apprentis et des jeunes en lycée professionnel, si possible en insertion.

La méthode de travail favorise la rencontre entre jeunes adultes et adultes et permet ainsi d'établir un climat de confiance et d'installer un dialogue, seul "garant" de "mieux être".

Le travail est basé dans le temps, à la fois avec les établissements avec lesquels la compagnie conduit des projets, mais surtout avec les jeunes.

L'un des principes est l'égalité des paroles et des expériences ; ainsi, lors du travail de forum, il n'y a pas de hiérarchie ou de jugement de valeur par rapport à ce qui se dit et se vit. Les jeunes sont partie prenante de la construction des étapes et outils du projet puisqu'il s'agit d'une action de pairs pour les pairs. Le même principe s'applique aux adultes participant.

Il est tenté de mettre en place en parallèle, avec les établissements volontaires, des groupes de jeunes et de groupes d'adultes afin de travailler en partant des deux points de vue pour ensuite créer des confrontations.

Après avoir cerné, analysé par questionnaires les besoins et les questions des jeunes des classes destinataires, l'action est mise en place : ateliers de 2h avec une classe de 20 élèves max. (ou en demi-groupes) dans une salle de l'établissement : méthode du théâtre institutionnel : jeux de constitution de groupe, division en petits groupes, création de maquettes de théâtre autour d'une problématique, forum (débat théâtralisé) en interne, réflexion autour d'un questionnaire distribué lors des forums. Un forum de 2h est organisé par établissement avec le groupe-classe producteur et son enseignant, les adultes intervenants ainsi qu'une classe choisie : 2/3 maquettes travaillées par le groupe producteur seront jouées et le débat se fait par remplacement dans la maquette (scène): étude des différentes alternatives et de leurs conséquences; conclusion.

Distribution de questionnaires aux classes invitées. Une réunion par groupe de production est ensuite organisée (par établissement donc) en présence de l'enseignant pour faire le bilan de l'action : entretien de groupe et questionnaire d'évaluation. Une réunion de bilan a lieu par établissement en comité de pilotage avec retour des résultats des questionnaires distribuées aux jeunes; évaluation de l'action et perspectives.

### **Atelier 6 : CODES 11 et CODES 30 : Jeu « relations et préventions »**

Le jeu « RELATIONS ET PRÉVENTIONS\*» permet d'aborder sous forme ludique trois thèmes de santé :

- La contraception
- Les Infections Sexuellement Transmissibles (ou IST)
- Les relations filles garçons

Au fur et à mesure du jeu, les joueurs acquièrent des connaissances sur ces 3 thèmes leur permettant de mieux connaître les IST, de corriger certaines idées fausses, de découvrir différents moyens contraceptifs, d'être sensibilisés au dépistage des IST, de développer des stratégies de prévention efficaces et de repérer des lieux ressources.

Le support : un plateau de jeu, type jeu de l'oie, comprenant 36 cases (cases IST, cases contraception, cases relations filles garçons, cases bonus et case malus), dés, jetons, cartes questions-réponses IST, contraception, relations filles-garçons, 1 kit de contraception comprenant des échantillons factices, 1 livret pour l'animateur du jeu.

### **Atelier 7 : APARSA : « Autour du jenga : quand ça change »**

Expérimentation d'un outil créé par APARSA.

Utilisation du Jenga, jeu de construction fait de briques de bois : faire une tour et la défaire au fur et à mesure en enlevant une brique et en la reposant sur le dessus de la tour.

Chaque participant prend une brique et répond à une consigne et repose la brique en répondant à une autre consigne.

Chaque participant passe l'un après l'autre et l'animatrice écrit en deux colonnes les différents propos émis par le participant.

Une même consigne pour le groupe : « Dans la vie d'une personne de mon âge, parmi les changements qui m'ont éloigné de l'adolescence, qu'est-ce qui est positif et qu'est-ce qui est négatif »

Objectif : Faire travailler le groupe autour de la notion d'identité : c'est quoi se construire (à tout âge).

Evaluation finale : le groupe doit repérer comment ont été sollicitées les compétences psycho-sociales et qu'est-ce qui peut aider à faire mémoire.

### **Atelier 8 : DESIDERATA : Le théâtre interactif comme outil de prévention**

Le théâtre interactif que pratique Desiderata s'inspire du « théâtre de l'opprimé » d'Augusto Boal. Il est en direction de différents publics, que ce soit au sein d'établissements scolaires, dans les centres sociaux, avec les professionnels de la santé, la gendarmerie ou les collectivités publiques et privées. Le public participe à un débat et se trouve impliqué dans le scénario. Le public doit pouvoir, en observant les différents personnages et les situations qui sont jouées, imaginer être ou ne pas être un de ces personnages.

Le théâtre forum permet de « délier les langues » et de stimuler les esprits. C'est une technique pédagogique interactive. Cette technique n'a pas la prétention d'apporter une réponse ou une solution immédiate, son but est d'éveiller les consciences, d'ébranler certaines convictions et de soulever un débat.

Le spectacle-débat s'articule en deux parties, les règles du « jeu » sont données par le maître de séance. La pièce est d'abord présentée dans son intégralité, puis rejouée en tenant compte, cette fois, des réactions du public qui peut, alors, intervenir sur scène. Sa prise de parole sera d'autant plus engagée qu'il devra argumenter avec les comédiens pour pouvoir défendre ses positions et changer le déroulement de la pièce. A l'issue du spectacle, un débat peut s'ouvrir avec des professionnels partenaires de la prévention.

### **Atelier 9 : HOLISME COMMUNICATION : Modules santé**

Les modules santé sont à destination des jeunes en insertion.

Objectif général en direction des jeunes : proposer aux jeunes un espace collectif d'expression et d'échanges sur la santé afin de faire des choix favorables à leur santé et favoriser leur épanouissement.

Objectif général en direction des professionnels : développer les compétences des formateurs à prendre en compte la dimension santé des jeunes.

Séance 1 :

Notions abordées : bien être, bonheur, santé, émotions, plaisir.

Compétences psychosociales développées : pensée critique, communication, relations interpersonnelles, conscience de soi et des autres.

Méthode : \* réflexion sur le bien-être selon une approche globale : prise en compte des aspects physiques, psychiques, sociaux et environnementaux ; outils : powerpoint, débat ; \* travail sur les émotions et leur reconnaissance : comprendre la mécanique des émotions et percevoir que l'expérience de prise de plaisir sans risque est un dispositif informel indispensable au renforcement de son capital bien-être ; outils : powerpoint, débat, émotions ressenties dans une journée à partir de déplacements dans l'espace ; \* travail de renforcement de l'estime de soi : outil : concours de compliments avec déplacement dans l'espace.

Séance 2 :

Notions abordées : émotions liées à la souffrance/perception individuelle de la souffrance/la démarche adaptée à chaque problématique individuelle.

Compétences psychosociales abordées : gestion du stress et des émotions/avoir une pensée créative/développer l'affirmation de soi/repérer les risques et ses propres comportements à risques/empowerment.

Méthode : \* renforcement de l'estime de soi : outil : la pelote de laine ; \* réflexion sur le mal être, ses sources, les émotions ressenties et les réponses : outils : powerpoint, débat, exercice de relaxation, extraits de films ; écouter ses émotions, observer ses comportements, évaluer ses propres difficultés ; repérer les éléments individuels générateurs de plaisir ; apprendre à mutualiser des techniques utilisées par chacun en cas de difficultés ; \* travail en sous-groupe : réfléchir aux résistances liées à l'évocation de ses difficultés à des professionnels

Séance 3 :

Notions abordées : communication interpersonnelle, compétences psychosociales

Compétences psychosociales abordées : avoir une pensée créative, avoir une pensée critique, savoir communiquer, empowerment.

Méthode : \* analyse de situations de communication conflictuelles : conflit dans le cadre amical ; conflit dans le cadre professionnel ; outils : histoires ; \* recherche de solutions : recherche des CPS mobilisées pour la résolution des situations de communication conflictuelles ; outil : 10 cartes reprenant les CPS ; \* travail individuel d'évaluation du bien être et de recherche de solutions adaptées : outil : fiches personnelles.

Remise de documentation

Action en direction des professionnels : les professionnels encadrant les jeunes (formateurs), de par leur présence lors des ateliers et leur participation, vont pouvoir bénéficier des mêmes apports d'informations et réflexions que les jeunes. Nous leur remettrons également de la documentation à la fin des séances. Nous pouvons donc imaginer que cette participation aux modules santé favorisera une sensibilisation à la thématique et un développement de leurs compétences dans l'accompagnement des jeunes du côté de la dimension santé.

---

## **Table ronde : La parole au diapason de la relation**

**Salim Mokaddem**, Professeur agrégé de philosophie, Université de Montpellier : *éducation, adolescents, parents et professionnels de l'éducation*

Je remercie Béatrice Rougy, la Région et le public pour ces manifestations qui sont très importantes puisqu'elles portent sur l'éducation, la transmission et sur la relation à la parole.

Je voudrais porter l'attention sur deux points particuliers, sur quelques constantes qui me paraissent problématiques.



Le premier point concerne la définition de ce qu'est l'enfance ou l'adolescence. Est-ce que l'enfance, l'adolescence sont des entités biologiques ou socioculturelles ou bien est-ce que cela relève d'une structure anthropologique, d'un certain état de l'homme qui ne disparaît pas en tant que tel au cours de sa maturation et de sa maturation, c'est-à-dire de sa responsabilité morale et intellectuelle ? Est-ce que ce ne sont pas des états qui sont déterminés par un certain nombre de limites, de places dans la société ?

Les travaux de Philippe Ariès et plus récemment de Michel Foucault, notamment ceux sur la subjectivité, montrent que les positions dans l'antiquité grecque sur la responsabilité, sur la jeunesse, sur l'adolescence sont liées à des dispositifs à la fois juridiques, voire même sexuels, militaires et à des places dans la société. Il nominalise, détermine le rapport à ces moments constitutifs de l'humanité comme étant des moments eu égard à des activités dans la société.

Le présentisme, l'immédiateté, la disparition des déterminations historiques, y compris dans les manuels scolaires, la déchronologisation, la déperiodisation, la perte de l'érudition au profit de la culture générale mettent de plus en plus à distance un inconscient collectif des sociétés et des cultures.

Premier point important : qu'est-ce que c'est l'enfance aujourd'hui ? Je pose comme thèse que l'enfance est plutôt un état qu'un stade.

Deuxième focus qui me semble important : il a été dit dans l'introduction très justement que souvent la jeunesse est considérée comme un moment à risque, un moment de transgression, un moment pathologique et que celle-ci semblerait faire l'attention de soins particuliers.

Je vous rappelle simplement comme fait, comme vignette, que avant que le numérique ne soit inventé et avant la possibilité de faire du montage d'images et d'informations, mai 68 a été d'abord et avant toute chose, l'émergence d'une parole jeune savante.

Il y a cette question de la culture des jeunes. Qu'est-ce que c'est la culture des jeunes, qu'on a tendance à toujours symboliser du côté de la transgression ? Qu'est-ce qui fait que des jeunes aujourd'hui sont privés d'imaginaire au point de ne plus rencontrer l'infini dans leur désir ?

Il me semble important aujourd'hui de réfléchir sur cette culture de la jeunesse, de la voir autrement que sous la forme anormale de la rupture des normes et de la transgression.

Nous devons savoir où s'institue, s'inscrit, se construit, se poétise le désir de vie de la jeunesse.

Un troisième point sur la place de la parole. Il me semble que nous devons réfléchir à tous les artefacts technologiques qui ont tendance à renfermer l'individu en lui-même, de telle sorte qu'il se produit une phobie de la rencontre avec l'autre.

Le réel disparaît au profit de sa monstration par le virtuel. Le virtuel n'est pas le faux, ce n'est pas l'illusoire. C'est la déréalisation qui permet d'ajouter une figure de perfection. Peut-être c'est la figure de la mort qui est externalisée et qui permet de penser sa vie sous la forme d'un éternel présent.

Est-ce que les artefacts technologiques ne produisent pas la phobie de la rencontre humaine au risque de faire disparaître la spécificité de l'humanité qui est en outre sa mortalité ?

Je vous remercie.

**Marc Leray**, Président de l'Association Nationale des Points Accueil Ecoute Jeunes : *rôle des PAEJ dans le dispositif national et apport des Régions*

J'ai l'honneur de présider l'ANPAEJ qui fédère le réseau des PAEJ qui maillent assez finement le territoire national au travers de ses 250 structures, qui déploient chacune, une moyenne de 2/3 antennes.

Ce qui fait de ces dispositifs un véritable **outil de proximité** :

- Qui donne aux jeunes et familles un **accès facilité** à des « interlocuteurs » ;
- Qui donne aux politiques publiques un **levier concret** pour réduire les inégalités sociales de santé sur une bonne partie du territoire.

Je remercie le Conseil Régional du Languedoc-Roussillon et tout particulièrement Madame ROUGY pour m'avoir invité à partager ce bilan très qualitatif de 10 ans du programme régional de santé des jeunes de 15 à 25 ans, et ainsi me **donner** l'occasion de dire 2 choses :

Premièrement, en quoi, **parmi les autres acteurs**, un PAEJ est un dispositif pertinent pour la mise en œuvre de ce programme ;

Et deuxièmement, en quoi, je trouve formidable et crucial le titre de ces journées « Comment ré-enchanter l'éducation ».

#### ▪ **Sur le 1<sup>er</sup> point : La pertinence du PAEJ**

Cette pertinence tient au fait qu'un PAEJ est centré sur **l'accès au public**, et sur **l'appropriation** par le public de ce qui lui vient d'un autre « crédible ».

C'est la base de la relation éducative : **un lien** à un autre, **dans un cadre** de référence qui permet qu'un sens finisse par se partager, qu'un choix s'opère, qu'une liberté de choix différent s'exprime pour l'un comme pour l'autre.

La pratique des PAEJ opère à ce point vif, c'est ce que je vais essayer de vous présenter.

#### ▪ **Sur le 2<sup>ème</sup> point : Le crucial du titre**

Je souhaite faire résonner le titre des journées « Comment ré-enchanter l'éducation » avec le titre de la table ronde « La parole au diapason de la relation ».

La parole et la relation constituent le présupposé de l'éducation.

Dans quels états sont les relations et quelle valeur a la parole ?

Chacun en a l'expérience, ce n'est pas « folichon », pour ne pas dire préoccupant, pas seulement envers les jeunes, mais aussi entre adultes, sans parler des institutions entre elles.

Ça fait pas mal d'années qu'on dit que le lien social se détériore. On peut le constater quotidiennement : il est détérioré et parfois rompu. Ce sont tous les phénomènes qui vont **du « décrochage » à l'exclusion.**

La détérioration prend des proportions inquiétantes qui menace la société toute entière : violence des actes auto ou hétéro agressif, soudaineté « apparente » des basculements dans l'extrême, incompréhensibles par l'entourage proche, et dans une certaine mesure probablement pour le jeune lui-même.

Voilà pourquoi je trouve que le titre pose une question cruciale.

« Ré-enchanter l'éducation ? » est une question d'une brûlante actualité, tant les éducateurs (qu'ils soient parents ou professionnels) sont **plus en proie** au désenchantement et aux doutes **qu'à l'exercice** laborieux de la mise en œuvre d'une **fonction** nécessaire à la construction de chacun « éducateur autant qu'éduqué ».

Sans être « béat » ou « idéaliste », le ré-enchantement est crucial pour le quotidien, et l'avenir de notre vie en société. La qualité du « vivre ensemble » en dépend.

Que dire **et** que faire pour que l'acte reste articulé à la parole. C'est donc de pratique dont je vais vous témoigner.

L'excellent titre « La parole au diapason de la relation » **associe** trois termes : parole, diapason, relation, qui, dans la pratique quotidienne, ne **s'articulent** pas aussi facilement, voire pas du tout.

**La parole** : quelle valeur pour soi, pour l'autre ?

- La parole, comme moyen de se représenter, se situer, s'orienter, choisir ;
- La parole comme support de la **relation** : avec qui, pourquoi, dans quels buts ?

Comment l'étendue des variations de ce qui se dit de l'un à l'autre doit d'abord **entrer en résonance** pour pouvoir ensuite se **mettre au diapason** ?

Comment la pratique des PAEJ répond à ces questions ?

### **Les Points Accueil-Ecoute Jeunes Parents :**

Les premières initiatives datent de plus de 20 ans quand des professionnels de l'éducation se préoccupent des phénomènes de marginalisation, d'exclusion (incasables, errances) qui s'élargissent aujourd'hui aux « décrochages » massifiés, plus précoces provoquant la rupture avec les institutions spécialisées ou généralistes : l'école et la famille dans la majorité des cas. Ce qui est touché, c'est le « lien social », le lien à l'autre, le lien aux autres.

Le PAEJ est un dispositif **d'intervention sur le lien social** au point où il menace de se rompre :

- Il doit **renouer** le lien avec les jeunes, pour trouver un **dénouement** à l'exclusion qui pèse sur certains ;
- Il soutient l'inscription de **l'individuel** dans le **collectif** à partir du nouage  
par **4 termes** : professionnel, jeune, lien, autres ;  
de **4 fonctions** : accueil, écoute, tiers, réseaux.

### **Particularités qui caractérisent les missions du PAEJ :**

- C'est un **dispositif**, pas une institution ;
- Il intervient dans les **interstices** au point de rupture pour **remédier** l'accès aux services, aux relations sociales.

En ce sens, son action s'inscrit dans un cadre **désinstitutionnalisé** et sa pratique se **déspecialise** pour desserrer les effets de **stigmatisation** (jugement social) et **d'interprétation** (liée à l'hyperspécialisation professionnelle et institutionnelle).

### **Particularité de la pratique PAEJ (ce n'est pas une exclusivité)**

Un Point = un lieu où rendre possible une **rencontre** ; ce qui est assez en phase avec ré-enchanter l'éducation.

### **Le nouage de 4 fonctions par 4 termes :**

#### ▪ **Professionnels :**

##### **1<sup>ère</sup> fonction : Accueil : Intérieur/Extérieur :**

Adaptation d'un accueil pour **viser le contact, permettre l'accès** dans les 2 sens : du professionnel au public autant que du public au professionnel.

Autant recevoir le jeune, que prendre l'initiative d'aller à sa rencontre : mobilité, adaptation du cadre d'intervention à la situation individuelle dans le contexte dans lequel elle se trouve.

**=> Accueil inconditionnel, mais pas sans limite.**

#### ▪ **Jeunes : Expression/Variation**

**2<sup>ème</sup> fonction : Ecoute :** créer un **espace vide** pour faire **la place à l'expression** du jeune - quelle que soit la forme de la médiation qui la supporte - comme autant de variations qu'emprunte la parole - bien avant que le jeune puisse l'interpréter lui-même.

**=> Expression à soutenir, pas à interpréter.**

#### ▪ **Lien : Individuel/Collectif**

**3<sup>ème</sup> fonction : Tiers :** de l'expression à la parole, en tant que tentative de se situer **par rapport et parmi** les autres. Remobilisation du lien social qui articule l'individuel et le collectif.

**=> L'expression vise les autres, même si pour un temps elle passe par nous.**

▪ **Autres : Inscription**

**4<sup>ème</sup> fonction : Réseau**, qui supporte, permet l'inscription d'une place plus choisie que subie.

=> **Il sert d'appui à la démarche du jeune qui choisit sa perspective.**

**La parole au diapason de la relation**

Il faut bien que quelque chose entre en résonance pour que l'un et l'autre (de la relation) soient sensibles à la vibration du diapason.

Cette **sensibilité** pour dire que la parole n'est pas d'emblée mise en forme.

Cette sensibilité est le signe :

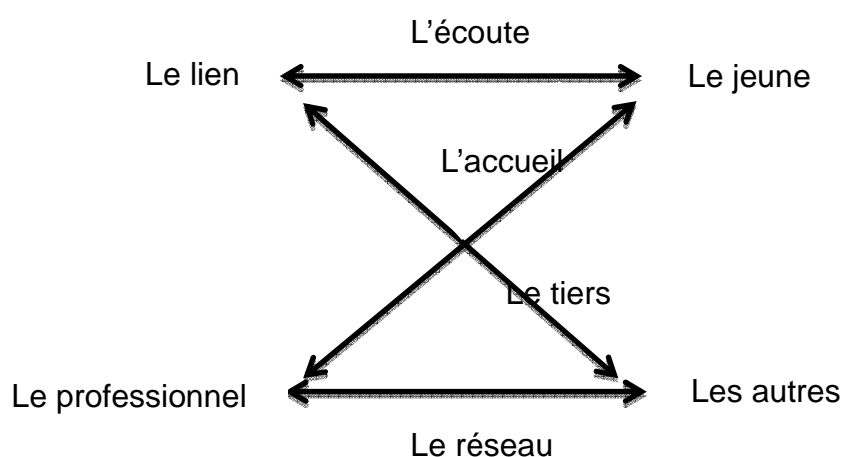
- Pour le jeune, de la tentative de mise en forme de son expression, mais dans la mesure où d'abord,
- Le professionnel, aura accepté de déformer la forme avec laquelle il s'apprêtait à le recevoir.

C'est pourquoi **l'initiative** du professionnel est toujours première :

1. en adaptant son cadre d'intervention ;
2. pour entrer en contact ;
3. sans savoir à l'avance ce qu'il va rencontrer ni ce qu'il va pouvoir faire.

Ce qui fait pour le professionnel, un **cadre d'exercice décalé** de la seule technique de sa spécialité professionnelle.

Autrement dit, ce que le jeune doit rencontrer en premier dans un PAEJ c'est une **disposition personnelle**, du professionnel à l'accueil, avant la mise en œuvre d'une technique.



**Blandine Sagot**, Directrice de l'association « école des parents et des éducateurs 34 » : *construction d'une alliance thérapeutique et éducative avec le jeune et ses parents*

Bonjour, je vais essayer d'illustrer les propos en m'appuyant sur l'expérience que nous avons à l'Ecole des Parents et des Educateurs (EPE) d'animer un point accueil écoute jeunes (PAEJ), comme certains autres ici présents ce matin.

Moi aussi j'ai réagi au titre « La parole au diapason de la relation ». C'est le mot « diapason » qui m'a fait « résonner ».

Qu'est-ce qu'un diapason ? Un diapason, c'est une note repère qui fait référence pour l'accord des voix et des instruments.

Est-ce que le PAEJ offre ce type d'espace d'écoute et de rencontre qui permettrait de se mettre au diapason ?

Nous animons des permanences de PAEJ avec notre regard d'Ecole des Parents. Nous y faisons une large place à la rencontre tant avec les adolescents qu'avec les parents. Parfois on voit les uns, parfois les autres et parfois ensemble mais nous nous mettons dans tous les cas « au diapason » de cette relation parents/enfants.

Avec les parents, c'est bien une coconstruction qui va pouvoir prendre forme dans cet espace de parole. Cet espace permettra peut-être la mise en valeur de leur créativité, de trouver des ressources pour réenchanter les relations avec leurs enfants. En tout cas, c'est ce qu'on espère ensemble avec les parents, même si on ne se le dit pas toujours de cette manière-là.

Concernant les jeunes, on constate évidemment combien il est important aujourd'hui de maintenir ces espaces de proximité et de parole.

Nous essayons de rendre la rencontre la plus sécurisante possible, d'offrir des « espaces de sécurité » dans lesquels une parole se reçoit, peut advenir. Nous tentons ainsi d'encourager et d'accompagner la naissance du sujet. C'est difficile de naître en tant que sujet.

Notre époque manque sans doute de direction claire. Elle présente un devenir incertain, qui insécurise les jeunes les plus vulnérables, bien souvent en difficulté dans leurs relations familiales. Ces jeunes, dans cette époque où il faut se construire soi-même, sans beaucoup de références, vont rencontrer des difficultés multiples, les mettant parfois en réel danger.

Je souhaite maintenant vous présenter une petite vignette clinique tirée de l'activité du PAEJ.

C'est le cas de Jean. Jean est un enfant qui est déjà venu quelques fois avec sa mère lorsqu'il avait 9 ans, orienté par l'infirmière des services médico-sociaux du département, sur un point écoute en milieu rural. L'infirmière était inquiète. Elle disait que cet enfant et cette maman étaient trop « fusionnels » et que la maman « étouffait » son enfant sans le vouloir. La maman était d'accord avec ce constat.

Cet enfant est revenu ensuite dans le cadre du PAEJ. A ce moment-là, le juge aux affaires familiales était intervenu dans l'histoire familiale.

C'est une famille immigrée qui a vécu une séparation parentale extrêmement violente quand Jean a eu 11 ans. A ce moment-là, il a appris que sa mère était atteinte d'une maladie très grave, évolutive et à terme létale.

Le juge, suite à cet épisode brutal de séparation, a demandé à ce que l'enfant soit confié au père avec ses frères et sœurs et voit sa mère une fois par semaine. Quand Jean revient au PAEJ, qu'il connaissait, où il se retrouve avec la même psychologue qu'il avait vu quand il était plus petit, il a là un espace de paroles pour faire le deuil d'une relation avec sa mère qui était autrefois très présente et se trouve aujourd'hui très diminuée.

C'est de cela qu'il va essayer de parler avec la psychologue. Il va venir au début tous les mois de façon extrêmement volontaire. Il est très motivé, impliqué dans la démarche. Le père comprend bien ce qui est proposé, encourage son fils et de temps à autre, vient faire un point avec la psychologue.

La maman, au début revient, puis pour différentes raisons, y compris médicales, ne se déplace plus et se met un peu en retrait. La relation fusionnelle a bien évolué.

La psychologue nous a relaté ce qui se passait lors des entretiens : cet enfant était incapable de parler de ce qui se passait. C'était trop douloureux, difficile, d'être un petit garçon en fusion avec sa mère et être un petit garçon aujourd'hui qui a grandi et qui vit avec son père, qui ne peut évoquer cette mère que dans la crainte de la perdre. Mais il trouve chez la psychologue la possibilité de parler d'« autre chose ». Il vient la voir et il parle du quotidien, de ce qu'il fait à l'école. Il est en 6ème. Il a commencé un premier trimestre pas tout à fait terrible et il est venu le dire, il a élaboré et aux dernières nouvelles, ça se passe beaucoup mieux.

Dans cet espace de paroles particulier, la psychologue le laisse s'exprimer librement, va à sa rencontre. Elle discute, elle lui pose des questions et il parle d'« autre chose » et à la marge, de façon indirecte, la relation avec la maman apparaît délicatement.

Un espace de ce type, en proximité des jeunes, en milieu rural, dans un petit village, où un jeune peut avoir ce type d'expérience avec un adulte et construire de la confiance, me semble extrêmement précieux. Car des exemples comme celui-là, dans notre pratique quotidienne, nous en rencontrons beaucoup.

Un autre exemple : c'est le cas d'une autre relation mère/fils fusionnelle avec un enfant qui a 12 ans et que l'on sent, en ce début d'adolescence, « en panne ». Il n'élabore plus et il ne pense plus.

A l'école, ça ne se passe pas bien, il n'a pas de bonnes notes. Du coup, on l'envoie au PAEJ en lui disant que ce n'est pas possible de rester en panne comme ça, qu'il faut qu'il grandisse.

Ce qui a pu se travailler au fil du temps, c'est ce qui faisait qu'avec cette maman leur relation était aussi proche et fusionnelle. C'est principalement la mère qui est venue.

Progressivement, elle a pu exister à nouveau elle-même, construire un projet professionnel qui l'a amenée à partir à 150 kilomètres de là pour faire un stage puis trouver un emploi. Cette maman venait régulièrement au PAEJ avec un petit carnet dans lequel elle écrivait toute la semaine ce qui lui arrivait, un discours sur elle-même qu'elle venait lire à la psychologue. C'était sa manière à elle de prendre possession de cet espace.

Au même moment où cette maman commençait ce chemin personnel, son enfant a commencé à s'habiller, à vivre le jour, à reprendre un peu d'intérêt pour l'école et a repris sa scolarité. Aujourd'hui, ils ont des relations distancées.

Je vous remercie.

**Carole Durand**, Directrice de l'association des professionnels de santé au service des adolescents : *éducation à la vie affective et sexuelle, comment libérer la parole ?*

Que se passe-t-il quand on rentre dans une salle de classe pour aborder la sexualité avec les jeunes ?

D'abord, on se rencontre, car on va se parler. Non pas leur dire, non faire passer des messages, mais se parler, de ce qui fait l'essentiel de leur vie : l'irruption d'un autre en face de soi, devenu différent de soi.

Puis, on va évoquer l'intime, compliqué ? On est là pour parler de ce dont on ne devrait pas parler car cela appartient à l'intime d'une personne, d'un couple.

**Comment franchir ces limites sans devenir paradoxal ?**

Puis, on va parler des expériences des uns, des autres, en rappelant de ne pas aller trop loin, mais eux en eux, ils y vont ; ils font des liens, se rappellent des souvenirs, convoquent leur maigre vécu. Nous n'en saurons rien mais, eux, naviguent sur une mer démontée.

**Comment alors réfléchir, apprendre quand tant d'émotion affleure ?**

Ils parleront de ce que cela leur fait : de voir certaines images, d'observer la façon de vivre des adultes, de constater l'incohérence des modèles. Ce que cela leur fait : c'est le langage sensible celui qui jaillit quand nous sommes touchés.

**Comment accueillir cette expression qui parfois peut déranger, heurter notre rationalité ?**

**Comment résoudre ces questions ? Aucune idée**

Je n'ai qu'une proposition : la nécessité de la relation ; quand je suis avec toi tu existes et j'existe autrement grâce à toi ; nous existons ensemble et l'expérience de l'un vient soutenir le fragile questionnement de l'autre, soutenir et surtout ne pas réduire. Je m'intéresse à toi pour que tu t'intéresses à toi et pour que les



mots que tu m'adresses construisent ta pensée. Au cœur de cette relation, tout devient possible ou presque, c'est vrai c'est juste.

Trois illustrations :

Deux jeunes filles de 15 ans dans une classe me disent « madame un garçon au CM2 a fait une fellation à un autre garçon, c'est horrible, c'est trop grave!»

Deux jeunes filles qui sont de celles dont la personnalité un peu envahissante cache mal les misères que la vie leur a déjà imposées. Des jeunes filles qui veulent toujours avoir raison pour ne pas vivre la menace de l'effondrement. Pourtant ces deux jeunes filles viennent aussi témoigner de leurs peurs, et notamment celle vis-à-vis de la sexualité. La sexualité c'est comme ça, ça fait un peu peur.

« Grave » qu'est-ce qui est grave dans la vie d'un jeune de leur âge ?

« La maladie, la perte d'un être cher, la mort, la peur » Je les regarde, je les écoute, elles m'envahissent et font taire le groupe : il y a nécessité à contenir...

« Alors dans cette histoire-là ? Est-ce que c'est grave ? »

Elles viendront me voir furieuses à la récréation car je ne suis pas allée dans leur sens, je ne leur ai pas donné raison, mais en même temps, elles reconnaissent avoir pu poser leurs arguments, elles ne veulent pas qu'on puisse penser autrement et fustigent celles qui ont tenté de rebondir sur les nuances que je proposais.

Quelques jours plus tard, elles se plaindront à leur enseignante, cherchant à tester la solidité et la cohérence des adultes face à leurs angoisses.

Avec des jeunes dans un lycée que l'on suit une fois par semaine sur toute l'année scolaire, c'est la dernière séance. On lit des textes écrits par d'autres lycéens de lycée pro. Chacun lit le texte sur un écran, ils demandent de grossir l'écriture pour lire mieux, puis il faut lire à voix haute, comme une évidence. Une fille commence puis un garçon, alternance des voix, puis un autre poursuit puis un autre encore. Ils ne s'arrêtent plus comme une plongée dans le mystère de la relation, des phrases libérées de toute articulation classique s'enchaînent et nous ouvrent des espaces pour penser, évoquer, ressentir la complexité de la relation, enfin un dernier jeune demande à lire, celui qui ne parle jamais, qui n'a jamais rien à dire, qui répond toujours qu'il ne sait pas. Dans sa bouche les mots vacillent dans une fragilité déconcertante. Son visage se détend, son corps se pose, il sourit.

Enfin un dernier texte et deux voix se mêlent dans un rythme à inventer, l'un avançant l'autre, l'autre obligé d'accélérer, l'un forcé à attendre l'autre poussé à suivre...

L'instant est magique

Mais il est aussi éducatif, préventif...

Deux jours après nouvelle expérience :

Une jeune femme s'étonne, « je ne comprends pas, cela ne m'est jamais arrivé, j'ai 26 ans, je sais tout ce qu'il faut faire pour ne pas me retrouver dans ce genre de situation (elle est enceinte de 7 semaines), je me suis toujours protégée. Et cette fois-ci une connerie, un mec de passage, l'alcool et là pas de protection ». Elle ne s'en veut pas, elle s'interroge, ne comprend pas.

« J'ai 26 ans j'ai toujours des préservatifs sur moi, et là je n'en avais pas et on l'a fait quand même, c'est nul...On ne fait pas des choses bêtement...là je ne le connaissais pas, l'alcool, le garçon d'un soir ».

Pourquoi ces histoires ?

Parce que les jeunes appréhendent brutalement, intensément, étonnamment la complexité, l'immensité, la puissance de la relation à l'autre. La jeune femme de 26 ans en découvre l'absence : comment penser au préservatif quand en face de soi il n'y a personne : un préservatif peut-il se mettre sur rien ?

Les jeunes découvrent le chemin vers l'autre, devinent de quoi est fait l'autre. Des mots inventés dont l'articulation insensée témoigne d'une mystérieuse réalité. On y est, c'est de cette réalité dont on a besoin pour porter attention à ce qu'est l'autre et peut-être alors à soi...

Avec les deux jeunes filles de 3ème, le fait d'avoir créé une relation m'a autorisé à réagir ainsi ; il fallait éviter le débat d'idée, il ne s'agit pas de cela ; j'ai entendu les multiples dimensions de leur « c'est grave » et je ne me suis pas laissée entraîner par leurs émois. J'ai mis des limites à leur puissance, à leurs émotions, à leur peurs (j'ai refusé de céder à leur peur, j'ai suggéré et témoigné que le sujet n'était pas si angoissant que cela).

Peut-être que cette expérience d'une relation contenant, attentive mais non soumise leur permettra peut-être un jour de réaliser, alors qu'elles vivront une autre relation faite de puissance d'émotions et de peurs, qu'une limite est possible, et que cela est rassurant car il permet à nouveau de penser...peut-être.

Nous parlons de la relation amoureuse et ou sexuelle alors comment appréhender ce qu'ils devinent, espèrent peut-être, si nous ne sommes pas capables d'être d'abord témoins de la nécessité de la relation entre nous. Nous avons fait le pari que de créer une relation avec les jeunes était un acte fort d'éducation et de prévention. Merci à ceux qui ont bien voulu soutenir cet engagement, cette position, qui n'est plus un pari car nous en connaissons maintenant les résultats positifs.

## **Questions :**

**Une assistante sociale dans les établissements scolaires du Gard :** Je voudrais vous poser une question Madame Durand par rapport à votre intervention. Je suis quand même étonnée par rapport à ce que vous pensiez vraiment sur cette histoire de fellation, ce n'est pas vraiment clair dans votre discours. A priori, vous avez réussi à poser les limites, à sécuriser les jeunes. Moi je ne suis pas sécurisée. La loi introduit une notion de consentement ou de non consentement au dessous de la minorité sexuelle. Ce sont des enfants, on peut

penser qu'ils jouent à « touche pipi » mais on peut penser que sur les deux, il y en avait un qui n'était pas d'accord.

Ensuite, par rapport à l'intimité, il est parfois difficile de parler d'intimité avec certains jeunes, je dirais que c'est culturel. Il y a des jeunes avec qui il est difficile de parler d'intimité et qui refusent d'en parler quand leur culture vient plutôt du maghreb. Les autres sont souvent plus favorables pour en parler et il y a un hiatus dans cette notion d'intimité que vous n'avez pas abordé, c'est la pornographie.

La pornographie est accessible et ils l'ont tous sous le nez alors ils vont le cacher. Pour certains, cela va être très tabou et pour d'autres un petit peu moins. Je pense au contraire, qu'il faut à l'époque où l'on vit quand on est assistante sociale et qu'on entend une jeune fille dire « moi je ne veux plus aller faire la fête avec mes amis parce que j'en ai marre de faire des pipes aux copains », il faut réintroduire la notion d'intimité, de secret et de protection. Quand vous dites « pourquoi mettre une capote quand l'autre ne représente rien », j'ai envie de vous répondre « et moi je représente quoi dans cette histoire » ? Que représentait cette jeune fille pour elle-même ?

Je voulais donc réagir à votre intervention dont le discours m'insécurise beaucoup.

**Carole Durand :** On a peu de temps pour témoigner de questions qui sont extrêmement vastes donc forcément il manque des nuances et probablement tout ce que ça vous a fait à vous.

La question c'est aussi qui on est pour parler de ces choses-là. Sur la question de la fellation, on pourrait en parler longuement mais deux enfants qui ont une pratique d'imitation, ils ne l'ont pas inventée, ils l'ont vue faire, ils tentent, essayent. Si nous on le gère sous la forme de la sexualité adulte, on se trompe. Il faut justement remettre la place de la sexualité infantile là où elle est et surtout pas de suraccident, ce que font certains adultes.

Ce que disaient ces jeunes filles, c'est que la sexualité ça fait peur et il y a de bonnes raisons pour en avoir peur. Mais pas les raisons qui sont celles de ne pas mettre un préservatif, c'est la rencontre qui fait peur et une rencontre qui en effet leur est montrée sous forme de pornographie par exemple avec certaines images ou avec certains propos que les adultes témoignent. On est tous concernés par cette question-là. C'est aussi la question de l'infini du désir. C'est quoi ce désir qu'on a arrêté là à la pornographie ? Je passe mon temps à m'excuser au nom du monde adulte de leur avoir permis d'accéder trop tôt à ces images-là. Que cela existe, cela ne me regarde pas, mais qu'on n'ait pas su protéger l'imaginaire des enfants, ça me regarde.

Sur la question de l'intimité, je n'ai pas dit que je ne défends pas l'intimité, j'ai dit qu'à partir du moment où on parlait d'intimité, on venait paradoxalement faire effraction à l'intimité. Je crois qu'il faut qu'on fasse attention à ça.

**Béatrice Rougy :** Marc Leray a dit qu'il y a 250 PAEJ. Cela m'interroge parce que 250 PAEJ en France, c'est peu. Si on fait le ratio du nombre de PAEJ financés par la Région Languedoc-Roussillon, c'est-à-dire 20, multiplié par le nombre de régions, 22, on serait à 440, donc il y a un problème. Pourquoi y a-t-il aussi peu de PAEJ financés ? Pourquoi ces structures qui offrent un lieu d'accueil sont si peu considérées en France ? La Région est paradoxalement le premier financeur des PAEJ en région.

La question de la santé est facteur de trois éléments : le genre, le gradient social

de santé et la qualité des relations familiales. Ces difficultés existent partout, alors pourquoi c'est si peu reconnu ?

**Marc Leray :** Les PAEJ sont des dispositifs, pas des institutions. La grande difficulté tient de là, c'est-à-dire que c'est la mise en forme d'une initiative mais qui ne fait pas institution. Il y en a sûrement beaucoup plus à l'œuvre, en pratique et heureusement.

Tout ce que j'ai entendu depuis hier, c'est quelque chose de cet ordre-là. Pour autant, on voit bien l'efficacité en termes de pratiques auprès du public mais cette efficacité-là ne peut pas être lue au niveau national parce qu'au niveau national, on ne lit que dans le cadre des objets institutionnalisés. C'est vraiment un point vif.

Si un PAEJ devenait une institution, ça ne serait plus un PAEJ. Je pense qu'une partie des difficultés, du sous financement des dispositifs qui coûtent pas grand-chose au regard de ce que coûtent tous les services, c'est une opportunité qui est ratée et là c'est une responsabilité politique donc aussi un peu de notre responsabilité. On ne peut pas se décourager quand on prend la mesure de ce que ça permet dans la réalité auprès du public comme service rendu.

**Jean-Marie Ferrari :** On peut peut-être aussi se poser la question de savoir là encore comment est prise en compte la prévention ? On revient encore à cette impossibilité qu'ont les politiques à prendre en compte la prévention qui coûte entre 6 à 10 fois moins cher que le soin, mais qui n'est pas encore visible à l'œil nu et ça il faudrait que les politiques le comprennent une bonne fois pour toutes.

**Cécile Bourcet, éducatrice spécialisée, CODES 34 :** J'ai beaucoup apprécié l'intervention de Monsieur Mokaddem au sujet de la parole puisque nous travaillons sur cette question-là, cette parole qui a été effacée ou traumatisée par un parcours de vie. Nous offrons beaucoup d'espaces de paroles, de lieux d'accueil et je pense que le nerf de la guerre, pour nous travailleurs sociaux, la parole c'est la priorité, c'est-à-dire cette parole, comment elle peut être remise en place dans des lieux précis, comment elle peut renaître et à partir de là, on le voit bien, les choses vont se tisser.

Pour que des jeunes puissent reparler, c'est douloureux et il faut du temps et c'est que dans ce temps-là qu'on peut travailler. On parle des financements, effectivement faut-il aussi que ça suive de ce côté là. J'aimerais que vous précisiez encore et un peu plus tout ce travail autour de la parole.

**Salim Mokaddem :** Sur la question de la parole, si on prend ce qui vient d'être dit précisément sur la sexualité, on s'aperçoit que la parole sur le corps et par extension la sexualité, elle a été autorisée, confisquée par deux grandes institutions : l'église catholique qui parlait de la sexualité dans des termes tout à fait spécifiques et la science.

C'est assez étonnant, en psychopédagogie de l'enfant, ce sont des médecins qui ont caractérisé les stades de l'intelligence. Ça veut dire que pour parler de sexualité, il faut s'inventer une parole. Cette invention, on va la prendre dans la transgression, dans les à-côtés. C'est intéressant de voir comment parlent les adolescents aujourd'hui. Ils parlent à côté de la parole instituante et la parole normalisée, la parole professorale, magistrale, celle que nous vous infligeons ce matin.

Qu'est-ce que ça veut dire ? En France dans l'Education Nationale, on ne prend

pas en compte les cultures orales, considérant que la maîtrise de l'écrit signe la maturité et la souveraineté d'assomption de la culture, comme si savoir écrire c'était d'abord savoir parler, savoir être dans la parole. Je vous rappelle que les premiers textes écrits par lesquels nous sommes entrés dans la littérature sont des textes oraux. La ponctuation dans l'écrit traduit des soupirs, des temps d'arrêt, etc. Le corps qui existe dans l'oralité disparaît dans l'écrit. Il y a donc un rapport entre parole, vie, dialogue et corps.

La seconde remarque, c'est que parler de ça suppose bien parler. Bien parler, cela ne veut pas dire parler comme il faut selon les normes, les conventions, selon les codes. Bien parler, c'est peut être savoir dire ce que personne n'ose dire et qui met en jeu le collectif autant que le singulier. Dans la parole, il y a un enjeu de vérité. Cet enjeu de vérité, ce n'est pas simplement en enjeu de connaissance, c'est un enjeu éthique, du dire vrai au risque de prendre des coups. La parole engage un rapport ontologique, c'est-à-dire à l'existence, qui met en jeu des forces de vie ou de mort. Dans la parole, il y a quelque chose qui a à voir avec une transcendance. Je vous invite à réfléchir sur le fait que la confiscation de ce rapport à la transcendance ait été faite en occident par les religions et que les processus de désenchantement du monde font qu'il y a toute une grammaire qui disparaît sans qu'il y ait des auteurs, un sujet. Toute la littérature après 1960, c'est une littérature d'un « je », mais d'un « je » qui disparaît dans les formes grises de la langue. Tous les textes sont des textes qui cherchent le sujet. Pour qu'il y ait une occurrence de la parole, il faut aussi qu'il y ait une écoute, il faut aussi un dialogue, une réponse. Or, je constate qu'aujourd'hui il y a une désymbolisation des processus symboliques.

Un exemple : j'ai une étudiante qui en plein cours m'a dit « Monsieur, vous parlez trop ». Je me suis dit, qu'est-ce que ça veut dire trop ? Ce trop, qu'est-ce qu'il indique ? C'est le trop qui est difficile à savoir. Il y en a peut-être trop aujourd'hui pour en parler justement. Je pense qu'il est intéressant de réfléchir sur le silence de l'autre.

Puisqu'on parlait tout à l'heure de culture maghrébine, je n'aime pas trop essentialiser les cultures, je ne sais pas trop ce que ça veut dire. L'homme a des jambes et non pas des racines. Généralement, ceux qui parlent de la culture de l'autre ne la connaissent pas, ils la réduisent à quelques stéréotypes essentiels. Pour connaître la culture de l'autre, d'abord il faut parler sa langue, son intimité, ses silences. Je referme la parenthèse.

Parler trop, cela voulait dire je n'ai pas assez de temps pour réfléchir ou vous ne devriez pas tout le temps dire des choses aussi essentielles que ça parce que c'est très fragilisant ou faites attention, protégez-vous ou bien encore, ce n'est plus le lieu de la parole l'université. Ce dont il s'agissait, c'est d'une éthique de la parole. Il est beaucoup plus facile de réfléchir sur du calcul, d'être dans un processus analytique de calcul des raisons parce qu'on est désobjectivé dans le calcul.

Pendant des générations, les femmes ont compté les jours pour savoir quand leurs règles venaient parce que c'était une question de vie ou de mort le fait d'être enceinte pour une femme. L'homme n'a pas le même rapport à la sexualité que la femme.

Qui a parlé de l'amour souvent ? Il y a eu une parole phallogratique. Nous sommes les premières générations à désacraliser, à dépaternaliser, à déphallogratiser le discours.

Il y a une émergence de la parole féminine qui apporte un nouveau style.

Pour revenir à l'éthique, il est évident que, par exemple quand la banque mondiale ou le FMI dit à des pays, la santé, l'éducation, c'est improductif, donc on fait des coupes sombres parce que cela ne rapporte pas dans une économie calculante et comptante.

Je n'ai jamais pensé que les politiques étaient des gens bêtes et coupés des réalités, c'est même l'inverse, il n'y a pas plus avisé et averti qu'un homme politique. Même quand on est extrêmement cynique, on peut se dire qu'un homme politique veut rester homme politique parce qu'il ne veut pas revenir dans la réalité qu'il connaît bien. C'est beaucoup plus profond que la critique populiste qui dit « ils sont loin de nous ». Au contraire, ils sont tellement proches de vous qu'ils ne peuvent pas « vous sentir ». Il faut mettre de la distance.

Dans la parole, il y a l'engagement. Si vous parlez sans que la parole ait des retombées, si vous vous habituez à ce que la parole n'ait pas de signification dans la transsubstantiation, c'est-à-dire qu'elle n'a pas d'effet dans la réalité, ce n'est pas une parole, c'est un pur vent.

Il y a beaucoup de gens qui n'écoutent plus parce que cela ne parle plus. La parole suppose un tissage, un nouage, une relation dialectique, d'écoute. Il y a un art de la parole qui s'apprenait. Quand je disais tout à l'heure, on ne fait pas assez attention aux cultures orales, je fais une petite remarque de politique sociologique, c'est que ces maghrébins de la première génération qui ne parlaient pas, qui rasaient les murs non pas parce qu'ils ne savaient pas parler mais parce qu'ils savaient que ce qu'ils avaient à dire pouvait être explosif pour leurs enfants. Regardez comment cela s'est mis à jaqueter après dans la culture populaire qu'est le rap, où cela parle à tel point qu'on ne comprend pas ce qu'il se dit tellement le débit est fort, comme s'il fallait rattraper le temps perdu du silence.

Il y a une logique. Ce qui n'est pas fait par une génération, l'autre le fait.

Sur la parole et sur l'éthique de la parole, je crois que nonobstant qu'il faut développer des lieux d'écoute, d'accueil, il faut s'interroger sur ce que veut dire parler aujourd'hui.

En ce sens, parler trop, voulait dire « c'est intolérable, vous n'avez pas à me parler comme ça », entendu un peu plus loin, « je ne peux pas supporter le poids de votre parole en vivant le réel qu'est le mien ».

Et là, je fais deux remarques éthique et politique. Comment apprend-on à parler ? Je suis surpris du manque de courage des gens de ma génération dans certaines réunions, réunions au sommet ou catégorielles, sectorielles. Je suis surpris de l'absence de courage qui consiste à dire « non, maintenant arrête, tu dis des bêtises, non là c'est faux ». Je reviens d'une réunion à Bruxelles où personne n'a osé dire quelque chose à part moi sur des résultats erronés présentés par un ministre. Le rapport entre parole et pouvoir, il faut l'analyser. Qu'est-ce qui est mis en jeu dans la dialectique de la prise de position de la parole dans un groupe ? Qu'est-ce qu'il y a comme enjeux, comme risques ? Comment est-ce qu'on apprend à parler et à qui parle-t-on ? La parole auparavant était confisquée soit par la science, soit par la religion. Aujourd'hui, les effets de la parole, c'est le fait de se faire existentialiser : quand je parle, le « tu » me révèle sa face. L'intimité de la parole, c'est l'incarnation de l'autre. Il y a une métaphorisation perpétuelle qui désincarne.

Ces jeunes qui cherchent cet infini du désir, ils vont le trouver dans les formes classiques, qui ont été celles de la religion, qui invoque et qui convoque, parce qu'elle interpelle en première personne. Le « je » fait une analyse de la personne. Le moi, le « je » est une construction historique. Quand a-t-on appris

à prendre possession de ce « je » comme identité, qui est une construction ? Cela n'existe pas l'identité, par contre, l'identification, le processus par lequel on se crée un soi qu'on reconnaît comme étant le sien, qui suppose une construction, c'est une culture. Or, une culture qui déshistoricise, qui déréalise, qui désymbolise ne peut pas instituer un sujet de la parole, un « tu », un moi et un « je ».

Il y a donc une culture de la parole qui a à voir aussi d'une certaine manière avec une éthique de l'engagement.

J'espère avoir répondu en partie à vos questions.

## **Table ronde : la démocratie, chef de chœur du lien social**

**Béatrice Rougy**, Directrice de la Santé Conseil Régional

Le programme de santé des jeunes a eu la chance de pouvoir bénéficier d'une élaboration démocratique avec les porteurs de projets : associations, missions locales jeunes, lycées, Centres de Formation des Apprentis depuis 2006.

Deux réunions annuelles nous ont permis de faire évoluer ce programme à partir des évaluations des actions et du programme et des remarques des porteurs de projet.

Nous avons eu également la chance de pouvoir élaborer une réflexion et développer des réponses communes dans un groupe de réflexion inter institutionnel qui s'est réuni durant deux ans dès 2005 avant la mise en place du Groupement Régional de Santé Publique. Brigitte Graell en faisait partie.

Cette table ronde a pour objet de montrer comment chacun de sa place singulière a agi pour développer la démocratie :

Olivier Gaches autour de la réalisation d'un film avec des jeunes sans qualification autour de leurs vies, leurs rêves et comment ils comptent les faire aboutir afin de donner une vision positive de leur santé, alors que comme nous l'avons vu, ils ont un risque important de se suicider s'ils sont en situation de précarité et coupés de leur relation familiale.

Brigitte Graell autour de l'atelier santé ville de Perpignan.

Linda Dorfers dont le fer de lance de l'intervention de sa compagnie théâtrale est la construction de la démocratie.

Et Anne Mayard qui a utilisé l'outil canadien « PRODAS » qui vous a été présenté hier pour développer la démocratie dans son collège.

**Brigitte Graell**, Chef de projet mission santé ville de Perpignan : *expérience du groupe régional de santé des jeunes et de l'animation d'un atelier santé ville*

Je vais vous parler du début de l'expérience avec Béatrice et le Conseil Régional.

Je travaillais à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales des Pyrénées-Orientales à la mise en place du plan santé jeunes, plan cofinancé par la Fondation de France sur trois ans. Belle époque car nous disposions de moyens financiers. Ce plan a permis la réalisation de quatre Points Accueil Ecoute Jeunes dans le département.

Le Conseil régional a pris le relais notamment sur le financement des Points Accueil Ecoute Jeunes.

Dès 2005, le Conseil Régional a réuni les institutions impliquées dans le développement d'un programme de santé des jeunes (DDASS, DRASS, Protection Judiciaire de la Jeunesse, Mutualité Française, Rectorat, services de médecine universitaire, URCAM) pour définir un diagnostic, mutualiser les crédits sur des objectifs communs, définir un appel à projet commun.

La mise en place du Groupement Régional de Santé Publique nous a contraint d'interrompre ce travail.

Je suis partie travailler pour la ville de Perpignan car ce qui me manquait dans ce travail pour l'Etat, c'est la participation des habitants.

Pour construire l'atelier santé ville en 2007, un diagnostic participatif a été élaboré avec les habitants à partir de rencontres dans les centres sociaux et du porte-à-porte pour ceux qui ne fréquentaient pas les centres sociaux.

Les thèmes qui revenaient le plus souvent : la parentalité et le mal être des jeunes.

Il existait des offres de service sur la ville mais les habitants de ces quartiers n'en profitaient pas.

J'ai continué la dynamique de réseau constitué.

Par exemple, autour de la parentalité, un module « être parent quel métier » a été élaboré avec la pédo-psychiatrie, l'association APEX, le Planning Familial, les Points Accueil Ecoute Jeunes.

Le coût de cette intervention établi, cela en a donné une lisibilité pour les financeurs : politique de la ville, Agence Régionale de Santé.

Ces modules ont eu lieu dans les centres sociaux des quartiers, les assistantes sociales y ont mobilisé les mères. 40 interventions pour chaque partenaire ont eu lieu. Cela a permis aux structures de se faire connaître, de déstigmatiser les services de psychiatrie, de favoriser les prises de rendez-vous.

La ville a depuis signé un contrat local de santé et créé un Conseil Local en Santé Mentale.

J'anime un réseau de partenaires qui se réunissent en groupes de travail, élaborent des propositions. Celles-ci sont validées par un comité de concertation. Ces propositions sont soumises à une instance de gouvernance composée de l'Agence Régionale de Santé, des élus et du Directeur Général de la ville.



**Béatrice Rougy** : Pour introduire l'intervention d'Olivier Gaches, je souhaitais rappeler le contexte de la réalisation du film financé par la Région. Après le diagnostic sur la santé des jeunes, nous n'avons pas pu retourner des résultats aussi péjoratifs aux jeunes les moins qualifiés, inscrits dans un chômage de longue durée et avec un risque accru de suicide. Aussi avons-nous sollicité leur parole au travers de la réalisation d'un film sur leurs vies, leurs rêves et comment ils vont les faire aboutir. L'association Aléthia-audiovisuel a remporté le marché public lancé par la Région.

**Olivier Gaches**, Aléthia-audiovisuel : *construction de films pour le compte de la Région avec des jeunes sans qualification sur leurs vies et leurs rêves*

Je suis réalisateur dans une association qui s'appelle « Aléthia-audiovisuel », c'est à dire : la vérité par le dévoilement.

Je me suis retrouvé avec ce sujet : « la démocratie, chef de chœur du lien social », 15 ans en arrière comme devant une copie de philo, un peu démuné. Je ne voyais pas trop le rapport avec nous. J'avais entendu cette citation dans la bouche de Michael Mann ou plutôt de Fellini : « le cinéma c'est la dictature ».

Je ne pense pas que la démocratie ou l'art du compromis soit la principale qualité de l'artiste. Par contre, on pourra plus parler de collaboration et en particulier quand il y a de tout petit budget, il faut vraiment collaborer.

Ce que l'on nous a demandé de faire, ce n'était pas véritablement démocratique.

Cela émanait de la Région et cela s'adressait à un certain type de public stigmatisé : des jeunes de milieu populaire avec certaines faiblesses. Nous voilà inscrits dans un certain carcan et ceci avec la volonté de Béatrice de faire un film, avec cet enthousiasme qu'on lui connaît, cette petite folie, où les jeunes devaient parler de leurs rêves.

Et nous voilà partis avec notre petite voiture à la rencontre des Missions Locales Jeunes de Narbonne, Carcassonne, Montpellier et Lodève.

La rencontre des jeunes s'est déroulée en différentes étapes.

C'était d'abord comprendre pourquoi ils étaient là, ensuite faire de l'éducation à l'image, à savoir d'amener la notion de point de vue, leur montrer des films alors que ces jeunes sont en permanence sur You Tube à regarder des films, leur montrer la volonté d'exprimer quelque chose derrière chaque film.

C'était très intéressant et valorisant pour eux de comprendre ce qui se passait derrière. C'est peut-être là qu'intervient la notion de démocratie.

Une fois cette épreuve terminée, il fallait passer à l'écriture ... On revenait à quelque chose de plus scolaire qui les intéressait moins. L'idée, c'était de faire ressortir leur parole du mieux qu'on pouvait.

On revenait à quelque chose de plus ascendant. C'est nous qui les tirions avec cette contrainte de parler de la santé des jeunes. Le rêve d'un jeune qui n'a pas d'emploi, c'est assez basique, c'est d'avoir un emploi. Celui qui n'a pas de copine, d'avoir une copine.

On s'est focalisé sur la santé sociale, sur parler du regard de la société sur la problématique de ces jeunes-là ou sur ceux qui vont dans les Missions locales Jeunes.

La parole a été ainsi libérée et plutôt de manière agréable pour eux.

Ainsi je pense à Lodève où le thème du film c'était le chômeur parfait vis-à-vis de la société, chômeur perçu comme le cancer de la société, celui qui suce vos impôts, ne sert à rien et n'est pas productif. Il faut qu'il se lève tôt, qu'il soit bien habillé, que toute la journée il cherche un emploi, qu'il accepte de travailler n'importe où et qu'il accepte n'importe quel emploi...On est arrivé à faire ressortir cette pression sociale.

A Carcassonne, l'idée de culpabilité était très forte : « Si j'avais su, j'aurais travaillé à l'école. A 17 ans, c'est déjà trop tard. Si tu n'as pas réussi à l'école, tu finiras caissier ou caissière».

L'étape suivante, c'était l'écriture, cela a été hyper laborieux de condenser tout cela pour écrire le film.

Lors de la réalisation, chacun prend sa place, non dans une idée de pouvoir mais de collaboration.

Le timide aura envie d'aller derrière la caméra. Mais celui qui est derrière la caméra, dirige celui qui est devant la caméra. Le timide va être alors obligé de prendre du pouvoir.

Souvent le timide a été poussé par le groupe dans une relation de confiance pour qu'il joue comme acteur car il symbolisait bien leur peur.

La réalisation du film, c'est un peu la sucrerie. Les gens jouent, rient. Ca s'arrête, ça repart. Ils sont dans l'action.

La projection, cela a été leur festival de Cannes à eux, devant des gens avec des cravates, des politiques, leurs familles et les applaudissements. C'est une véritable valorisation.

Ce qui en ressort au-delà de la démocratie, ce sont les notions d'autonomie, de responsabilité, de contraintes libératrices données par la Région, puis les MLJ, puis Aléthéia aux jeunes, en création, le carcan évite de se disperser, de valorisation immédiate.

La temporalité de la réalisation sur un moment très court : quatre mois à raison de deux heures par semaine, leur a donné l'impression que le temps social s'arrêtait, qu'on leur demandait d'être productifs d'une manière différente. Ils ont été responsables du film, d'eux, de nous. Sans eux, il ne se passait rien et nous n'étions pas payés.

Nous avons eu peur de l'activité artistique comme support occupationnel. Autonomie et responsabilité sont consubstantielles de l'activité artistique, cela nous dépasse. Chacun y prend sa place.

En conclusion, collaboration et création artistique sont la maîtrise dans le sens de chef de chœur du lien social.

**Linda Dorfers**, *Compagnie des nuits partagées : expérience du théâtre forum comme outil de construction démocratique avec les lycéens et les apprentis*

Je suis metteuse en scène et comédienne de formation. Femme de terrain et non de pouvoir (le pouvoir je ne le veux pas, je l'ai déjà).

Je quitte ma chaise, puisque je préfère toujours être debout, c'est une déformation professionnelle... La parole, c'est quelque chose qui engage (le corps... entre autres).

Je représente mes collègues de la Compagnie des Nuits Partagées, association de jeunesse et d'éducation populaire qui fait du théâtre et participe au réseau national coopératif Arc En Ciel Théâtre, association de jeunesse et éducation populaire dont je suis déléguée nationale aux pratiques artistiques.

Je parlerai donc au nom de notre structure.

Nous intervenons dans le cadre du programme de santé des jeunes de la Région depuis 2006.

Je ne suis absolument pas convaincue que nous faisons de l'éducation à la santé. Nous entendons « éduquer » comme « montrer l'exemple » et non comme « dominer ». Je ne pense pas que l'on puisse montrer l'exemple en matière de sexualité, surtout lorsqu'on voit à quel point la sexualité de la plupart de nous, adultes est tout sauf épanouie. Nous menons plutôt un travail autour de la démocratie à l'endroit où nous sommes. Pour sortir des rapports de domination du système d'instruction nationale, nous faisons du théâtre. C'est un endroit d'où l'on regarde, la scène est l'endroit où on est regardé.

L'endroit d'où l'on regarde, c'est un point de vue. Dans le théâtre, il y a ce dialogue nécessaire qui repose sur l'écoute et la confrontation des points de vue, l'action et la réaction. On ne peut agir seul au théâtre. Nous cherchons à construire ainsi ensemble des connaissances communes dans lesquelles chacun/e a sa place quels que soient son expérience et son avis. La confrontation et le désaccord étant l'une des pierres fondamentales à l'édifice du vivre ensemble, nous y oeuvrons et ainsi luttons contre la dévalorisation générale et la peur de l'Autre (celui/celle qui est différent/e de moi) pour éprouver notre commune humanité. Cela nécessite du temps partagé, de la disponibilité et va à l'encontre de notre monde actuel régi par la vitesse de l'évolution technologique.

Ainsi l'Autre, loin d'être un ennemi, devient un adjuvant. Pour cela il est crucial de donner un cadre sécurisant et contenant au sein duquel nous éprouvons sans qu'il nous enferme.

Ce travail souvent inquiète l'adulte pour qui le cadre sert à maîtriser. Effectivement, vivre sans injonction fait peur... Tout comme se dire que chacun/e peut apprendre de n'importe qui d'autre...

« La démocratie, chef de chœur du lien social » pourrait être reformulé en : « le lien social chef de chœur de la démocratie ».

Je vais vous conter une anecdote, nous sommes une association d'éducation populaire et il y a quelque temps à Grenoble quelqu'un m'a interpellée après la présentation de la Compagnie, en me disant « vous savez je n'aime pas ce terme, j'en ai assez d'entendre toujours ce même type de personnes (les travailleurs sociaux notamment) dire qu'on va nous éduquer. On peut s'éduquer tout seul, personne n'éduque le peuple ». Je l'ai remercié pour ce propos. L'éducation populaire, c'est l'éducation par les pairs. Nous ne sommes expert en rien. Notre rôle c'est de faire émerger les paroles pour permettre la confrontation des points de vue, et d'arrêter d'avoir peur les un/es des autres.

La démocratie, c'est le pouvoir du peuple par le peuple, pour le peuple. Notre travail c'est de favoriser la confrontation des points de vue et par la même, la démocratie.

Aujourd'hui, il n'est pas indispensable d'être normalien pour savoir que la démocratie bat de l'aile. Entre parenthèse depuis hier matin, il n'y a pas ou très peu d'élu/es présent/es, les jeunes sont absents, en stage ou en cours aujourd'hui. Une fois de plus on parle de ceux et celles qui ne sont pas là. Et la rencontre ne se fait pas.

Dans le cadre de notre réseau « Arc en ciel théâtre » je suis responsable du développement d'un projet national sur l'engagement citoyen des jeunes. Je me fais donc le porte-parole de ce que j'ai pu entendre. La peur des élus, c'est l'absence des jeunes en termes de participation électorale. La politique n'est plus crédible pour les jeunes car le personnel politique ne l'est plus.

Du côté des jeunes il y a un réel sentiment de trahison pour ce qui est de la transmission des valeurs. Il y a un problème de cohérence entre ce que l'on fait (nous adultes) et ce que l'on dit aux jeunes : il faut être très performant alors qu'il n'y a plus de travail, pas de place pour tou(te)s, l'image et la pression sociale supplantent l'humain... On ne défend plus rien, on se plie à l'opinion la plus plébiscitée (en général celle qui fait le moins de vagues) et on devient apolitique, s'abstient pensant que la politique « n'est pas pour nous ». Dans une idéologie dominante, il semble effectivement qu'il n'y ait pas de place pour que les jeunes aient leur identité propre. Les relations deviennent de plus en plus squelettiques laissant la place à une violence nue où la honte de sa propre culture laisse la jeunesse et plus largement le peuple seuls et sans défense devant la seule vision du monde dominant : celle des marchands. Un monde addictogène comme le soulignait hier Jean-Pierre Couteron à juste titre.

Le rôle de la compagnie, c'est de poser un cadre sécurisant et qui peut bouger, et non de contenir ou d'imposer. Dans ce cadre, c'est faire en sorte que la relation qui est mise à mal, puisse se rétablir.

Cela repose sur l'écoute, la légitimité de la parole et du vécu, mais aussi du droit à l'erreur de chacun/e, de la confrontation des points de vue quels qu'ils soient. Notre société a besoin de sortir de l'assoupissement général qui conduit à

l'anéantissement de toute idée de bien commun partagé par le plus grand nombre.

Dans cette négociation se rétablit la relation sociale, on éprouve ce qui fait notre commune humanité. On est tous capables d'éprouver des émotions, de penser, on est capable de faire un travail démocratique. L'expertise populaire est un mouvement de co-partenariat : en matière de relation humaine, de « commerce humain », aucune vision tutélaire ne peut être légitime : nous n'y avons point besoin d'experts « sachants » ou de politiques extralucides mais de multiples visions à faire s'accorder pour le bien commun.

Une fois cette confiance rétablie, les choses sont plus faciles et plus claires. Nous ne sommes pas plus intelligent/es ni meilleur/es, le monde n'a pas instantanément changé, mais nous avons fait l'expérience concrète d'une relation avec nos semblables qui peut être conflictuelle, mais confiante.

La Région a misé sur ce pari pour ce qui est de la jeunesse en faisant intervenir notre Compagnie qui n'est pas un expert en éducation de la santé et cela représente une certaine prise de risque que peu d'institutions font.

Je voulais vous donner un exemple : lors d'une intervention dans un Centre de Formation des Apprentis sur le respect, la hiérarchie, la relation, dans un groupe une jeune fille en difficulté dans sa formation était connue pour son mutisme. Dans le cadre du théâtre forum lors de la dernière séance, au sein d'une maquette de théâtre elle conteste l'absence du directeur et intervient à ce titre. Cela lui a permis de changer de posture au sein du CFA. On a vécu une expérience concrète où l'on peut se faire confiance.

Cela pourrait-il se transposer dans notre macrocosme politique où nous vivons avec notre idée que personne n'est à égalité ?

Sortir de la crise, selon Gramsci « aider le nouveau monde à naître » (l'ancien étant quasiment mort), demande à trouver un nouvel esprit démocratique fondé sur l'égalité des intelligences. Cette idée que nous défendons se heurte à un scepticisme général. En effet, sortir du système dont nous faisons partie cela représente une rupture épistémologique majeure. Si notre destin est de vivre ensemble, il nous semble urgent, voire existentiel de prendre le temps de faire de la politique (au sens « s'occuper de la qualité de nos relations collectives »), de négocier en permanence nos différends et de marier nos accords pour produire une société du bien commun.

**Anne Mayard**, Principale du collège Las Cazes : *utilisation du programme de développement affectif et social comme outil démocratique dans un collège*

Je dirige le collège Las Cazes. Le programme de développement affectif et social (PRODAS) est mis en place dans l'établissement depuis 3 à 4 ans.

Quand je suis arrivée dans ce collège, j'y ai trouvé un contexte très dégradé du point de vue du climat scolaire, des tensions et des relations avec des enfants mutiques et des parents absents. J'ai essayé de jouer sur ces deux problèmes.

Le PRODAS a été mis en place avec les élèves pour développer l'estime de soi, l'écoute, la confiance en soi, les compétences relationnelles et améliorer les relations humaines.

Ce programme a été mis en place en impliquant l'ensemble des professionnels de l'établissement. Tout le monde a été formé. Les enseignants mais également la documentaliste, l'infirmière, le CPE ... ont animé des cercles de parole.

Cela a produit des effets mais pas immédiatement car ce n'est pas une baguette magique. Le PRODAS a été un élément de la politique éducative de l'établissement qui est un grand projet de lutte contre le décrochage scolaire financé par la Fondation de France.

Ce programme a amélioré les relations, le climat scolaire, apaisé les conflits, libéré la parole des adultes et des jeunes.

Cela a instrumenté les enfants dans leur expression orale car ils avaient peu l'occasion de s'exprimer.

Cela a permis une évolution du positionnement des adultes et des jeunes, une meilleure acceptation des autres, le développement de l'affirmation de soi, de l'autonomie, une plus grande identification de ses propres capacités.

Cela m'a permis de convaincre de l'éducabilité de tous les élèves et de rompre le cercle de sinistrose préexistant : « on ne peut pas faire réussir les élèves, c'est normal car nous n'avons pas les bons élèves ».

Pour aller à l'encontre de cette idée, il faut aller à la rencontre de ce public, le connaître pour éviter tous les raccourcis et tous les malentendus. Nous sommes partis d'éclairages sociologiques et ethnologiques.

Cette méthode d'écoute active qu'est PRODAS, les personnels l'ont tenté entre eux dans les cercles d'analyse de la pratique puis aussi avec les parents en modifiant les modalités de rencontre des parents et des enfants.

J'ai souhaité que nous ne soyons plus dans l'injonction, les reproches moralisateurs mais que nous développions les échanges.

Il y a beaucoup à dire de la façon dont on accueille les parents. On est tous parents. La façon de convoquer les parents, de les faire attendre longtemps le soir debout dans le couloir, alors que le professeur est assis dans la salle, puis les parents disposent juste du temps pour écouter le professeur, pas pour échanger.

Nous avons analysé les modalités institutionnelles de ces rencontres.

L'institution reçoit les parents collectivement en début d'année pour leur expliquer les modalités d'élection et de représentation puis individuellement sur un temps court où les parents écoutent le professeur.

Pour rester dans l'esprit de dialogue et de collaboration sur de l'alliance éducative dont on a besoin, on a repensé la façon dont on accueille les parents.

On le refait trois fois dans l'année, en clôture de chaque trimestre.

Il y a d'abord un temps convivial avec un goûter, tous les élèves sont dans le hall, j'organise une cérémonie de remise de diplômes ou de félicitations pour certains élèves.

Puis trois ou quatre professeurs reçoivent collectivement en cercle les parents d'une classe. La discussion commence sur ce que savent les parents de la classe puis un échange s'établit durant une demi-heure.

Puis les parents sont reçus dans cette classe individuellement durant 10 minutes par un professeur qui leur remet et leur explicite le bulletin scolaire.

80% des parents viennent dans l'établissement et sont en attente de cette rencontre.

Tous les parents d'une même classe sont ensemble et quand ils ne sont pas reçus individuellement, ils continuent à discuter dans le cercle sur les projets de l'établissement.

On tente ainsi que ce collège soit un acteur de son territoire, pas un lieu sanctuarisé et inaccessible. Les parents ne sont pas considérés comme des usagers du service public mais comme des partenaires.

Malgré l'actualité, il n'y a quasiment plus d'incidents, le climat scolaire est apaisé, le collège n'est pas dégradé.

Je peux garantir aux parents en début d'année que tous les élèves auront une place en lycée. Les résultats de ce collège sont supérieurs à la moyenne départementale.

Tous les jours, il y a des intervenants extérieurs qui viennent dans les classes sur des projets vidéo, l'art, la culture, les sciences...

Si vous suivez l'actualité, les parents du Petit Bard et des Cévennes prennent en ce moment la parole. Ce qui est nouveau pour l'institution. Ils gèrent leur communication et leur parole et ils connaissent très bien l'établissement.

C'est ce qui me fait dire que c'est une très belle réussite.

## Questions :

**Betty Siméoni, éducatrice, association Parenthèse Perpignan :** Tout d'abord merci pour ce film, c'est sympa de pouvoir rire d'un sujet comme le chômage. Au titre de l'expérience du collège Las Cazes, comment êtes-vous arrivée à mobiliser une équipe, votre hiérarchie et à obtenir des financements ?

**Anne Mayard :** Le financement du projet a été assuré par la Fondation de France. Le préalable nécessaire, c'est la connaissance fine de la nature du public accueilli dans l'établissement. Le langage du quartier n'est pas le même que celui de l'établissement, et c'est également une question de volonté.

En tant que chef d'établissement, j'ai initié des groupes de formation-action, des démarches de projet. Nous avons eu une approche globale des adolescents que nous n'avons pas considérés seulement comme des élèves à éduquer. Il y a eu une ouverture de l'établissement, le développement de la connaissance de nouvelles pratiques. Il nous a fallu combattre de nombreux sous-entendus qui se sont avérés faux : comme les parents ne s'intéressent pas à l'école... Le PRODAS a permis aux adultes de faire évoluer leurs représentations.

**Béatrice Rougy :** Je souhaiterais compléter la réponse d'Anne Mayard. C'est la volonté d'Anne Mayard qui a permis d'étendre l'outil PRODAS aux réunions avec les parents d'élèves et de permettre à ceux-ci de réinvestir le collège. Au titre des financements, la Fondation de France est intervenue dans deux écoles primaires et au collège Las Cazes à Montpellier. Cela a permis à la Région d'obtenir l'adhésion du Rectorat pour engager ce programme dans le lycée le plus en difficulté de l'académie. Cela a été rendu possible du fait du soutien du réseau d'éducation prioritaire. La Région a financé depuis 2013, la formation des professionnels du lycée, leur accompagnement, l'analyse de la pratique et le bilan de ce programme. Le programme PRODAS est reconnu par le Rectorat et le Ministère de l'Education Nationale et nous espérons que le financement de la formation des enseignants sera reprise par le Rectorat en 2016.

**Bruno Chichignoud, directeur Maison des Adolescents de l'Hérault :** Je me définis comme un pédagogue, c'est-à-dire dans la capacité de mettre en cohérence les idées et les actes. Je crois à l'utilité des outils, à la façon dont ils sont pensés mais je trouve très intéressant dans le témoignage de Mme Mayard, l'approche globale des adolescents. J'ai un ami proviseur, Maurice Bosalto qui a développé l'idée « d'effet établissement ». Au-delà des cercles de parole, de la façon d'organiser les rencontres avec les parents, il y a des mécanismes qui dépassent cela et développent des effets secondaires extrêmement bénéfiques comme la confiance, la culture commune, la réputation de l'établissement. Faisons-nous l'effort d'aller vers les adolescents et leurs parents avec des modalités de réponse adaptées au public auxquelles elles s'adressent ? J'ai trouvé cela dans le témoignage d'Anne Mayard.

**Salim Mokaddem :** J'en profite pour vous remercier à l'avance devant repartir pour l'Université. Sur cette question des expérimentations en collège, je ferai deux remarques et je pense que Mme Mayard a une forte personnalité et une très forte empathie avec ce qui concerne la pédagogie différenciée, pour bien entendre ce que je vais dire.



Dans la Gazette, il y a un article sur les mamans, héroïnes du Petit Bard. Il y a en regard, ce qui m'a énormément choqué, un entretien avec un professeur d'ethnologie, pour parler de problèmes sociaux, d'éducation et de psycho-pédagogie.

Il y a une forme de crypto-racisme dans la ghettoïsation des élèves du collège Las Cazes dont on ne peut faire l'impasse à moins d'une prudence pédagogique qui voudrait croire que l'effet établissement etc...

Il y a un déterminisme des politiques d'orientation, de carte scolaire qu'il faut prendre en compte. L'Éducation Nationale ne peut pas prendre en charge tous les problèmes de la laïcité, des attentats du 7 janvier jusqu'aux immigrés voulus par le MEDEF jusqu'en 1973, date de début de la crise pour les économistes.

Qu'en est-il de la possibilité psycho-pédagogique d'agir sur les orientations liées à la carte scolaire et la mixité, parce que ce ne sont pas les élèves ou les professeurs qui font le niveau scolaire ?

Par exemple, l'École Normale pompe tous les meilleurs élèves et elle produit de ce fait de l'excellence. Il y a vingt secondes au lycée Joffre et une seule terminale, donc il y a un problème de sélection.

Ma deuxième question : comment peut-il y avoir de la démocratie au sein de l'Éducation Nationale alors que c'est le corps le plus hiérarchisé de toute la Fonction Publique ? Entre les inspecteurs, conseillers pédagogiques, DASEN, un enseignant ne peut plus bouger.

Il y a 15 ans, on s'est adressé à moi pour créer un établissement d'excellence dans la banlieue parisienne uniquement parce que je m'appelle Salim Mokaddem. Je n'ai pas voulu être la caution ethnique ou indigène d'une école qui produit de la discrimination.

Comment mettre de la démocratie dans un système qui ne l'est pas ?

**Anne Mayard** : Je ne peux pas répondre à cela. L'entrée par l'établissement est pragmatique : tentons de répondre à l'ensemble de nos missions, de faire réussir la totalité des élèves.

Il y a d'autres décisions qui posent problème : je ne peux pas garantir aux parents la mixité au collège Las Cazes. Il n'y a pas plus de mixité à Jacou ou Saint Clément de Rivière.

C'est une question compliquée : il y a des questions d'urbanisme. Beaucoup d'habitants du Petit Bard au moment de la rénovation de leur quartier ne souhaitent pas le quitter. Il y a la pyramide des âges. Il y a la sectorisation, responsabilité du Conseil Départemental.

Beaucoup d'éléments contribuent à créer de tels établissements. Il y a deux solutions : soit on accepte la situation d'échec au motif que les enfants sont les plus en difficulté, soit on prend la question à bras le corps et on les amène au maximum de ce qu'ils peuvent eux-même faire. Tout n'est pas résolu.

Pour l'institution, ce n'est pas simple, c'est le privé qui finance l'innovation. Je suis en difficulté de communication avec ma hiérarchie et de reconnaissance.

**Carole Durand :** Je suis très impressionnée par cette table ronde car vous témoignez de quelque chose dont on a peu parlé durant ces deux jours, de votre conviction. Et vous y croyez, on sent une profonde conviction chez vous quatre. Les projets s'écrivent avec des techniques attendues mais ils se font avec des gens. Vous témoignez de quelque chose de très humanisé.

Comment avez-vous réussi à engager toute la communauté éducative dans cette aventure ? Est-ce qu'on impose une formation à tout le monde ? Est-ce qu'on attend que tout le monde en ait envie ?

**Anne Mayard :** C'est un principe d'écoute, de confiance, de collaboration. Il convient de beaucoup expliciter. Dans notre institution on a l'habitude de beaucoup expliquer comment faire. Cela ne sert à rien, il faut expliciter. Et petit à petit, il y a des choses qui rassurent dans l'établissement.

Manager, c'est un métier. Je ne suis pas formateur. Il y a des gens qui se sont penchés sur comment apporter le changement dans les organisations.

La conviction, c'est notre propre conviction du niveau d'éducabilité d'un adolescent. En fonction de ce seuil, vous vous lancez dans tel ou tel projet.

**Linda Dorfers :** La question de la conviction est aussi en partie liée à la question de l'enrichissement mutuel. Je suis allée à l'Université mais je n'ai jamais tant appris qu'en étant en travail avec des gens quels qu'ils soient. C'est un travail excessivement riche et j'y vais avec bonheur et pourtant c'est difficile. J'y vais avec envie quand je me lève le matin.

Ainsi cette personne qui critiquait l'éducation populaire au nom du fait que le peuple ne s'éduque pas, ne savait pas écrire. Si j'avais eu une chaise, je serai tombée dessus. On peut exister autrement. Il avait une telle présence, il avait tellement de conviction à défendre la parole des gens devant les institutions. La vie des hommes et des femmes est intéressante.

**Blandine Sagot :** Vous nous avez parlé d'une sorte de paradis perdu, Brigitte Graell, où les institutions étaient autour de la table pour prendre des décisions. Aujourd'hui, vous témoignez d'un délitement de cela.

Peut-on refuser la fatalité et remettre du lien, à ce niveau-là ?

**Brigitte Graell :** Je constate qu'il y a toujours de nouveaux dispositifs. On nous demande toujours la même chose mais avec un nouveau mot.

Ainsi quand je suis avec l'Agence Régionale de Santé, on me demande de parler de contrat local de santé.

Quand je suis avec la Direction Territoriale de la Cohésion Sociale, je dois parler « politique de la ville ».

En fait, je réalise une mission d'animation de politiques publiques. Je fais le lien. Il convient de partir des projets des partenaires et des habitants. Cela permet d'embarquer les élus de la collectivité sur ces projets. C'est une négociation permanente, un travail d'interface entre habitants, professionnels et institutions.

## **Conclusion : Qu'est-ce qui fera mémoire ?**

Les participants ont été invités à écrire sur ce qu'ils ont compris, ce qu'ils ont appris du programme de santé des jeunes et ce qu'ils s'engagent à faire.

### **Ce que les participants ont compris :**

- En tant que professionnel, à se remettre en question et évaluer sa pratique
- Développer des échanges et des réflexions sur les pratiques professionnelles
- Développer la bienveillance
- Ce que sont les compétences psycho-sociales
- Le concept de bientraitance
- La place du plaisir, sans lequel rien ne se fait
- La place des Points Accueil Ecoute Jeunes, dispositifs interstitiels mais fragiles dans leur pérennisation du fait des financements
- la multitude d'acteurs impliqués dans le programme de santé des jeunes
- Les multiples dimensions du programme et la multitude des partenaires impliqués
- Le rôle fédérateur de la Région
- La parole est au cœur de la relation, pas de relation possible sans parole.

### **Ce que les participants ont appris :**

- La nécessité de faire ensemble, de co-construire notamment pour ne pas se décourager même si c'est difficile
- L'importance de la diversité des approches pour créer une unité
- Un engagement clair, un public jeunes « vulnérables », les familles au cœur du programme
- L'humanité du programme centré sur les capacités des personnes
- L'importance de la place de la parole dans le travail, dans toute sa complexité
- De la rigueur dans la méthodologie.

### **Ce que les participants s'engagent à faire :**

- Poursuivre notre action auprès des jeunes
- Défendre la nécessité du programme de santé des jeunes

- Mettre à jour notre adresse pour mettre à jour le réseau
- Continuer le travail en réseau
- Développer les liens avec les autres associations qui œuvrent dans la même direction
- Multiplier les rencontres d'autres partenaires
- Continuer à partager, échanger et réfléchir ensemble
- Militer pour une prévention de qualité
- Militer pour la légitimité et la pertinence des Points Accueil Ecoute Jeunes... encore et encore, pour combien de temps encore et jusqu'à quand ?
- Remettre en cause nos pratiques professionnelles (se former, réfléchir)
- Innover
- Transférer les expériences innovantes dans mon territoire
- Transmettre
- Soutenir l'idée d'une parole vraie
- Développer des capacités à créer des relations de confiance pour aborder avec des jeunes des thèmes « intimes »

" Vivez les rêves que la vie vous défie de rêver "  
Martin Luther King